

CONV 618/03

NOTE

du Secrétariat
à la Convention

Objet : Partie II de la Constitution
 - Rapport du groupe d'experts désignés par les services juridiques du
 Parlement Européen, du Conseil et de la Commission

1. Les membres de la Convention trouveront ci-joint le rapport du groupe d'experts désignés par les Services juridiques du Parlement européen, du Conseil et de la Commission en vue de procéder à l'adaptation technique des dispositions des traités CE et EU destinées à être insérées dans la partie II du Traité constitutionnel.

Il s'agit d'un exercice purement technique dont le but est de faciliter la discussion politique mais qui ne préjuge ni conditionne les décisions de la Convention.

2. Conformément au mandat qui lui a été donné le 29 janvier 2003 (CONV 529/03), le groupe d'experts a notamment:
- introduit dans les dispositions de la Partie II les amendements résultant essentiellement des conclusions du groupe de travail sur la simplification des procédures et instruments;
 - identifié dans le TCE et dans le TUE le sort des différentes dispositions au regard de l'avant projet de traité constitutionnel conformément au schéma présenté en octobre 2002 (CONV 369/02), en procédant ainsi à la fusion des deux traités et à la réorganisation des dispositions ;

- harmonisé, du point de vue technique, le langage des différentes bases juridiques;
- supprimé certains articles, pour donner suite aux travaux de la Convention, ou du fait qu'ils sont devenus caduques.

Le groupe a aussi signalé au Praesidium des suggestions d'ultérieures simplifications techniques ainsi que des regroupements différents dans la deuxième partie qu'il a considéré opportuns, conformément à l'invitation qui leur avait été faite dans le mandat. Conformément à celui-ci, le groupe s'est limité à des modifications purement techniques, sans procéder à d'autres modifications, notamment concernant les procédures de décision, qui n'ont pas fait l'objet d'orientations consensuelles au sein de la Convention, ou qui n'ont pas encore été tranchées par le Praesidium et par la Convention.

3. Le projet de texte de la Partie II établi par le groupe d'experts sur la base de l'avant-projet du Traité constitutionnel du 28 octobre 2002 figure ci-après comme Volume I. Ce volume contient, en annexe I, les "Conventions terminologiques et typographiques" et, en annexe II, un certain nombre de suggestions et de commentaires faits par le groupe d'experts, qui seront utiles pour la suite des travaux sur la partie II.

Le présent document comporte également un Volume II, aussi élaboré par le groupe d'experts, et contenant, à titre illustratif, les modifications apportées aux dispositions actuelles des traités CE et EU avant la fusion et la restructuration de celles-ci dans la Partie II, et ceci afin de permettre aux Conventionnels d'identifier plus facilement lesdites modifications.

Aucun de deux Volumes ne contient la section consacrée à la politique économique et monétaire (titre VII du TCE). Vu la technicité du sujet, le groupe d'experts a estimé nécessaire de procéder à un examen plus approfondi. Ce titre fera l'objet d'un addendum qui sera distribué dans les plus brefs délais aux membres de la Convention.

4. Ce travail technique effectué par le groupe d'experts a pour but de fournir un document de base qui facilite la discussion au sein du Praesidium et de la Convention sur les aspects de la Partie II qui requièrent une décision de substance. Ces questions concernent notamment :

- a) le champ d'application de la procédure législative et les éventuelles exceptions à cette procédure ;
- b) le champ d'application de la règle de vote de la majorité qualifiée et les exceptions à cette règle ;
- c) les modifications nécessaires suite aux travaux de la Convention et à l'examen par celle-ci des articles sur l'espace de liberté, de sécurité et de justice, sur l'action extérieure et la défense, ainsi que sur le budget.
- d) la ventilation des dispositions relatives aux Institutions entre la Partie I et la Partie II, qui ne peut avoir lieu qu'après que le débat sur les Institutions ait eu lieu au sein de la Convention ;
- e) des suggestions faites par le groupe d'experts au-delà de l'adaptation technique, conformément à l'invitation qui leur a été faite. Une attention particulière doit être portée à la question de savoir quelle place donner aux clauses horizontales et générales identifiées par le groupe d'experts.

5. Sur toutes ces questions, le Praesidium fera des propositions à la Convention.

Texte présenté au Praesidium

le 13 mars 2003

par le groupe des experts désignés par les Services Juridiques

Pour le Parlement européen :

- Christian PENNERA
- Kieran BRADLEY

Pour le Conseil

- Thérèse BLANCHET
- Emer FINNEGAN

Pour la Commission

- Alain VAN SOLINGE
- Paolo STANCANELLI

VOLUME I

AVANT -PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Deuxième partie

Les politiques et la mise en oeuvre des actions de l'Union

* * *

Texte des dispositions des traités CE et UE

qui suit la structure de l'avant-projet de traité constitutionnel du 28 octobre 2002

(CONV 369/02)

Les dispositions qui ne se retrouvent pas dans la deuxième partie du projet de Constitution et qui, après examen par la Convention, se trouveront soit dans la partie I, soit dans la partie III (dispositions générales et finales) ont été placées, pour mémoire, dans un addendum joint ci-après.

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE:

LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

	page
[DISPOSITIONS COMMUNES] (<i>nouvel intitulé</i>)	9
[NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETÉ] (<i>nouvel intitulé</i>)	11
A. POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES	14
A1. MARCHE INTÉRIEUR	14
I. Libre circulation des personnes et des services	16
1. Travailleurs	16
2. Liberté d'établissement	18
3. Liberté de prestation de services	21
4. Visas, asile et immigration et autres politiques liées à la circulation des personnes (<i>déplacé sous A4 "Espace de liberté, de sécurité et de justice"</i>)	
II. Libre circulation des marchandises	23
1. Union douanière	23
[1 bis Coopération douanière] (<i>nouvel intitulé</i>)	25
2. Interdiction de restrictions quantitatives	24
III. Capitaux et paiements	26
[III bis Dispositions fiscales] (<i>nouvel intitulé</i>)	28
V. Le rapprochement de législations	29

A2.	POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE	32
A3.	POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPÉCIFIQUES	33
I.	Règles de concurrence	33
II.	Politique sociale	38
III.	Cohésion économique et sociale	45
IV.	Agriculture et pêche	47
V.	Environnement	51
VI.	Protection des consommateurs	53
VII.	Transports	54
VIII.	Réseaux transeuropéens	58
IX.	Recherche et développement technologique	59
A4.	LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE	63
	Visas, asile et immigration et autres politiques liées à la circulation des personnes (<i>repris du point A1.I.4. ci-dessus</i>)	63
	La politique en matière de police et de justice dans le domaine pénal	68
A5.	DOMAINES OÙ L'UNION PEUT DÉCIDER DE MENER UNE ACTION D'APPUI	76
I.	Emploi	76
II.	Santé publique	78
III.	Industrie	80
IV.	Culture	81
V.	Education, formation professionnelle, jeunesse	82

B.	L'ACTION EXTÉRIEURE	84
I.	Politique commerciale	84
II.	Coopération au développement	87
[II bis	<u>Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	88
III.	Aspects externes de politiques couvertes dans les chapitres A1 à A4	89
IV.	La politique étrangère et de sécurité commune	89
	1. Politique étrangère	89
	2. Gestion de crises	89
V.	La conclusion d'accords internationaux	98
[V bis	<u>Autres dispositions]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	101
C.	DÉFENSE	103
D.	LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION	103
	Dispositions institutionnelles et procédurales; et dispositions budgétaires	103
	[<u>Autres dispositions]</u> (<i>nouvel intitulé</i>)	154
	* * *	
	DISPOSITIONS DES TRAITÉS CE ET UE QUI NE SE RETROUVENT PAS DANS LA PARTIE II DU PROJET DE CONSTITUTION	150
	Dispositions reprises du traité CE	151
	Dispositions reprises du traité UE	162
ANNEXE I:	CONVENTIONS TERMINOLOGIQUES ET TYPOGRAPHIQUES	170
ANNEXE II:	COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS	174
	* * *	

DEUXIÈME PARTIE:

LES POLITIQUES ET LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE L'UNION

[DISPOSITIONS COMMUNES]¹

Clause 1 (ex-article 3)

1. [...] ²

~~2.~~ Pour toutes les actions visées ~~au présent article~~ **par la présente Partie**, ~~la Communauté~~ **l'Union** cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes. ³

Clause 2 (ex-article 6)⁴

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union** visées ~~à l'article 3~~ **par la présente Partie**, en particulier afin de promouvoir le développement durable.

¹ L'avant-projet de structure du traité constitutionnel du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) ne précisant pas l'emplacement de certaines dispositions, celles-ci ont été insérées en divers endroits du texte sous un intitulé provisoire dans l'attente d'indications plus précises de la part de la Convention. En outre, de manière générale, les intitulés des titres et sections intermédiaires (existants ou suggérés) apparaissent entre crochets en attendant une structure plus affinée.

² Ce paragraphe figure dans l'addendum au présent document.

³ Ce paragraphe, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec l'article 6 (environnement), voire même avec les autres dispositions de ce type éparses dans les chapitres, par exemple sous un intitulé "dispositions communes". On notera en outre que la mention de "la présente partie", dans la mesure où celle-ci contiendrait des matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers, élargirait le champ d'application de ce (ou de ces) paragraphe(s) "horizontal(aux)".

⁴ Cet article, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)). Même remarque que dans ladite footnote concernant l'usage des termes "la présente partie".

Clause 3 (ex-article 16)

Sans préjudice des [articles 73, 86 et 87], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les [valeurs communes]¹ de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale de l'Union, la Communauté l'Union et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application du présent traité de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

Clause 4 (ex-article 295)

~~Le présent traité~~ **La Constitution** ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États membres.

Clause 5 (ex-article 296)²

1. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ne ~~font fait~~ pas obstacle aux règles ci-après:

- a) aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité,
- b) tout État membre peut prendre les ~~mesures~~ **dispositions** qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; ces ~~mesures~~ **dispositions** ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché ~~commun~~ **intérieur** en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires.

2. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission, peut apporter à **l'unanimité** des modifications à la liste, qu'il a fixée le 15 avril 1958, des produits auxquels les dispositions du paragraphe 1, point b), s'appliquent.

¹ On peut s'interroger sur cette notion de "valeurs communes", alors que la notion de "valeurs" est définie au projet d'article "valeurs de l'Union" de la partie I (article 2 CONV 528/03) et se réfère à des valeurs du type droits de l'homme. Il est suggéré d'essayer de trouver un autre terme.

² Cet article pourrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions de la défense commune.

[NON-DISCRIMINATION ET CITOYENNETÉ]¹

Clause 6 (ex-article 12)

~~Dans le domaine d'application du présent traité, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.~~

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative, visée à l'article 251, peuvent adopter toute mesure en vue de l'interdiction de ces discriminations en raison de la nationalité telle que visée à [l'article (...)]².

Clause 7 (ex-article 13)

1. Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution** et dans les limites des compétences que ~~celui-ci~~ **celle-ci** confère à la Communauté **l'Union**, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, peut prendre~~ **peut adopter, à l'unanimité**, les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

2. Par dérogation au paragraphe 1, ~~lorsque le Conseil adopte des~~ **les** mesures d'encouragement ~~communautaires de l'Union~~, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres, ~~pour appuyer~~ **qui appuient** les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, ~~il statue conformément à la procédure visée à l'article 251~~ **sont adoptées par le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative.**

Clause 8 (ex-article 18)

~~1. Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.³~~

¹ Suggestion de nouvel intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002 de l'avant-projet de traité constitutionnel (CONV 369/02).

² Insérer référence au projet d'article "non-discrimination en raison de la nationalité" de la partie I (article 6 CONV 528/03).

³ L'article 18(1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

2. Si une action de ~~la Communauté~~ **l'Union** apparaît nécessaire pour atteindre ~~et~~ l'objectif, **visé à [l'article (...)]¹, du droit de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union,** et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, ~~le Conseil peut arrêter des dispositions~~ **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des mesures** visant à faciliter l'exercice ~~des droits visés au~~ **paragraphe 1 de ce droit.** ~~Il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~

3. Le [paragraphe 2] ne s'applique pas aux ~~dispositions~~ **mesures** concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ni aux dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale.²

Clause 9 (ex-article 19)³

1. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant ~~a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit⁴ sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité les mesures fixant les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)]⁵, de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour tout citoyen de l'Union dans l'État membre où il réside. Il statue après consultation du Parlement européen.** Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

¹ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) 1er tiret CONV 528/03).

² Il est suggéré d'élucider si ce paragraphe vise à exclure toute compétence au titre de cet article dans les domaines énumérés ou s'il s'agissait d'exclure la codécision ou la seule majorité qualifiée au Conseil. Dans le deuxième cas, il conviendrait que la Convention examine l'opportunité d'introduire une base juridique spécifique pour les mesures visées au paragraphe 3.

³ Il est suggéré de fusionner ces deux paragraphes qui sont pratiquement identiques, sous réserve de trouver une solution à la problématique de la référence à l'article 190(4) (voir footnote ad article 19(2) ci-dessous).

⁴ La première phrase des paragraphes 1 et 2 de l'article 19 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03).

⁵ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) 2ème tiret CONV 528/03).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

2. Sans préjudice ~~des dispositions de [l'article 190, paragraphe 4],¹ et des dispositions prises~~ **mesures adoptées** pour son application, ~~tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen;~~ **le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité les mesures fixant les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)²], de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour tout citoyen de l'Union dans l'État membre où il réside. Il statue après consultation du Parlement européen.** Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

Clause 10 (ex-article 20)³

~~Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles nécessaires et engagent les négociations internationales requises en vue d'assurer cette la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les Etats tiers, telle que visée à [l'article (...)]⁴~~

Clause 11 (ex-article 21)⁵

~~Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen conformément aux dispositions de l'article 194.~~

~~Tout citoyen de l'Union peut s'adresser au médiateur institué conformément aux dispositions de l'article 195.~~

¹ La référence à l'article 190 (la procédure électorale uniforme pour les membres du Parlement européen, qui sera couverte par la partie I) visait le droit (de vote/éligibilité aux élections européennes) et non pas la procédure pour adopter les dispositions pour l'exercice de ce droit (prévue ici). Or, le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03), qui contient ce droit, ne se réfère plus à l'article 190. Laisser ici la référence à l'article 190, liée à la seule procédure, modifierait donc le champ de cette référence, à moins d'en faire un phrase séparée spécifiant qu'elle ne s'applique qu'au droit de vote et d'éligibilité.

² Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) 2ème tiret CONV 528/03).

³ La première phrase de l'article 20 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03). Pour donner suite à cette disposition, les Etats membres ont négocié au sein du Conseil et conclu entre eux un accord international. La Convention pourrait examiner s'il serait approprié de modifier la procédure selon lesquelles les règles prévues par cet article doivent être établies et notamment la possibilité de ne plus recourir à un instrument conventionnel (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 5).

⁴ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03).

⁵ Les deux premiers alinéas qui ne sont pas opérationnels et ne font que renvoyer aux articles 194 et 195 doivent être supprimés dès lors que le droit qu'ils prévoient est énoncé au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

Les langues dans lesquelles tout citoyen de l'Union peut écrire à toute aux institutions ou organes en vertu de [l'article (...)]¹, et recevoir une réponse dans la même langue, sont celles énumérées à l'article 314 visé au présent article ou à l'article 7 dans l'une des langues visées à l'article 314 et recevoir une réponse rédigée dans la même langue. Les institutions et organes visés par le présent article sont ceux énumérés à [l'article ...], ainsi que le médiateur.²

Clause 12 (ex-article 22)

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des dispositions de [l'article (...)]³ et de la [présente partie]. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

Sur cette base, et sans préjudice des autres dispositions du présent traité de la Constitution, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions **peut adopter à l'unanimité des mesures** tendant à compléter les droits prévus à la présente partie [l'article (...)]⁴, dispositions **mesures** dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

A. POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES⁵

A1. MARCHÉ INTÉRIEUR

Clause 13 (ex-article 14)⁶

1. ~~La Communauté arrête~~ **L'Union adopte** les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur ~~au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992,~~⁷ conformément ~~aux dispositions du~~ au présent article, ~~des~~ **aux** [articles 15 et 26], ~~de~~ **à** [l'article 47, paragraphe 2,] et ~~des~~ **aux** [articles 49, 80, 93 et 95] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~

¹ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

² Insérer référence au projet d'article de la partie I qui contiendra la liste des institutions et des deux organes consultatifs (Comité économique et social et Comité des régions).

³ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

⁴ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

⁵ On notera que la structure de l'avant-projet de traité constitutionnel (CONV 369/02) ne prévoyait pas d'emplacement spécifique pour des dispositions relatives à certains domaines tels que l'énergie, l'espace, l'aide humanitaire, la protection contre les catastrophes et le sport, qui entre temps ont été prévues dans les projets d'articles sur les compétences de l'Union (CONV 528/03). La Convention devra donc indiquer si et où elle souhaite faire figurer ces dispositions.

⁶ Il est suggéré de faire figurer les articles 14 et 15 au chapitre "marché intérieur".

⁷ La référence à ce délai est obsolète. Il est suggéré de la supprimer.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, ~~défini~~ **adopte à la majorité qualifiée les mesures qui définissent** les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés.¹

Clause 14 (ex-article 15)²

Lors de la formulation de ses propositions en vue de la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14], la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter ~~au cours de la période d'~~ **pour** l'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les ~~dispositions~~ **mesures** appropriées.

Si ces ~~dispositions~~ **mesures** prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

Clause 15 (ex-article 297)

Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur** ne soit affecté par les ~~mesures~~ **dispositions** qu'un État membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour faire face aux engagements contractés par lui en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Clause 16 (ex-article 298)

Si des ~~mesures~~ **dispositions** prises dans les cas prévus aux [articles 296 et 297] ont pour effet de fausser les conditions de la concurrence dans le marché ~~commun~~ **intérieur**, la Commission examine avec l'État intéressé les conditions dans lesquelles ces ~~mesures~~ **dispositions** peuvent être adaptées aux règles établies par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

¹ Il semble que ce paragraphe n'ait jamais été utilisé. Faudrait-il le supprimer ?

² Il a été suggéré de supprimer la référence à la période d'établissement du marché intérieur (cf. footnote ad article 14). Cependant, la suppression de cette référence pourrait entraîner ici une pérennisation des possibilités de dérogations prévues à l'article 15 et qui ne pouvaient s'appliquer que pendant la période en question.

Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission ou tout État membre peut saisir directement la Cour de justice, s'il estime qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus aux [articles 296 et 297]. La Cour de justice statue à huis clos.

I. LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES SERVICES

1. TRAVAILLEURS

Clause 17 (ex-article 39)

1. ~~La libre circulation des travailleurs est assurée~~ **Les travailleurs ont le droit de circuler librement** à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.¹

2. ~~Elle implique l'abolition de~~ Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail **est interdite**.²

3. ~~Elle comporte~~ **Les travailleurs ont**³ le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

- a) de répondre à des emplois effectivement offerts,
- b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
- c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
- d) de demeurer, dans des conditions qui ~~feront~~ **font** l'objet de règlements **européens** ~~d'application établis~~ **adoptés** par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

4. ~~Les dispositions du présent article ne sont~~ **n'est** pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

¹ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

² Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

³ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 18 (ex-article 40)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête, par voie de directives ou de règlements, les mesures~~ **La Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les lois européennes ou les lois-cadre européennes** nécessaires ~~en vue de~~ **pour** réaliser la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à [l'article 39]. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social. Ces lois européennes et lois-cadre européennes visent** notamment à:

- a) ~~en assurant~~ **assurer** une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,
- b) ~~en éliminant~~ **éliminer**, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,
- c) ~~en éliminant~~ **éliminer** tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,
- d) ~~en établissant~~ **établir** des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

Clause 19 (ex-article 41)

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.¹

Clause 20 (ex-article 42)

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251,~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent**, dans le domaine de la sécurité sociale, les mesures nécessaires pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs², en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit:

¹ Il est suggéré d'examiner s'il serait utile de "moderniser" cette disposition en prévoyant une compétence de l'Union dont la nature serait à définir.

² Cette base juridique ne permet l'adoption de mesures que pour les "travailleurs", c'est-à-dire pour les salariés. L'extension du règlement "sécurité sociale" pour les non-salariés a été faite sur la base de l'article 308 TCE. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié de prévoir, dans le chapitre "établissement" qui s'applique aux non-salariés, une base juridique spécifique couvrant ce sujet.

- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
- b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251.¹

2. LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT

Clause 21 (ex-article 43)

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

~~La liberté d'établissement comporte l'accès~~ **Les ressortissants d'un État membre ont le droit, dans le territoire d'un autre État membre, d'accéder** aux activités non salariées et ~~leur exercice de les exercer~~, ainsi que ~~la constitution et la gestion d'entreprises~~ **de constituer et de gérer des entreprises**, et notamment des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] dans les conditions définies par la législation ~~du pays de l'Etat membre~~ d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du [chapitre] relatif aux capitaux.²

Clause 22 (ex-article 44)

1. **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre européennes** pour réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée, ~~le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, statue par voie de directives. Ils statuent après consultation du Comité économique et social.~~

2. Le **Parlement européen, le Conseil et la Commission** exercent les fonctions qui leur sont dévolues par ~~les dispositions ci-dessus~~ **le paragraphe 1**, notamment:

- a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,

¹ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

² Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance (cf. aussi article 39 sur les travailleurs).

- b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des diverses activités intéressées,
- c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,
- d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,
- e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à [l'article 33, paragraphe 2],
- f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,
- g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,
- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

Clause 23 (ex-article 45)

~~Sont exceptées de l'application des dispositions du~~ Le présent chapitre **ne s'applique pas**, en ce qui concerne l'État membre intéressé, ~~les~~ **aux** activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.¹

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut ~~excepter~~ **adopter à la majorité qualifiée des mesures qui exemptent** certaines activités de l'application ~~des dispositions~~ du présent chapitre.

¹ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 24 (ex-article 46)

1. Les ~~prescriptions du~~ [présent chapitre] et les mesures **prises adoptées** en vertu de ~~celles-ci~~ **celui-ci** ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives **des Etats membres** prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.
2. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre européennes** pour la coordination des dispositions ~~prévues~~ **nationales visées au paragraphe 1.**

Clause 25 (ex-article 47)¹

1. Afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives~~ **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre européennes** visant à:
 - a) la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres;
 - b) la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.
2. ~~Aux mêmes fins, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251 sur les directives dont l'exécution dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à la majorité qualifiée.²~~
3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions ~~sera~~ **est** subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

¹ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2 qui suivent la même procédure (suite à la suppression de l'unanimité au Conseil comme indiqué dans le rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

² Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 26 (ex-article 48)

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont assimilées, pour l'application ~~des dispositions~~ du [présent chapitre], aux personnes physiques ressortissantes des États membres.

Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

Clause 27 (ex-article 294)¹

Les États membres accordent le traitement national en ce qui concerne la participation financière des ressortissants des autres États membres au capital des sociétés au sens de [l'article 48], sans préjudice de l'application des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.

3. LIBERTE DE PRESTATION DE SERVICES

Clause 28 (ex-article 49)

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un ~~pays de la Communauté~~ **État membre** autre que celui du destinataire de la prestation.

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut **adopter à la majorité qualifiée des mesures visant à** étendre le bénéfice ~~des dispositions~~ du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 29 (ex-article 50)

Au sens ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,

¹ Cette disposition concerne la liberté d'établissement et la libre circulation des capitaux. Il est suggéré de la placer dans le titre ou chapitre consacré à ces libertés dans le marché intérieur.

- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice ~~des dispositions~~ du [chapitre] relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans ~~le pays~~ **l'Etat membre** où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ~~ce pays~~ **cet Etat** impose à ses propres ressortissants.

Clause 30 (ex-article 51)

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par ~~les dispositions du~~ le [titre] relatif aux transports.
2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération de la circulation des capitaux.

Clause 31 (ex-article 52)

1. Pour réaliser la libération d'un service déterminé, le Conseil, sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives, à la majorité qualifiée~~ **adopte à la majorité qualifiée des lois-cadre européennes. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**
2. Les ~~directives~~ **lois-cadre européennes** visées au paragraphe 1 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

Clause 32 (ex-article 53)¹

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des ~~directives arrêtées~~ **lois-cadre européennes adoptées** en application de [l'article 52, paragraphe 1,] si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

¹ On peut s'interroger sur la pertinence du maintien d'une telle disposition.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 33 (ex-article 54)¹

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à [l'article 49, premier alinéa].

Clause 34 (ex-article 55)

Les ~~dispositions des~~ [articles 45 à 48] ~~inclus~~ sont applicables à la matière régie par le [présent chapitre].

~~[4. VISAS, ASILE ET IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES]~~²

II. LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. UNION DOUANIÈRE

Clause 35 (ex-article 23)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** ~~est fondée sur~~ **comprend** une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.

2. ~~Les dispositions de~~ [L'article 25] ~~et du~~ [le chapitre 2] du [présent titre] s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

Clause 36 (ex-article 24)

Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

¹ Dans un souci de cohérence, on peut s'interroger s'il ne serait pas approprié de prévoir une telle disposition horizontalement pour les quatre libertés.

² Ce titre est intégré dans le chapitre A4 ci-après afin de tenir compte du dernier projet en cours d'examen par le Praesidium concernant l'espace de liberté, sécurité et justice.

Clause 37 (ex-article 25)

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal.

Clause 38 (ex-article 26)

~~Les droits du tarif douanier commun sont fixés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée les mesures fixant les droits du tarif douanier commun.**

Clause 39 (ex-article 27)

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du [présent chapitre], la Commission s'inspire:

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,
- c) des nécessités d'approvisionnement de ~~la Communauté~~ **l'Union** en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

[1 BIS. COOPÉRATION DOUANIÈRE]¹

Clause 40 (ex-article 135)

Dans les limites du champ d'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, prend conformément à la procédure législative, adoptent** des mesures ~~afin de~~ **pour** renforcer la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

2. INTERDICTION DE RESTRICTIONS QUANTITATIVES

Clause 41 (ex-article 28)²

Les restrictions quantitatives **tant** à l'importation **qu'à l'exportation** ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

~~Article 29~~

~~Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.~~

Clause 42 (ex-article 30)

~~Les dispositions des [L'articles 28] et 29 ne font fait~~ pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

¹ Suggestion d'intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

² Il est suggéré de fusionner cet article avec l'article 29.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 43 (ex-article 31)

1. Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

~~Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. Ces dispositions II s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.~~

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au [paragraphe 1] ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application ~~des règles~~ du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

III. CAPITAUX ET PAIEMENTS

Clause 44 (ex-article 56)¹

1. Dans le cadre ~~des dispositions~~ du présent chapitre, ~~toutes~~ les restrictions **tant** aux mouvements de capitaux **qu'aux paiements** entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

~~2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.~~

Clause 45 (ex-article 57)

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit ~~communautaire~~ **de l'Union** en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

¹ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2.

2. Tout en s'efforçant de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice des autres [chapitres] ~~du présent traité de la Constitution~~, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut adopter **à la majorité qualifiée** des mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux. ~~L'unanimité est requise pour l'adoption de~~ **Le Conseil statue à l'unanimité lorsqu'il adopte** des mesures en vertu du présent paragraphe qui constituent un pas en arrière dans le droit ~~communautaire~~ **de l'Union** en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers.

Clause 46 (ex-article 58)

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte au droit qu'ont les États membres:
 - a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
 - b) de prendre toutes les **dispositions** indispensables pour faire échec aux infractions à leurs ~~lois et règlements~~ **dispositions législatives et réglementaires**, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.
2. Le présent [chapitre] ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.
3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à [l'article 56].

Clause 47 (ex-article 59)

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'**union** économique et monétaire, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation de la BCE~~, ~~peut prendre~~, **peut adopter à la majorité qualifiée des mesures de sauvegarde** à l'égard de pays tiers, ~~des mesures de sauvegarde~~ pour une période ne dépassant pas six mois pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires. **Il statue après consultation de la BCE¹.**

¹ Question sur l'utilisation d'abréviations dans la Constitution (cf. footnote ad article 8 ci-dessus).
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

[III BIS. DISPOSITIONS FISCALES]¹

Clause 48 (ex-article 90)

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

Clause 49 (ex-article 91)

Les produits exportés² **d'un Etat membre** vers le territoire d'un ~~des~~ **autre** États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Clause 50 (ex-article 92)

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par **une décision européenne adoptée à la majorité qualifiée par** le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission.

Clause 51 (ex-article 93)

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions~~ **adopte à l'unanimité les mesures** touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ~~dans le délai prévu à l'article 14.~~³ **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

¹ Suggestion d'intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

² L'utilisation du mot "exportés" s'agissant du commerce entre Etats membres devrait être réexaminé.

³ Il a été suggéré de supprimer ce délai (31.12.1992) (voir footnote ad article 14).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

IV. LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

Clause 52 (ex-article 94)¹

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête des directives~~ **adopte à l'unanimité des lois-cadre européennes** pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Clause 53 (ex-article 95)²

1. Par dérogation à [l'article 94] et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** en dispose autrement, ~~les dispositions suivantes le présent article s'appliquent~~ pour la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14]. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent** les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

3. La Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.

¹ A l'heure actuelle, les articles 94 et 95 ne permettent d'adopter que des mesures constituant un "rapprochement des législations nationales". Cela conduit à utiliser l'article 308 dans un certain nombre de cas qui concernent le marché intérieur sans pour autant supposer une harmonisation des législations nationales. Il en est ainsi, entre autres, lorsqu'il s'agit de créer un titre communautaire de propriété intellectuelle qui se superpose aux titres nationaux. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié soit de créer des bases juridiques spécifiques, soit de modifier la référence au "rapprochement des législations" aux articles 94 et 95 pour permettre les actions en question. En outre, la Convention pourrait examiner la question de la relation entre les articles 94 et 95 (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

² Voir suggestion à la note précédente.

4. Si, après l'adoption par le **Parlement européen et le Conseil** ou par la Commission¹ d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à [l'article 30] ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption par le **Parlement européen et le Conseil** ou par la Commission² d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ainsi que ~~les raisons de leur adoption~~ **leur motivation**.

6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission ~~approuve ou rejette~~ **adopte une décision européenne approuvant ou rejetant** les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision **européenne** de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du [paragraphe 6], un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées au **Parlement européen et au Conseil**.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

¹ Pour rappel, la Commission n'adopte des mesures d'harmonisation qu'en vertu des pouvoirs d'exécution qui lui sont conférés dans le cadre de l'article 202.

² Même remarque que footnote ad article 95(4) ci-dessus.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

10. Les mesures d'harmonisation visées ~~ei-dessus~~ **au présent article** comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à [l'article 30], des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

Clause 54 (ex-article 96)

Au cas où la Commission constate qu'une disparité ~~existant~~ entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché ~~commun~~ **intérieur** et provoque, ~~de ce fait,~~ une distorsion qui doit être éliminée, elle ~~entre en consultation avec~~ **consulte** les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas à ~~un accord éliminant~~ **l'élimination de** la distorsion en cause, le Conseil ~~arrête,~~ sur proposition de la Commission, ~~les directives adopte à la majorité qualifiée les lois-cadre européennes~~ nécessaires à cette fin, ~~en statuant à la majorité qualifiée~~. La Commission et le Conseil peuvent ~~prendre~~ **adopter** toutes autres mesures utiles prévues par le présent traité.

Clause 55 (ex-article 97)

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que ~~l'établissement~~ **l'adoption** ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative **nationale** ne provoque une distorsion au sens de [l'article ~~précédent~~ **96**], l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission ~~adresse recommande~~ aux États intéressés **une recommandation sur** les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'État **membre** qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de [l'article 96], de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, ~~les dispositions de [l'article 96] ne sont~~ **n'est** pas applicables.

A2. POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Clause 56 (ex-article 4)¹

1. Aux fins énoncées à [l'article 2]², l'action des États membres et de ~~la Communauté~~ **l'Union** comporte, dans les conditions [et selon les rythmes]³ prévus par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
2. Parallèlement, dans les conditions et selon [les rythmes et]⁴ les procédures **prévues** par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, cette action comporte ~~la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'Écu~~ **l'euro**, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans ~~la Communauté~~ **l'Union**, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
3. Cette action des États membres et de ~~la Communauté~~ **l'Union** implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

Le reste de ce titre fera l'objet d'un addendum au rapport

¹ Il est suggéré de faire figurer cet article au début du chapitre sur la "Politique économique et monétaire".

² L'article 2 est supprimé et remplacé par le projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3(2) CONV 528/03).

³ On peut s'interroger sur la pertinence de maintenir cette mention (les rythmes..).

⁴ On peut s'interroger sur la pertinence de maintenir cette mention (les rythmes..).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

A3. POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

I. REGLES DE CONCURRENCE

[SECTION 1

LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES]

Clause 57 (ex-article 81)

1. Sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché ~~commun~~ **intérieur**, et notamment ceux qui consistent à:

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

3. Toutefois, ~~les dispositions du~~ paragraphe 1 ~~peuvent~~ **peut** être déclarées inapplicables:

- a) à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- b) à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- c) à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- d) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
- e) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Clause 58 (ex-article 82)

Est incompatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur** ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Clause 59 (ex-article 83)

1. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée** ~~Les règlements ou directives les lois européennes/règlements européens¹ ou lois-cadre européennes~~ utiles en vue de l'application des principes figurant aux [articles 81 et 82]. ~~sont établis par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Il statue~~ après consultation du Parlement européen.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences" de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

2. Les ~~dispositions~~ **lois européennes/règlements européens ou lois-cadre européennes** visé(e)s au paragraphe 1 ont pour but notamment:

- a) d'assurer le respect des interdictions visées à [l'article 81, paragraphe 1,] et à [l'article 82,] par l'institution d'amendes et d'astreintes,
- b) de déterminer les modalités d'application de [l'article 81, paragraphe 3,] en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,
- c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des [articles 81 et 82],
- d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,
- e) de définir les rapports entre les législations nationales, d'une part, et, d'autre part, ~~les dispositions de la présente section ainsi que eelles~~ **les mesures** adoptées en application du présent article.

Clause 60 (ex-article 84)

Jusqu'~~au moment de l'~~ **à la date d'**entrée en vigueur des ~~dispositions prises lois~~ **européennes/règlements européens ou lois-cadre européennes adopté(e)s** en application de [l'article 83], les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur**, en conformité ~~du droit de leur pays avec leur droit interne~~ et les ~~dispositions des~~ [articles 81, notamment paragraphe 3, et 82].

Clause 61 (ex-article 85)

1. Sans préjudice de [article 84] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles 81 et 82]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission ~~constate l'infraction aux principes par une décision motivée~~ **adopte une décision européenne motivée constatant l'infraction aux principes**. Elle peut publier sa **décision européenne** et autoriser les États membres à prendre les ~~mesures~~ **dispositions** nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

Clause 62 (ex-article 86)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89]~~inclus~~.
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**.
3. La Commission veille à l'application ~~des dispositions~~ du présent article et ~~adresse~~ **adopte**, en tant que de besoin, les ~~directives ou~~ **[règlements européens¹ ou]** décisions **européennes** appropriées ~~aux États membres~~.

[SECTION 2

LES AIDES ACCORDÉES PAR LES ÉTATS **MEMBRES**]

Clause 63 (ex-article 87)

1. Sauf dérogations prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États **membres** ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
2. Sont compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
 - a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,
 - b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,

¹ L'instrument de la directive n'étant plus prévu parmi les instruments que la Commission peut adopter (cf. le projet de titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (CONV 571/03)), seul resterait l'instrument de la décision (cf. article 26 dudit projet) et celui du règlement. Le règlement est cependant un instrument qui, contrairement à la directive, ne laisse en principe aucune marge de manoeuvre aux États membres. Le prévoir ici constitue donc une modification par rapport à la situation actuelle.

- [c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la république fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.]¹
3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
- a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,
 - b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,
 - c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans ~~la Communauté~~ **l'Union** dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - e) les autres catégories d'aides déterminées par ~~décision du~~ **des mesures adoptées à la majorité qualifiée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

Clause 64 (ex-article 88)

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État **membre** ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** aux termes de [l'article 87], ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle ~~décide~~ **adopte une décision européenne visant à ce que** l'État intéressé ~~doit~~ la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision **européenne** dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État **membre** intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux [articles 226 et 227].

¹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si ce paragraphe est encore d'actualité (voir aussi article 78).

Sur demande d'un État membre, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut ~~décider~~ **adopter à l'unanimité une décision européenne selon laquelle** qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, en dérogation ~~des dispositions de [l'article 87] ou des règlements prévus~~ **lois européennes/règlements européens prévu(e)s** à [l'article 89], si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision **européenne**. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée **par les Etats membres**, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, aux termes de [l'article 87], elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe ~~précédent~~ **2**. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une **décision européenne** finale.

Clause 65 (ex-article 89)

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen~~, ~~peut prendre tous règlements~~ **peut, à la majorité qualifiée, adopter des lois européennes/règlements européens¹ utiles en vue de** ~~pour~~ l'application des [articles 87 et 88] et fixer notamment les conditions d'application de [l'article 88, paragraphe 3,] et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

II. POLITIQUE SOCIALE

Clause 66 (ex-article 136)

~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

À cette fin, ~~la Communauté~~ **l'Union** et les États membres ~~mettent en œuvre des mesures qui tiennent~~ **agissent en tenant** compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.¹

Clause 67 (ex-article 137)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136], ~~la Communauté~~ **l'Union** soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article 150];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin, ~~le Conseil~~ **peuvent être adoptées**:

¹ Cet alinéa ne semble avoir qu'une valeur déclaratoire.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- a) ~~peut adopter~~ des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- b) ~~peut arrêter~~ dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), ~~par voie de directives des lois-cadres européennes fixant~~ des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Ces ~~directives-lois-cadres européennes~~ évitent d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans les domaines visés au paragraphe 1, points a), b), e), i), j) et k), le Parlement européen et le Conseil statuent conformément à la procédure législative, après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.¹

Dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

2bis. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut décider à l'unanimité, de rendre la procédure législative applicable au paragraphe 1, points d), f) et g). Il statue après consultation du Parlement européen.

~~Le Conseil statue conformément à la procédure visée à l'article 251 après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, sauf dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), du présent article, où le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et desdits Comités. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission après consultation du Parlement européen, peut décider de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable au paragraphe 1, points d), f) et g), du présent article.²~~

3. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des ~~directives-lois-cadre européennes prises adoptées~~ en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une ~~directive-loi-cadre européenne~~ doit être transposée ~~conformément à l'article 249~~, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite ~~directiveloi-cadre~~.

¹ Dans un souci de clarification, les trois alinéas qui suivent reproduisent les dispositions de l'actuel deuxième alinéa de l'article 137, paragraphe 2, CE.

² L'ensemble de cet alinéa est repris ci-dessus.

4. Les ~~dispositions arrêtées~~ **mesures adoptées** en vertu du présent article:
- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
 - b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.
5. ~~Les dispositions du~~ **Le** présent article ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

Clause 68 (ex-article 138)

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ et ~~prend~~ **adopte** toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.
2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action ~~communautaire de l'Union~~.
3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action ~~communautaire de l'Union~~ est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.
4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Clause 69 (ex-article 139)

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.
2. La mise en œuvre des accords conclus au niveau ~~communautaire de l'Union~~ intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'article 137], à la demande conjointe des parties signataires, par une ~~décision~~ **mesure**¹ du Conseil **adoptée à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

¹ Il semble que, dans ce cas, le terme "décision" est utilisé dans son sens générique, ce qui ne correspond pas à la définition de "décision" de l'article 249, quatrième alinéa, CE. Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite préciser l'acte juridique à utiliser, qui, à ce jour, a été celui de la directive et devrait donc être la loi-cadre (voir Annexe II au présent rapport).

~~Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf~~ Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines pour lesquels l'unanimité est requise en vertu de [l'article 137, paragraphe 2], ~~Dans ce cas, le Conseil statue à l'unanimité.~~

Clause 70 (ex-article 140)

En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, la Commission encourage la coopération entre les États membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant du [présent chapitre], et notamment dans les matières relatives:

- a) à l'emploi;
- b) au droit du travail et aux conditions de travail;
- c) à la formation et au perfectionnement professionnels;
- d) à la sécurité sociale;
- e) à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- f) à l'hygiène du travail;
- g) au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

À cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

Clause 71 (ex-article 141)

1. Chaque État membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.
2. Aux fins du présent article, on entend par rémunération, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
- b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

3. ~~Le Parlement européen et le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social~~ **conformément à la procédure législative,** adoptent des mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social.**

4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

Clause 72 (ex-article 142)

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés¹.

Clause 73 (ex-article 143)

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article 136], y compris la situation démographique dans ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

~~Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.~~²

Clause 74 (ex-article 144)

Le Conseil, ~~après consultation du Parlement européen,~~ institue un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. **Il statue après consultation du Parlement européen.** Le comité a pour mission:

¹ On s'interroge sur l'opérationnalité de cette disposition.

² Cet alinéa est identique au second alinéa de l'article 145, et pourrait dès lors être supprimé.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de [l'article 207], de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de sa compétence, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Clause 75 (ex-article 145)

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

[CHAPITRE 2

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN]

Clause 76 (ex-article 146)

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre ~~des dispositions ci-après du~~ **présent [chapitre]** un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

Clause 77 (ex-article 147)

~~L'administration du Fonds incombe à la Commission~~ **administre le Fonds.**

~~La Commission~~ **Elle** est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des ~~gouvernements~~ **Etats membres** et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

Clause 78 (ex-article 148)

Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **conformément à la procédure législative**, adoptent les ~~décisions~~ **mesures**¹ d'application relatives au Fonds social européen. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

III. COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Clause 79 (ex-article 158)

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **l'Union**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, ~~la Communauté~~ **l'Union** vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales.

Clause 80 (ex-article 159)

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article 158]. La formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union** ainsi que la mise en œuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés à [l'article 158] et participent à leur réalisation.² ~~La Communauté~~ **L'Union** soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

¹ Il semble que, dans ce cas, le terme "décision" est utilisé dans son sens générique, ce qui ne correspond pas à la définition de "décision" de l'article 249, quatrième alinéa, CE. Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite préciser l'acte juridique à utiliser.

² Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter toute mesure ~~Si des actions spécifiques s'avèrent nécessaires en dehors des fonds, et sans préjudice des mesures décidées adoptées dans le cadre des autres politiques de la Communauté l'Union, ces actions peuvent être arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et. Ils statuent~~ après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Clause 81 (ex-article 160)

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans ~~la Communauté l'Union~~ par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Clause 82 (ex-article 161)

Sans préjudice de [l'article 162], ~~le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures¹ définissant:~~

- a) ~~définir~~ les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle, ce qui peut comporter le regroupement des fonds; **et**
- b) ~~Sont également définies par le Conseil, statuant selon la même procédure,~~ les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants;

Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Selon la même procédure, ils adoptent les mesures créant Un Fonds de cohésion, ~~erée par le Conseil selon la même procédure~~ qui contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

~~À partir du 1^{er} janvier 2007, le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, dans le cas où les perspectives financières pluriannuelles applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 et l'accord interinstitutionnel y affèrent ont été adoptés à cette date. Si tel n'est pas le cas, la procédure prévue par le présent alinéa est applicable à compter de la date de leur adoption.~~

¹ Changement de procédure décisionnelle, d'avis conforme en codécision ("procédure législative"), conformément au rapport du groupe de travail IX "Simplification" (CONV 424/02, p. 17).

Clause 83 (ex-article 162)

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent ~~Les décisions mesures d'application relatives au Fonds européen de développement régional sont prises par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions. Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation», et le Fonds social européen, les [articles 37 et 148] ~~demeurent sont~~ respectivement d'application.

IV. AGRICULTURE ET PÊCHE

Clause 84 (ex-article 32)¹

1. Le marché ~~commun~~ **intérieur** s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.
2. Sauf dispositions contraires des [articles 33 à 38] ~~inclus~~, les règles prévues pour l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur** sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits **énumérés à [l'annexe I]** ~~qui sont soumis aux dispositions des articles 33 à 38 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I du présent traité².~~
4. Le fonctionnement et le développement du marché ~~commun~~ **intérieur** pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

Clause 85 (ex-article 33)

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,

¹ Il faudrait adapter la rédaction de l'article 32 à l'ajout de la pêche dans l'intitulé de ce chapitre.

² Il est suggéré de supprimer ces formulations superflues, la référence à l'annexe ne pouvant se référer qu'à la Constitution.

- b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
- c) de stabiliser les marchés,
- d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
- e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.

2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:

- a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,
- b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,
- c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Clause 86 (ex-article 34)

1. En vue d'atteindre les objectifs prévus à [l'article 33], il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

- a) des règles communes en matière de concurrence,
- b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,
- c) une organisation européenne du marché.

2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à [l'article 33], notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à [l'article 33] et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricole.

Clause 87 (ex-article 35)

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à [l'article 33], il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Clause 88 (ex-article 36)

~~Les dispositions du~~ Le [chapitre] relatif aux règles de concurrence ~~ne sont n'est pas~~ applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à [l'article 37, paragraphes 2 et 3,] compte tenu des objectifs énoncés à [l'article 33].

Le Conseil peut notamment **adopter des mesures** autorisant l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

Clause 89 (ex-article 37)

~~1. — Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.¹~~

2. La Commission, ~~en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1,~~ présente, après consultation du Comité économique et social ~~et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité,~~ des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article 34, paragraphe 1,] ainsi que la mise en œuvre des mesures ~~spécialement~~ mentionnées au [présent titre].

Ces propositions ~~doivent tenir~~ **tiennent** compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

¹ Ce paragraphe est obsolète. La conférence a eu lieu à Stresa en 1958. Ses résultats font donc déjà partie de l'acquis.

~~Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée des lois européennes/règlements européens¹, des lois-cadre européennes, des décisions européennes, sans préjudice et des recommandations qu'il pourrait formuler. Il statue après consultation du Parlement européen.**

3. L'organisation commune prévue à [l'article 34, paragraphe 1,] peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2, ~~par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.~~²

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 90 (ex-article 38)

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

² Cette mention est superflue puisque la procédure applicable est déjà visée par le renvoi à l'article 37(2).
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

V. ENVIRONNEMENT

Clause 91 (ex-article 174)

1. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, ~~la Communauté~~ **l'Union** tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement économique et social de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, ~~la Communauté~~ **l'Union** et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Clause 92 (ex-article 175)

1. ~~Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décide~~ **conformément à la procédure législative, adoptent des actions à entreprendre par la Communauté en vue de mesures pour** réaliser les objectifs visés à [l'article 174]. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

2. Par dérogation ~~à la procédure de décision prévue~~ au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article 95], le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, arrête~~ **adopte à l'unanimité:**

- a) ~~des dispositions~~ **mesures** essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

Selon la même procédure, le Conseil, ~~statuant selon les conditions prévues au premier alinéa, peut définir les questions visées au présent paragraphe au sujet desquelles des décisions doivent être prises~~ **sur lesquelles il statue** à la majorité qualifiée.

3. Dans d'autres domaines¹, **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures établissant** des programmes d'action à caractère général **qui fixent** les objectifs prioritaires à atteindre ~~sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Ils statuent** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

¹ Ce membre de phrase pourrait être supprimé étant donné que dans la réalité le Parlement européen et le Conseil adoptent des programmes-cadre à portée générale.

~~Le Conseil, statuant~~ **Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées** selon les conditions ~~la procédure~~ prévues ~~respectivement~~ au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, ~~selon le cas, arrête les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes.~~

4. Sans préjudice de certaines mesures ~~ayant un caractère communautaire~~ **adoptées par l'Union**, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, ~~le Conseil~~ **cette mesure prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme sous une forme appropriée:**

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) ~~d'un soutien financier du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161~~¹.

Clause 93 (ex-article 176)

Les ~~mesures~~ **dispositions** de protection ~~arrêtées~~ **adoptées** en vertu de [l'article 175] ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de ~~mesures~~ **dispositions** de protection renforcées. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

VI. PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Clause 94 (ex-article 153)

1. Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ~~la Communauté~~ **l'Union** contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.

2. Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union**.²

¹ Cette précision est superflue, vu qu'il n'y a qu'un Fonds de cohésion.

² Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 par:
- a) des mesures ~~qu'elle~~ adoptées en application de [l'article 95] dans le cadre de la réalisation du marché intérieur;
 - b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les États membres, et en assurent le suivi.
4. Le **Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête~~ **adoptent** les mesures visées au paragraphe 3, point b). **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**
5. Les mesures ~~arrêtées~~ **adoptées** en application du paragraphe 4 ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des ~~mesures~~ **dispositions** de protection plus strictes. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

VII. TRANSPORTS

Clause 95 (ex-article 70)

Les objectifs ~~du traité de la Constitution~~ sont poursuivis ~~par les États membres~~¹, en ce qui concerne la matière régie par le présent titre, dans le cadre d'une politique commune des transports.

Clause 96 (ex-article 71)

1. ~~En vue de réaliser la mise~~ **Afin de mettre** en œuvre de [l'article 70] et compte tenu des aspects spéciaux des transports, **le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure **législative**, ~~visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, établit~~ **adoptent des mesures. Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions. Ces mesures comprennent:**
- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres;
 - b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre;

¹ S'agissant d'une compétence partagée, il est suggéré de biffer cette mention qui n'est pas reprise en tête des autres politiques. Voir aussi suggestion de fusion avec l'article 80 (ci-après).

- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toutes autres ~~dispositions~~ **mesures** utiles.

2. Par dérogation à la procédure prévue au [paragraphe 1], les ~~dispositions~~ **mesures** portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur**, sont ~~arrêtées~~ **adoptées à l'unanimité** par le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission. **Il statue** et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Clause 97 (ex-article 72)

Jusqu'à l'établissement des ~~dispositions~~ **l'adoption des mesures** visées à [l'article 71, paragraphe 1,] et sauf ~~accord unanime du~~ **adoption à l'unanimité par le Conseil de mesures accordant une dérogation**, aucun des États membres ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, à la date de leur adhésion.

Clause 98 (ex-article 73)

Sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution** les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Clause 99 (ex-article 74)

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, ~~prise~~ **adoptée** dans le cadre ~~du présent traité de la Constitution~~, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

Clause 100 (ex-article 75)

1. ~~Doivent être supprimées~~ **Sont interdites**, dans le trafic à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison ~~du pays de l'Etat membre~~ d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres mesures puissent être adoptées par le **Parlement européen et le Conseil** en application de [l'article 71, paragraphe 1].

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, établit,~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Comité économique et social, une réglementation~~ **adopte à la majorité qualifiée des mesures** assurant la mise en œuvre ~~des dispositions~~ du paragraphe 1. **Il statue après consultation du Comité économique et social.**

Il peut notamment ~~prendre les dispositions~~ **adopter les mesures** nécessaires pour permettre aux institutions ~~de la Communauté~~ de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, ~~prend~~ **adopte**, dans le cadre ~~de la réglementation arrêtée~~ **des mesures** ~~conformément aux dispositions du~~ **visées au** paragraphe 3, les décisions **européennes** nécessaires.

Clause 101 (ex-article 76)

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite à sauf si elle est autorisée par **une décision européenne** de la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle ~~prend~~ **adopte** les décisions **européennes** nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne ~~frappe~~ **s'applique** pas ~~les~~ **aux** tarifs de concurrence.

Clause 102 (ex-article 77)

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par¹ un transporteur [au passage des frontières] ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire ~~progressivement~~ ces frais.

¹ On peut s'interroger sur quel type de taxes sont ainsi perçues par le transporteur. En outre, dans un marché intérieur sans frontières internes, la mention "au passage des frontières" semble obsolète. Il faudrait examiner si cet article n'est pas obsolète.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

Clause 103 [(ex-article 78)¹

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la république fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.]

Clause 104 (ex-article 79)

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports[, sans préjudice des attributions du Comité économique et social]².

Clause 105 (ex-article 80)

1. ~~Les dispositions du présent titre s'appliquent~~ aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

2. **Le Parlement européen et le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, conformément à la procédure législative, pourra décider~~ peuvent adopter des mesures si, dans quelle mesure et par quelle procédure³ des dispositions appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne.⁴ Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

~~Les dispositions de procédure de l'article 71 s'appliquent.~~

¹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si cet article est encore d'actualité (voir aussi article 87(2)(c)).

² Il est suggéré de supprimer cette phrase superflue puisqu'il est évident que la consultation de ce comité ne pourrait pas préjuger les attributions du Comité économique et social.

³ Cette référence à "la procédure appropriée" n'a pas de sens puisque cette procédure, la codécision, est déjà déterminée par le second alinéa.

⁴ Suite aux modifications successives du traité CE, l'habilitation conférée au Conseil par l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa, s'avère difficilement conciliable avec le 2ème alinéa de cette disposition. Du reste, en pratique, il semble qu'il n'ait pas été fait usage de l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa. Depuis l'adoption de l'Acte unique européen, on a directement procédé à l'adoption de dispositions en matière de navigation maritime et aérienne.

Une autre possibilité plus concise et lisible serait de rédiger ainsi le paragraphe 2: "Des mesures appropriées peuvent être adoptées pour la navigation maritime et aérienne, conformément à la procédure prévue à l'article 71".

VIII. RÉSEAUX TRANSEUROPEÉNS

Clause 106 (ex-article 154)

1. En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés aux [articles 14 et 158] et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales, de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, ~~la Communauté~~ **l'Union** contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.
2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de ~~la Communauté~~ **l'Union** vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 107 (ex-article 155)

1. Afin de réaliser les objectifs visés à l'article 154, ~~la Communauté~~ **l'Union**:
 - a) établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
 - b) met en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;
 - c) peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les États membres et définis dans le cadre des orientations visées au ~~premier tiret~~ **point a)**, en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; ~~la Communauté l'Union~~ peut également contribuer au financement, dans les États membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion ~~créé conformément à l'article 161~~.

L'action de ~~la Communauté~~ **l'Union** tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent** ~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, au paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et. Ils statuent~~ après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.¹

~~2-3.~~ Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à [l'article 154]. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

~~3 4~~ ~~La Communauté~~ **L'Union** peut ~~décider de~~ coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

~~Article 156~~

~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

~~Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.²~~

IX. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Clause 108 (ex-article 163)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres ~~de présent traité de la Constitution~~.

2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union** les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.

¹ Dans un souci de simplification, le nouveau paragraphe 2, qui fournit la base juridique pour l'action de l'Union concernant les réseaux transeuropéens, reprend intégralement le texte de l'article 156; les modifications indiquées sont celles proposées au texte actuel de cet article.

² Cet article pourrait être supprimé; voir la note précédente.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

3. Toutes les actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** au titre ~~de présent traité de la Constitution~~, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément ~~aux dispositions du~~ [présent titre].

Clause 109 (ex-article 164)

Dans la poursuite de ces objectifs, ~~la Communauté~~ **L'Union** mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres:

- a) mise en œuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;
- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~;
- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Clause 110 (ex-article 165)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique ~~communautaire de l'Union~~.

2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

Clause 111 (ex-article 166)

1. ~~Un~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent une loi européenne établissant** un programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de ~~la Communauté l'Union~~, ~~est arrêté par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251. Ils statuent~~ après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à [l'article 164] et les priorités qui s'y attachent;

- b) indique les grandes lignes de ces actions;
- c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de ~~la Communauté~~ **l'Union** au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.

2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.

3. Le programme-cadre est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.

4. Le Conseil, **sur proposition de la Commission, adopte** ~~statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête~~ les **mesures établissant** les programmes spécifiques. **Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Clause 112 (ex-article 167)¹

Pour la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, le **Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant:**

- a) ~~fixe~~ les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
- b) ~~fixe~~ les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

Ils statuent après consultation du Comité économique et social.

Clause 113 (ex-article 168)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel peuvent être ~~décidés~~ **adoptés** des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains États membres qui assurent leur financement sous réserve d'une participation éventuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le **Parlement européen et le Conseil arrête conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant** les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

¹ Dans un souci de lisibilité, les procédures décisionnelles actuellement prévues à l'article 172 CE ont été rattachées aux bases juridiques respectives (articles 167, 168, 169 et 171).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.¹

Clause 114 (ex-article 169)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~**L'Union** peut prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures nécessaires. Ils statuent après consultation du Comité économique et social.

Clause 115 (ex-article 170)

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~**L'Union** peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre ~~la Communauté~~**L'Union** et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

Clause 116 (ex-article 171)

~~La Communauté~~**L'Union** peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée les mesures nécessaires. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Clause 117 (ex-article 172)²

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions visées à l'article 171.~~

¹ Alinéa repris de l'actuel article 172, dernière phrase, CE.

² Dans un souci de lisibilité, les dispositions de cet article ont toutes été reprises aux articles 167, 168, 169 et 171 ci-dessus.

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les dispositions visées aux articles 167, 168 et 169. L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.~~

Clause 118 (ex-article 173)

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

A4. SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ESPACE DE LIBERTÉ, DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE¹

[TITRE IV²

*VISAS, ASILE, IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES
LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES]*

Clause 119 (ex-article 61)

Afin de mettre en place progressivement un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil arrête:

- 1) a) dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, des mesures visant à assurer la libre circulation des personnes conformément à l'article 14, en liaison avec des mesures d'accompagnement directement liées à cette libre circulation et concernant les contrôles aux frontières extérieures, l'asile et l'immigration, conformément à l'article 62, points 2) et 3), et à l'article 63, point 1), sous a), et point 2), sous a), ainsi que de mesures visant à prévenir et à combattre la criminalité, conformément à l'article 31, point e), du traité sur l'Union européenne;*
- b) d'autres mesures en matière d'asile, d'immigration et de protection des droits de ressortissants des pays tiers, conformément à l'article 63;*

¹ Cet intitulé a été modifié afin de tenir compte du dernier projet en cours d'examen par le Praesidium concernant l'espace de liberté, sécurité et justice (qui regroupe tant les dispositions relatives aux visas, asile, immigration, etc. que la coopération policière et judiciaire pénale).

² Ce titre sera réexaminé par la Convention. Il n'est donc pas traité ici.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- c) *des mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile, visées à l'article 65;*
- d) *des mesures appropriées visant à encourager et à renforcer la coopération administrative visée à l'article 66;*
- e) *des mesures dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale visant un niveau élevé de sécurité par la prévention de la criminalité et la lutte contre ce phénomène au sein de l'Union, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne.*

Clause 120 (ex-article 62)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) *des mesures visant, conformément à l'article 14, à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, qu'il s'agisse de citoyens de l'Union ou de ressortissants des pays tiers, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;*
- 2) *des mesures relatives au franchissement des frontières extérieures des États membres qui fixent:*
 - a) *les normes et les modalités auxquelles doivent se conformer les États membres pour effectuer les contrôles des personnes aux frontières extérieures;*
 - b) *les règles relatives aux visas pour les séjours prévus d'une durée maximale de trois mois, notamment:*
 - i) *la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation;*
 - ii) *les procédures et conditions de délivrance des visas par les États membres;*
 - iii) *un modèle type de visa;*
 - iv) *des règles en matière de visa uniforme;*
- 3) *des mesures fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement sur le territoire des États membres pendant une durée maximale de trois mois.*

Clause 121 (ex-article 63)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) des mesures relatives à l'asile, conformes à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'aux autres traités pertinents, dans les domaines suivants:*
 - a) critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers;*
 - b) normes minimales régissant l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;*
 - c) normes minimales concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers pour pouvoir prétendre au statut de réfugié;*
 - d) normes minimales concernant la procédure d'octroi ou de retrait du statut de réfugié dans les États membres;*
- 2) des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées, dans les domaines suivants:*
 - a) normes minimales relatives à l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine et aux personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale;*
 - b) mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil;*
- 3) des mesures relatives à la politique d'immigration, dans les domaines suivants:*
 - a) conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant les procédures de délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;*
 - b) immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;*
- 4) des mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre de séjourner dans les autres États membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire.*

Les mesures adoptées par le Conseil en vertu des points 3) et 4) n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire, dans les domaines concernés, des dispositions nationales compatibles avec le présent traité et avec les accords internationaux.

Les mesures arrêtées en vertu du point 2), sous b), du point 3), sous a), et du point 4) ne sont pas soumises à la période de cinq ans visée ci-dessus.

Clause 122 (ex-article 64)

1. Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

2. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers et sans préjudice du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut arrêter au profit du ou des États membres concernés des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois.

Clause 123 (ex-article 65)

Les mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, qui doivent être prises conformément à l'article 67 et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, visent entre autres à:

a) améliorer et simplifier:

- le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires;*
- la coopération en matière d'obtention des preuves;*
- la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, y compris les décisions extrajudiciaires;*

b) favoriser la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflits de lois et de compétence;

c) éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres.

Clause 124 (ex-article 66)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête des mesures pour assurer une coopération entre les services compétents des administrations des États membres dans les domaines visés par le présent titre, ainsi qu'entre ces services et la Commission.

Clause 125 (ex-article 67)

1. Pendant une période transitoire de cinq ans après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'un État membre et après consultation du Parlement européen.

2. Après cette période de cinq ans:

- le Conseil statue sur des propositions de la Commission; la Commission examine toute demande d'un État membre visant à ce qu'elle soumette une proposition au Conseil;*
- le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen, prend une décision en vue de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable à tous les domaines couverts par le présent titre ou à certains d'entre eux et d'adapter les dispositions relatives aux compétences de la Cour de justice.*

3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera i) et iii), sont, à compter de l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

4. Par dérogation au paragraphe 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera ii) et iv), sont, après une période de cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251.

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil arrête selon la procédure visée à l'article 251:

- les mesures prévues à l'article 63, point 1), et point 2), sous a), pour autant que le Conseil aura arrêté préalablement et conformément au paragraphe 1 du présent article une législation communautaire définissant les règles communes et les principes essentiels régissant ces matières;*
- les mesures prévues à l'article 65, à l'exclusion des aspects touchant le droit de la famille.*

Clause 126 (ex-article 68)

1. *L'article 234 est applicable au présent titre dans les circonstances et conditions suivantes: lorsqu'une question sur l'interprétation du présent titre ou sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté sur la base du présent titre est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demande à la Cour de justice de statuer sur cette question.*
2. *En tout état de cause, la Cour de justice n'est pas compétente pour statuer sur les mesures ou décisions prises en application de l'article 62, point 1), portant sur le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.*
3. *Le Conseil, la Commission ou un État membre a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer sur une question d'interprétation du présent titre ou d'actes pris par les institutions de la Communauté sur la base de celui-ci. L'arrêt rendu par la Cour de justice en réponse à une telle demande n'est pas applicable aux décisions des juridictions des États membres qui ont force de chose jugée.*

Clause 127 (ex-article 69)

Le présent titre s'applique sous réserve des dispositions du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande et du protocole sur la position du Danemark et sans préjudice du protocole sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité instituant la Communauté européenne au Royaume-Uni et à l'Irlande.

[TITRE VI¹

DISPOSITIONS RELATIVES À LA COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE]

Clause 128 (ex-article 29 UE)

Sans préjudice des compétences de la Communauté européenne, l'objectif de l'Union est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et de justice, en élaborant une action en commun entre les États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en prévenant le racisme et la xénophobie et en luttant contre ces phénomènes.

¹ Ce titre sera réexaminé par la Convention. Il n'est donc pas traité ici.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Cet objectif est atteint par la prévention de la criminalité, organisée ou autre, et la lutte contre ce phénomène, notamment le terrorisme, la traite d'êtres humains et les crimes contre des enfants, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la corruption et la fraude, grâce:

- à une coopération plus étroite entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres, à la fois directement et par l'intermédiaire de l'Office européen de police (Europol), conformément aux articles 30 et 32;*
- à une coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres autorités compétentes des États membres, y compris par l'intermédiaire de l'Unité européenne de coopération judiciaire (Eurojust), conformément aux articles 31 et 32;*
- au rapprochement, en tant que de besoin, des règles de droit pénal des États membres, conformément à l'article 31, point e).*

Clause 129 (ex-article 30 UE)

1. L'action en commun dans le domaine de la coopération policière couvre entre autres:

- a) la coopération opérationnelle entre les autorités compétentes, y compris les services de police, les services des douanes et autres services répressifs spécialisés des États membres, dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière;*
- b) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes, y compris d'informations détenues par des services répressifs concernant des signalements de transactions financières douteuses, notamment par l'intermédiaire d'Europol, sous réserve des dispositions appropriées relatives à la protection des données à caractère personnel;*
- c) la coopération et les initiatives conjointes dans les domaines de la formation, des échanges d'officiers de liaison, des détachements, de l'utilisation des équipements et de la recherche en criminalistique;*
- d) l'évaluation en commun de techniques d'enquête particulières concernant la détection des formes graves de criminalité organisée.*

2. Le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Europol et, en particulier, dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- a) permet à Europol de faciliter et d'appuyer la préparation, et d'encourager la coordination et la mise en œuvre d'actions spécifiques d'enquête menées par les autorités compétentes des États membres, y compris des actions opérationnelles d'équipes conjointes, comprenant des représentants d'Europol à titre d'appui;*

- b) *arrête des mesures destinées à permettre à Europol de demander aux autorités compétentes des États membres de mener et de coordonner leurs enquêtes dans des affaires précises, et de développer des compétences spécialisées pouvant être mises à la disposition des États membres pour les aider dans des enquêtes sur la criminalité organisée;*
- c) *favorise l'établissement de contacts entre magistrats et enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée et travaillant en étroite coopération avec Europol;*
- d) *instaure un réseau de recherche, de documentation et de statistiques sur la criminalité transfrontière.*

Clause 130 (ex-article 31 UE)

1. *L'action en commun dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale vise, entre autres à:*

- a) *faciliter et accélérer la coopération entre les ministères et les autorités judiciaires ou équivalentes compétents des États membres, y compris, lorsque cela s'avère approprié, par l'intermédiaire d'Eurojust, pour ce qui est de la procédure et de l'exécution des décisions;*
- b) *faciliter l'extradition entre États membres;*
- c) *assurer, dans la mesure nécessaire à l'amélioration de cette coopération, la compatibilité des règles applicables dans les États membres;*
- d) *prévenir les conflits de compétences entre États membres;*
- e) *adopter progressivement des mesures instaurant des règles minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et aux sanctions applicables dans les domaines de la criminalité organisée, du terrorisme et du trafic de drogue.*

2. *Le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Eurojust en:*

- a) *permettant à Eurojust de contribuer à une bonne coordination entre les autorités nationales des États membres chargées des poursuites;*
- b) *favorisant le concours d'Eurojust dans les enquêtes relatives aux affaires de criminalité transfrontière grave, en particulier en cas de criminalité organisée, en tenant compte notamment des analyses effectuées par Europol;*
- c) *facilitant une coopération étroite d'Eurojust avec le Réseau judiciaire européen afin, notamment, de faciliter l'exécution des commissions rogatoires et la mise en œuvre des demandes d'extradition.*

Clause 131 (ex-article 32 UE)

Le Conseil fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes visées aux articles 30 et 31 peuvent intervenir sur le territoire d'un autre État membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci.

Clause 132 (ex-article 33 UE)

Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

Clause 133 (ex-article 34 UE)

1. Dans les domaines visés au présent titre, les États membres s'informent et se consultent mutuellement au sein du Conseil en vue de coordonner leur action. Ils instituent à cet effet une collaboration entre les services compétents de leurs administrations.

2. Le Conseil, sous la forme et selon les procédures appropriées indiquées dans le présent titre, prend des mesures et favorise la coopération en vue de contribuer à la poursuite des objectifs de l'Union. À cet effet, il peut, statuant à l'unanimité à l'initiative de tout État membre ou de la Commission:

- a) arrêter des positions communes définissant l'approche de l'Union sur une question déterminée;*
- b) arrêter des décisions-cadres aux fins du rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Les décisions-cadres lient les États membres quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Elles ne peuvent entraîner d'effet direct;*
- c) arrêter des décisions à toute autre fin conforme aux objectifs du présent titre, à l'exclusion de tout rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Ces décisions sont obligatoires et ne peuvent entraîner d'effet direct; le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ces décisions au niveau de l'Union;*
- d) établir des conventions dont il recommande l'adoption par les États membres selon leurs règles constitutionnelles respectives. Les États membres engagent les procédures applicables dans le délai fixé par le Conseil.*

Sauf dispositions contraires y figurant, ces conventions, une fois qu'elles ont été adoptées par la moitié au moins des États membres, entrent en vigueur dans les États membres qui les ont adoptées. Les mesures d'application de ces conventions sont adoptées au sein du Conseil à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes.

3. *Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne; les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.*

4. *Pour les questions de procédure, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.*

Clause 134 (ex-article 35 UE)

1. *La Cour de justice des Communautés européennes est compétente, sous réserve des conditions définies au présent article, pour statuer à titre préjudiciel sur la validité et l'interprétation des décisions-cadres et des décisions, sur l'interprétation des conventions établies en vertu du présent titre, ainsi que sur la validité et l'interprétation de leurs mesures d'application.*

2. *Tout État membre peut, par une déclaration faite au moment de la signature du traité d'Amsterdam, ou à tout autre moment postérieur à ladite signature, accepter la compétence de la Cour de justice pour statuer à titre préjudiciel dans les conditions définies au paragraphe 1.*

3. *Un État membre qui fait une déclaration au titre du paragraphe 2 indique que:*

- a) *soit toute juridiction de cet État dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement,*
- b) *soit toute juridiction de cet État a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement.*

4. *Tout État membre, qu'il ait ou non fait une déclaration au titre du paragraphe 2, a le droit de présenter à la Cour des mémoires ou observations écrites dans les affaires dont elle est saisie en vertu du paragraphe 1.*

5. *La Cour de justice n'est pas compétente pour vérifier la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.*

6. *La Cour de justice est compétente pour contrôler la légalité des décisions-cadres et des décisions lorsqu'un recours est formé par un État membre ou par la Commission pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir. Les recours prévus au présent paragraphe doivent être formés dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.*

7. *La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres concernant l'interprétation ou l'application des actes adoptés au titre de l'article 34, paragraphe 2, dès lors que ce différend n'a pu être réglé au sein du Conseil dans les six mois qui ont suivi la saisine de celui-ci par l'un de ses membres. La Cour est également compétente pour statuer sur tout différend entre États membres et la Commission concernant l'interprétation ou l'application des conventions établies en vertu de l'article 34, paragraphe 2, point d).*

Clause 135 (ex-article 36 UE)

1. *Il est institué un comité de coordination composé de hauts fonctionnaires. En plus de son rôle de coordination, ce comité a pour mission:*

- de formuler des avis à l'intention du Conseil, soit à la requête de celui-ci, soit de sa propre initiative;*
- de contribuer, sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, à la préparation des travaux du Conseil dans les domaines visés à l'article 29.*

2. *La Commission est pleinement associée aux travaux dans les domaines visés au présent titre.*

Clause 136 (ex-article 37 UE)

Les États membres défendent les positions communes arrêtées conformément au présent titre dans les organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles ils participent.

Les articles 18 et 19 s'appliquent, le cas échéant, aux questions relevant du présent titre.

Clause 137 (ex-article 39 UE)

1. *Avant d'adopter toute mesure visée à l'article 34, paragraphe 2, points b), c) et d), le Conseil consulte le Parlement européen. Celui-ci rend son avis dans un délai que le Conseil peut déterminer et qui ne peut être inférieur à trois mois. À défaut d'avis rendu dans ce délai, le Conseil peut statuer.*

2. *La présidence et la Commission informent régulièrement le Parlement européen des travaux menés dans les domaines relevant du présent titre.*

3. *Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans les domaines visés au présent titre.*

Clause 138 (ex-article 40 UE)

1. *Les coopérations renforcées dans l'un des domaines visés dans le présent titre ont pour but de permettre à l'Union de devenir plus rapidement un espace de liberté, de sécurité et de justice tout en respectant les compétences de la Communauté européenne ainsi que les objectifs fixés par le présent titre.*

2. *Les articles 29 à 39 et les articles 40 A, 40 B et 41 s'appliquent aux coopérations renforcées prévues par le présent article, sauf dispositions contraires de l'article 40 A et des articles 43 à 45.*

3. *Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne qui concernent la compétence de la Cour de justice et l'exercice de cette compétence s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 40 A et 40 B.*

Clause 139 (ex-article 40 A UE)

1. *Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée en vertu de l'article 40 adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition dans ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés. Ceux-ci peuvent alors soumettre au Conseil une initiative visant à obtenir l'autorisation pour la coopération renforcée en question.*

2. *L'autorisation visée au paragraphe 1 est accordée, dans le respect des articles 43 à 45, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'au moins huit États membres et après consultation du Parlement européen. Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.*

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe.

Clause 140 (ex-article 40 B UE)

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 40 A notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet au Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification, un avis éventuellement assorti d'une recommandation relative à des dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires pour que l'État membre concerné participe à la coopération en question. Le Conseil

statue sur la demande dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification. La décision est réputée approuvée, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée dans ce même délai, ne décide de la tenir en suspens; dans ce cas, le Conseil indique les motifs de sa décision et fixe un délai pour son réexamen.

Aux fins du présent article, le Conseil statue dans les conditions prévues à l'article 44, paragraphe 1.

Clause 141 (ex-article 41 UE)

- 1. Les articles 189, 190, 195, 196 à 199, 203 et 204, l'article 205, paragraphe 3, et les articles 206 à 209, 213 à 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines visés au présent titre.*
- 2. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions relatives aux domaines visés au présent titre sont à la charge du budget des Communautés européennes.*
- 3. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, sauf si le Conseil, statuant à l'unanimité, en décide autrement. Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement.*
- 4. La procédure budgétaire fixée dans le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.*

Clause 142 (ex-article 42 UE)

Le Conseil, statuant à l'unanimité à l'initiative de la Commission ou d'un État membre, et après consultation du Parlement européen, peut décider que des actions dans les domaines visés à l'article 29 relèveront du titre IV du traité instituant la Communauté européenne et, en même temps, déterminer les conditions de vote qui s'y rattachent. Il recommande l'adoption de cette décision par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

A5. DOMAINES OU L'UNION PEUT DECIDER DE MENER UNE ACTION D'APPUI

I. EMPLOI¹

Clause 143 (ex-article 125)

Les États membres et ~~la Communauté~~ **L'Union** s'attachent, conformément au présent [titre], à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'~~[article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'article 2...]~~² du présent traité **de la Constitution**.

Clause 144 (ex-article 126)

1. Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à [l'article 125] d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté~~ **L'Union**, adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].
2. Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à [l'article 128].

Clause 145 (ex-article 127)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les États membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des États membres en la matière.
2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.³

¹ Le contenu de ce titre sera éventuellement à revoir en fonction des conclusions de la Convention sur le rapport du groupe de travail XI "Europe sociale" (CONV 516/03).

² Insérer référence au projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3 CONV 528/03).

³ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Clause 146 (ex-article 128)

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.

2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, **sur proposition de la Commission, statue chaque année à la majorité qualifiée** ~~sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à l'article 130, élabore chaque année des lignes directrices, dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi.~~

Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].

3. Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales ~~mesures~~ **dispositions** qu'il a prises pour mettre en œuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en œuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, **statuant sur recommandation de la Commission, peut adopter à la majorité qualifiée** ~~sur recommandation de la Commission, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations qu'il adresse~~ aux États membres.

5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi.

Clause 147 (ex-article 129)

Le **Parlement européen et le Conseil, statuant** ~~conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peut législative,~~ **peuvent** adopter des ~~actions-mesures~~ d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

Ces mesures ne comportent pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Clause 148 (ex-article 130)

Le Conseil, ~~après consultation du Parlement européen~~, institue un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) sans préjudice de [l'article 207], de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à [l'article 128].

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

II. SANTÉ PUBLIQUE¹

Clause 149 (ex-article 152)²

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union**.³

L'action de ~~la Communauté~~ **l'Union**, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.

¹ La place de ce chapitre sur la santé publique ici, sous "A5" qui regroupe les domaines d'action d'appui, suit l'indication donnée dans le projet de structure du traité constitutionnel du 28 octobre 2002 (CONV 369/02) et pas l'indication donnée dans le projet d'article "compétences partagées" de la partie I (CONV 528/03) qui insère la santé publique comme compétence partagée).

² Le groupe de travail XI "Europe sociale" a proposé que la portée de cet article soit étendue pour "couvrir des thèmes tels que les risques transfrontières graves, les maladies transmissibles, le bioterrorisme et les accords de l'OMS" (CONV 516/03, point 35).

³ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

~~La Communauté~~ **L'Union** complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

2. ~~La Communauté~~ **L'Union** encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. ~~Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, contribuent~~ à la réalisation des objectifs visés au présent article en adoptant:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;
- b) par dérogation à [l'article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;
- c) ~~des actions~~ **mesures** d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, ~~statuant sur proposition de la Commission, à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ peut également adopter à la majorité qualifiée des recommandations ~~aux fins énoncées dans le présent article.~~

5. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

III. INDUSTRIE

Clause 150 (ex-article 157)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** soient assurées.

À cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- a) accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- b) encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, et notamment des petites et moyennes entreprises;
- c) encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- d) favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. Les États membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~¹ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, peuvent décider adopter** des mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les États membres afin de réaliser les objectifs visés au paragraphe 1. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

Le présent titre ne constitue pas une base pour l'introduction, par ~~la Communauté~~ **L'Union**, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence ou comportant des dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

IV. CULTURE

Clause 151 (ex-article 151)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à encourager la coopération entre États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens,
 - b) la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne,
 - c) les échanges culturels non commerciaux,
 - d) la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. ~~La Communauté~~ **L'Union** tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.¹
5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, ~~le Conseil adopte:~~
 - a) ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité des régions, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des actions mesures~~ d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. ~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251; Ils statuent après consultation du Comité des régions;~~
 - b) ~~le Conseil, statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission, **adopte à l'unanimité** des recommandations.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

V. ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE, JEUNESSE

Clause 152 (ex-article 149)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres;
 - b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
 - c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
 - d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres;
 - e) à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs;
 - f) à encourager le développement de l'éducation à distance.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article,
 - a) **Le Parlement européen et le Conseil adopte, conformément à la procédure législative, des mesures** ~~Le Parlement européen et le Conseil adopte, conformément à la procédure législative, des mesures~~ ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, des actions~~ ~~procédure législative, adoptent des mesures~~ d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**
 - b) **le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée** ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée~~ des recommandations.

Clause 153 (ex-article 150)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
 - b) à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
 - c) à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes;
 - d) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;
 - e) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.
4. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **conformément à la procédure législative**, adoptent des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

B. L'ACTION EXTÉRIEURE¹

I. POLITIQUE COMMERCIALE²

Clause 154 (ex-article 131)

En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer, conformément à l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières.

La politique commerciale commune tient compte de l'incidence favorable que la suppression des droits entre les États membres peut exercer sur l'accroissement de la force concurrentielle des entreprises de ces États.

Clause 155 (ex-article 132)

1. Sans préjudice des engagements assumés par les États membres dans le cadre d'autres organisations internationales, les régimes d'aides accordées par les États membres aux exportations vers les pays tiers sont progressivement harmonisés, dans la mesure nécessaire pour éviter que la concurrence entre les entreprises de la Communauté soit faussée.

Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête à la majorité qualifiée les directives nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux ristournes de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent ni à celles d'impositions indirectes, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, accordées à l'occasion de l'exportation d'une marchandise d'un État membre vers un pays tiers, dans la mesure où ces ristournes n'excèdent pas les charges dont les produits exportés ont été frappés directement ou indirectement.

¹ L'ensemble de ce chapitre devra être examiné par la Convention.

² Ce titre devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici.

Clause 156 (ex-article 133)

1. *La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions.*

2. *La Commission, pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil.*

3. *Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de la Communauté.*

Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations.

Les dispositions pertinentes de l'article 300 sont applicables.

4. *Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée.*

5. *Les paragraphes 1 à 4 s'appliquent également à la négociation et à la conclusion d'accords dans les domaines du commerce des services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, dans la mesure où ces accords ne sont pas visés par lesdits paragraphes et sans préjudice du paragraphe 6.*

Par dérogation au paragraphe 4, le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord dans l'un des domaines visés au premier alinéa, lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel la Communauté n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité.

Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale, dans la mesure où il concerne aussi le précédent alinéa ou le paragraphe 6, deuxième alinéa.

Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.

6. *Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de la Communauté, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans un domaine où le présent traité exclut une telle harmonisation.*

À cet égard, par dérogation au paragraphe 5, premier alinéa, les accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre la Communauté et ses États membres. Dès lors, leur négociation requiert, outre une décision communautaire prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article 300, le commun accord des États membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par la Communauté et par les États membres.

La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports restent soumises aux dispositions du titre V et de l'article 300.

7. *Sans préjudice du paragraphe 6, premier alinéa, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut étendre l'application des paragraphes 1 à 4 aux négociations et accords internationaux portant sur la propriété intellectuelle, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas visés par le paragraphe 5.*

Clause 157 (ex-article 134)

Aux fins d'assurer que l'exécution des mesures de politique commerciale prises, conformément au présent traité, par tout État membre ne soit empêchée par des détournements de trafic ou lorsque des disparités dans ces mesures entraînent des difficultés économiques dans un ou plusieurs États, la Commission recommande les méthodes par lesquelles les autres États membres apportent la coopération nécessaire. À défaut, elle peut autoriser les États membres à prendre les mesures de protection nécessaires dont elle définit les conditions et modalités.

En cas d'urgence, les États membres demandent l'autorisation de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à la Commission, qui se prononce dans les plus brefs délais; les États membres concernés les notifient ensuite aux autres États membres. La Commission peut décider à tout moment que les États membres concernés doivent modifier ou supprimer les mesures en cause.

Par priorité doivent être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du marché commun.

II. COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT¹

Clause 158 (ex-article 177)

1. *La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les États membres, favorise:*
 - *le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux;*
 - *l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale;*
 - *la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.*
2. *La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*
3. *La Communauté et les États membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales compétentes.*

Clause 159 (ex-article 178)

La Communauté tient compte des objectifs visés à l'article 177 dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement.

Clause 160 (ex-article 179)

1. *Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête les mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés à l'article 177. Ces mesures peuvent prendre la forme de programmes pluriannuels.*
2. *La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1.*
3. *Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CE.*

¹ Ce titre devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici.

Clause 161 (ex-article 180)

1. *La Communauté et les États membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les États membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide communautaires.*
2. *La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.*

Clause 162 (ex-article 181)

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

**[II BIS. COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET TECHNIQUE
AVEC LES PAYS TIERS]¹**

Clause 163 (ex-article 181 A)

1. *Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment de celles du titre XX, la Communauté mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont complémentaires de celles qui sont menées par les États membres et cohérentes avec la politique de développement de la Communauté.*

La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

¹ Ce titre devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici. Il a été inséré ici bien qu'il ne figure pas dans la structure du 28 octobre 2002.

2. *Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1. Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à l'article 310 ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union.*

3. *Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.*

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

III. ASPECTS EXTERNES DE POLITIQUES COUVERTES DANS LES CHAPITRES A1 A A4¹

[....]

IV. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE²

[1. POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2. GESTION DE CRISES]

Clause 164 (ex-article 11 UE)

1. *L'Union définit et met en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont:*

- *la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;*

¹ Ce titre a été laissé vide dans l'attente des décisions à prendre par la Convention sur les éléments qu'elle souhaite y voir figurer.

² Le groupe n'a pas ventilé les différents aspects de la politique étrangère et de sécurité commune aux fins de ce rapport (à l'exception de la disposition sur la conclusion d'accords internationaux), étant donné que, d'une part, ces dispositions sont actuellement très imbriquées et suivent une logique différente de celle indiquée dans la structure du 28 octobre 2002 et que, d'autre part, l'ensemble de ces dispositions font ou feront l'objet d'un examen approfondi par la Convention.

- *le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes;*
- *le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et aux objectifs de la Charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures;*
- *la promotion de la coopération internationale;*
- *le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*

2. *Les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.*

Les États membres œuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Le Conseil veille au respect de ces principes.

Clause 165 (ex-article 12 UE)

L'Union poursuit les objectifs énoncés à l'article 11:

- *en définissant les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune;*
- *en décidant des stratégies communes;*
- *en adoptant des actions communes;*
- *en adoptant des positions communes;*
- *et en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique.*

Clause 166 (ex-article 13 UE)

1. *Le Conseil européen définit les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense.*

2. *Le Conseil européen décide des stratégies communes qui seront mises en œuvre par l'Union dans des domaines où les États membres ont des intérêts communs importants.*

Les stratégies communes précisent leurs objectifs, leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

3. Le Conseil prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des orientations générales définies par le Conseil européen.

Le Conseil recommande des stratégies communes au Conseil européen et les met en œuvre, notamment en arrêtant des actions communes et des positions communes.

Le Conseil veille à l'unité, à la cohérence et à l'efficacité de l'action de l'Union.

Clause 167 (ex-article 14 UE)

1. Le Conseil arrête des actions communes. Celles-ci concernent certaines situations où une action opérationnelle de l'Union est jugée nécessaire. Elles fixent leurs objectifs, leur portée, les moyens à mettre à la disposition de l'Union, les conditions relatives à leur mise en œuvre et, si nécessaire, leur durée.

2. S'il se produit un changement de circonstances ayant une nette incidence sur une question faisant l'objet d'une action commune, le Conseil révisé les principes et les objectifs de cette action et adopte les décisions nécessaires. Aussi longtemps que le Conseil n'a pas statué, l'action commune est maintenue.

3. Les actions communes engagent les États membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action.

4. Le Conseil peut demander à la Commission de lui présenter toute proposition appropriée relative à la politique étrangère et de sécurité commune pour assurer la mise en œuvre d'une action commune.

5. Toute prise de position ou toute action nationale envisagée en application d'une action commune fait l'objet d'une information dans des délais permettant, en cas de nécessité, une concertation préalable au sein du Conseil. L'obligation d'information préalable ne s'applique pas aux mesures qui constituent une simple transposition sur le plan national des décisions du Conseil.

6. En cas de nécessité impérieuse liée à l'évolution de la situation et à défaut d'une décision du Conseil, les États membres peuvent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, en tenant compte des objectifs généraux de l'action commune. L'État membre qui prend de telles mesures en informe immédiatement le Conseil.

7. En cas de difficultés majeures pour appliquer une action commune, un État membre saisit le Conseil, qui en délibère et recherche les solutions appropriées. Celles-ci ne peuvent aller à l'encontre des objectifs de l'action ni nuire à son efficacité.

Clause 168 (ex-article 15 UE)

Le Conseil arrête des positions communes. Celles-ci définissent la position de l'Union sur une question particulière de nature géographique ou thématique. Les États membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions communes.

Clause 169 (ex-article 16)

Les États membres s'informent mutuellement et se concertent au sein du Conseil sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général, en vue d'assurer que l'influence de l'Union s'exerce de la manière la plus efficace par la convergence de leurs actions.

Clause 170 (ex-article 17)

1. La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, si le Conseil européen en décide ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

La définition progressive d'une politique de défense commune est étayée, dans la mesure où les États membres le jugent approprié, par une coopération entre eux en matière d'armements.

2. Les questions visées au présent article incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.

3. Les décisions ayant des implications dans le domaine de la défense dont il est question au présent article sont prises sans préjudice des politiques et des obligations visées au paragraphe 1, deuxième alinéa.

4. Le présent article ne fait pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs États membres au niveau bilatéral, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de l'OTAN, dans la mesure où cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue au présent titre ni ne l'entrave.

5. En vue de promouvoir la réalisation des objectifs définis au présent article, les dispositions de celui-ci seront réexaminées conformément à l'article 48.

Clause 171 (ex-article 18 UE)

1. *La présidence représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune.*
2. *La présidence a la responsabilité de la mise en œuvre des décisions prises en vertu du présent titre; à ce titre, elle exprime, en principe, la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.*
3. *La présidence est assistée par le Secrétaire général du Conseil, qui exerce les fonctions de Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune.*
4. *La Commission est pleinement associée aux tâches visées aux paragraphes 1 et 2. Dans l'exercice de ces tâches, la présidence est assistée, le cas échéant, par l'État membre qui exercera la présidence suivante.*
5. *Le Conseil peut, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières.*

Clause 172 (ex-article 19 UE)

1. *Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions communes.*

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions communes.

2. *Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 14, paragraphe 3, les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent ces derniers informés de toute question présentant un intérêt commun.*

Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. Les États membres qui sont membres permanents du Conseil de sécurité veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies.

Clause 173 (ex-article 20 UE)

Les missions diplomatiques et consulaires des États membres et les délégations de la Commission dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales, coopèrent pour assurer le respect et la mise en œuvre des positions communes et des actions communes arrêtées par le Conseil.

Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations, en procédant à des évaluations communes et en contribuant à la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 20 du traité instituant la Communauté européenne.

Clause 174 (ex-article 21 UE)

La présidence consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par la présidence et la Commission de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité de l'Union.

Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Clause 175 (ex-article 22 UE)

1. Chaque État membre ou la Commission peut saisir le Conseil de toute question relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et soumettre des propositions au Conseil.

2. Dans les cas exigeant une décision rapide, la présidence convoque, soit d'office, soit à la demande de la Commission ou d'un État membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.

Clause 176 (ex-article 23 UE)

1. Les décisions relevant du présent titre sont prises par le Conseil statuant à l'unanimité. Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent alinéa, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, la décision n'est pas adoptée.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:

- lorsque, sur la base d'une stratégie commune, il adopte des actions communes et des positions communes ou qu'il prend toute autre décision;*
- lorsqu'il adopte toute décision mettant en œuvre une action commune ou une position commune;*
- lorsqu'il nomme un représentant spécial conformément à l'article 18, paragraphe 5.*

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

3. Pour les questions de procédure, le Conseil statue à la majorité de ses membres.

Clause 177 (ex-article 25 UE)

Sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, un comité politique et de sécurité suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en œuvre des politiques convenues, sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission.

Dans le cadre du présent titre, le comité exerce, sous la responsabilité du Conseil, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise.

Le Conseil peut autoriser le comité, aux fins d'une opération de gestion de crise et pour la durée de celle-ci, telles que déterminées par le Conseil, à prendre les décisions appropriées concernant le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération, sans préjudice de l'article 47.

Clause 178 (ex-article 26 UE)

Le Secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assiste le Conseil pour les questions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, en contribuant notamment à la formulation, à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions de politique et, le cas échéant, en agissant au nom du Conseil et à la demande de la présidence, en conduisant le dialogue politique avec des tiers.

Clause 179 (ex-article 27 UE)

La Commission est pleinement associée aux travaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

Clause 180 (ex-article 27 A UE)

1. Les coopérations renforcées dans l'un des domaines visés dans le présent titre ont pour but de sauvegarder les valeurs et de servir les intérêts de l'Union dans son ensemble en affirmant son identité en tant que force cohérente sur la scène internationale. Elles respectent:

- les principes, les objectifs, les orientations générales et la cohérence de la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que les décisions prises dans le cadre de cette politique;*
- les compétences de la Communauté européenne, et*
- la cohérence entre l'ensemble des politiques de l'Union et son action extérieure.*

2. Les articles 11 à 27 et les articles 27 B à 28 s'appliquent aux coopérations renforcées prévues par le présent article, sauf dispositions contraires de l'article 27 C et des articles 43 à 45.

Clause 181 (ex-article 27 B UE)

Les coopérations renforcées en vertu du présent titre portent sur la mise en œuvre d'une action commune ou d'une position commune. Elles ne peuvent pas porter sur des questions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Clause 182 (ex-article 27 C UE)

Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée en vertu de l'article 27 B adressent une demande en ce sens au Conseil.

La demande est transmise à la Commission et, pour information, au Parlement européen. La Commission donne son avis notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les politiques de l'Union. L'autorisation est accordée par le Conseil, statuant conformément à l'article 23, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas, dans le respect des articles 43 à 45.

Clause 183 (ex-article 27 D UE)

Sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission, le secrétaire général du Conseil, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, veille en particulier à ce que le Parlement européen et tous les membres du Conseil soient pleinement informés de la mise en œuvre des coopérations renforcées dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

Clause 184 (ex-article 27 E UE)

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 27 C notifie son intention au Conseil et informe la Commission. La Commission transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, le Conseil statue sur la demande ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'il peut juger nécessaires. La décision est réputée approuvée, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée dans ce même délai, ne décide de la tenir en suspens; dans ce cas, le Conseil indique les motifs de sa décision et fixe un délai pour son réexamen.

Aux fins du présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres concernés du Conseil que celles prévues à l'article 23, paragraphe 2, troisième alinéa.

Clause 185 (ex-article 28 UE)

- 1. Les articles 189, 190, 196 à 199, 203, 204, 206 à 209, 213 à 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines visés au présent titre.*
- 2. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions visées au présent titre sont à la charge du budget des Communautés européennes.*

3. *Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.*

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

4. *La procédure budgétaire fixée dans le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.*

V. LA CONCLUSION D'ACCORDS INTERNATIONAUX

Clause 186 (ex-article 300)¹

1. *Dans les cas où les dispositions du présent traité prévoient la conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux désignés par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.*

Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où le paragraphe 2, premier alinéa, prévoit que le Conseil statue à l'unanimité.

2. *Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, qui peut être accompagnée d'une décision d'application provisoire avant l'entrée en vigueur, ainsi que la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que pour les accords visés à l'article 310.*

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici.

Les mêmes procédures sont applicables, par dérogation aux règles du paragraphe 3, pour décider de la suspension de l'application d'un accord, ainsi que pour établir les positions à prendre au nom de la Communauté dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision prise au titre du présent paragraphe et concernant l'application provisoire ou la suspension d'accords, ou l'établissement de la position communautaire dans une instance créée par un accord.

3. Le Conseil conclut les accords après consultation du Parlement européen, sauf pour les accords visés à l'article 133, paragraphe 3, y compris lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel la procédure visée à l'article 251 ou celle visée à l'article 252 est requise pour l'adoption de règles internes. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, sont conclus après avis conforme du Parlement européen les accords visés à l'article 310, ainsi que les autres accords qui créent un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour la Communauté et les accords impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure visée à l'article 251.

Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.

4. Lors de la conclusion d'un accord, le Conseil peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, habiliter la Commission à approuver les modifications au nom de la Communauté lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.

5. Lorsque le Conseil envisage de conclure un accord modifiant le présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article 48 du traité sur l'Union européenne.

6. Le Parlement européen, le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions du présent traité. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées à l'article 48 du traité sur l'Union européenne.

7. Les accords conclus selon les conditions fixées au présent article lient les institutions de la Communauté et les États membres.

Clause 187 (ex-article 24 UE)

1. *Lorsqu'il est nécessaire de conclure un accord avec un ou plusieurs États ou organisations internationales en application du présent titre, le Conseil peut autoriser la présidence, assistée, le cas échéant, par la Commission, à engager des négociations à cet effet. De tels accords sont conclus par le Conseil sur recommandation de la présidence.*
2. *Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur une question pour laquelle l'unanimité est requise pour l'adoption de décisions internes.*
3. *Lorsque l'accord est envisagé pour mettre en œuvre une action commune ou une position commune, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 23, paragraphe 2.*
4. *Les dispositions du présent article sont également applicables aux matières relevant du titre VI. Lorsque l'accord porte sur une question pour laquelle la majorité qualifiée est requise pour l'adoption de décisions ou de mesures internes, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 34, paragraphe 3.*
5. *Aucun accord ne lie un État membre dont le représentant au sein du Conseil déclare qu'il doit se conformer à ses propres règles constitutionnelles; les autres membres du Conseil peuvent convenir que l'accord est néanmoins applicable à titre provisoire.*
6. *Les accords conclus selon les conditions fixées par le présent article lient les institutions de l'Union.*

Clause 188 (ex-article 38 UE)

Les accords visés à l'article 24 peuvent couvrir des matières relevant du présent titre.

[V BIS. AUTRES DISPOSITIONS]¹

Clause 189 (ex-article 3 UE)

[...]²

*L'Union veille, en particulier, à la cohérence de l'ensemble de son action extérieure dans le cadre de ses politiques en matière de relations extérieures, de sécurité, d'économie et de développement. Le Conseil et la Commission ont la responsabilité d'assurer cette cohérence et coopèrent à cet effet. Ils assurent, chacun selon ses compétences, la mise en œuvre de ces politiques.*³

Clause 190 (ex-article 60)⁴

1. *Si, dans les cas envisagés à [l'article 301], une action de la Communauté est jugée nécessaire, le Conseil, conformément à la procédure prévue à [l'article 301], peut prendre, à l'égard des pays⁵ tiers concernés, les mesures urgentes nécessaires en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les paiements.*

2. *Sans préjudice de [l'article 297] et aussi longtemps que le Conseil n'a pas pris de mesures conformément au paragraphe 1, un État membre peut, pour des raisons politiques graves et pour des motifs d'urgence, prendre des mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements. La Commission et les autres États membres sont informés de ces mesures au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.*

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que l'État membre concerné doit modifier ou abolir les mesures en question. Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises par le Conseil.

¹ Suggestion de nouvel intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

² Le premier alinéa de cet article figure dans l'addendum au présent document.

³ Ce point devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" et n'est donc pas traité ici.

⁴ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" et n'est donc pas traité ici. Il est suggéré d'examiner s'il serait approprié de fusionner cet article avec l'article 301.

⁵ La mention des seuls "pays" empêche actuellement d'utiliser cet article pour des sanctions à l'égard d'individus ou d'entités non étatiques (par exemple les sanctions contre les talibans et les terroristes nommément désignés). Cette lacune oblige actuellement à recourir, à titre additionnel, à l'article 308 TCE. Il est donc suggéré d'examiner s'il serait utile de prévoir une extension du champ d'application de cet article (cf. également suggestion ad article 301).

Clause 191 (ex-article 301)¹

Lorsqu'une position commune ou une action commune adoptées en vertu des dispositions du traité sur l'Union européenne relatives à la politique étrangère et de sécurité commune prévoient une action de la Communauté visant à interrompre ou à réduire, en tout ou en partie, les relations économiques avec un ou plusieurs pays² tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prend les mesures urgentes nécessaires.

Clause 192 (ex-article 302)³

La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées .

Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toutes organisations internationales.

Clause 193 (ex-article 303)

La Communauté établit avec le Conseil de l'Europe toutes coopérations utiles.

Clause 194 (ex-article 304)

La Communauté établit avec l'Organisation de coopération et de développement économiques une étroite collaboration dont les modalités sont fixées d'un commun accord.

Clause 195 (ex-article 310)⁴

La Communauté peut conclure avec un ou plusieurs États ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici. Néanmoins, il est suggéré d'examiner s'il serait approprié de le fusionner avec l'actuel article 60 du traité CE.

² La mention de seuls « pays » empêche actuellement d'utiliser cet article pour des sanctions à l'égard d'individus ou d'entités non étatiques. Pour des développements et des suggestions à ce sujet, voir footnote ad article 60.

³ Les articles 302 à 304 devraient être examinés par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et ne sont donc pas traités ici.

⁴ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici.

C. DÉFENSE¹

D. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

Cette partie a fait l'objet de modifications techniques conformément au mandat. Celles-ci ne préjugent pas des modifications de fond que la Convention pourrait apporter.

Par ailleurs, ainsi qu'il est indiqué au document CONV 369/02 (page 7, footnote 1): "*L'ampleur des dispositions institutionnelles et procédurales dans cette partie dépendra du degré de détail dans la première partie. On pourrait aussi envisager que dans de telles dispositions l'on ne traite que des procédures inter-institutionnelles: les dispositions qui concernent la mise en oeuvre interne par les Institutions pourraient se trouver dans des Protocoles*".

[TITRE I

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES]

[CHAPITRE 1

LES INSTITUTIONS]

[SECTION 1

LE PARLEMENT EUROPÉEN]

Clause 196 (ex-article 189)

Le Parlement européen, composé de représentants des peuples des États réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par le présent traité.

Le nombre des membres du Parlement européen ne dépasse pas sept cent trente-deux.

¹ Ce titre a été laissé vide pour les raisons indiquées à la footnote ad chapitre B.IV (politique étrangère et de sécurité commune).

Clause 197 (ex-article 190)

1. *Les représentants, au Parlement européen, des peuples des États réunis dans la Communauté sont élus au suffrage universel direct.*

2. *Le nombre des représentants élus dans chaque État membre est fixé ainsi qu'il suit:*

<i>Belgique</i>	<i>25</i>
<i>Danemark</i>	<i>16</i>
<i>Allemagne</i>	<i>99</i>
<i>Grèce</i>	<i>25</i>
<i>Espagne</i>	<i>64</i>
<i>France</i>	<i>87</i>
<i>Irlande</i>	<i>15</i>
<i>Italie</i>	<i>87</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>31</i>
<i>Autriche</i>	<i>21</i>
<i>Portugal</i>	<i>25</i>
<i>Finlande</i>	<i>16</i>
<i>Suède</i>	<i>22</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>87.</i>

En cas de modification du présent paragraphe, le nombre des représentants élus dans chaque État membre doit assurer une représentation appropriée des peuples des États réunis dans la Communauté.

3. *Les représentants sont élus pour une période de cinq ans.*

4. *Le Parlement européen élabore un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres.*

Le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

5. *Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres, après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée. Toute règle ou toute condition relatives au régime fiscal des membres ou des anciens membres relèvent de l'unanimité au sein du Conseil.*

Clause 198 (ex-article 191)

Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, fixe conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant~~ le statut des partis politiques au niveau européen, et notamment les règles relatives à leur financement.

Clause 199 (ex-article 192)

Dans la mesure où ~~le présent traité~~ **la Constitution** le prévoit, le Parlement européen participe au processus conduisant à l'adoption des actes ~~communautaires de l'Union~~, en exerçant ses attributions dans le cadre ~~des procédures définies aux articles 251 et 252, de la procédure législative~~ ainsi qu'en rendant des avis conformes ou en donnant des avis consultatifs.¹

Le Parlement européen peut, à la majorité des ~~ses membres~~ **qui le composent**, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'une ~~acte communautaire~~ **mesure de l'Union**² pour la mise en œuvre ~~du présent traité de la Constitution~~.

Clause 200 (ex-article 193)

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart des ~~ses membres~~ **qui le composent**,³ constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par ~~le présent traité la Constitution~~ à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit ~~communautaire de l'Union~~⁴, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

¹ Cette description générale des tâches du Parlement devrait être complétée par une référence à ses pouvoirs budgétaires, de contrôle et de nomination; il exerce également des pouvoirs de décision autonomes (voir Annexe II au présent rapport).

² On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (demande de soumission d'une proposition) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

³ Clarification, conforme à la rédaction de la plupart des autres dispositions du traité CE qui requièrent une majorité des membres du Parlement pour l'adoption d'une décision.

⁴ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (commission temporaire d'enquête) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord ¹ par le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

Clause 201 (ex-article 194)

Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de ~~la Communauté~~ **l'Union**² et qui le ou la concerne directement ³.

Clause 202 (ex-article 195)

1. Le Parlement européen nomme un médiateur⁴, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes ~~communautaires~~ **de l'Union**⁵, à l'exclusion de la Cour de justice ~~et~~, du Tribunal de première instance **et des chambres juridictionnelles**⁶ dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution concernée, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire tenir son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution concernée. La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes.

Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes.

2. Le médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

¹ Cet acte ne rentre pas dans la typologie établie au projet d'article "actes juridiques de l'Union" de la partie I (article 24 CONV 571/03).

² On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (droit de pétition) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

³ La Convention pourrait examiner s'il conviendrait d'ajouter à cet article une base juridique spécifique pour adopter des modalités d'exercice du droit de pétition.

⁴ Conformément à l'usage, le terme "le médiateur européen" pourrait être employé ici.

⁵ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (médiateur) aux matières relevant actuellement du deuxième pilier.

⁶ Même si les chambres juridictionnelles seront "adjointes au Tribunal de première instance", il conviendrait de les mentionner expressément ici.

Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

4. Le Parlement européen **adopte les mesures**¹ **fixeant** le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur. **Il statue** après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil **statuant qui se prononce** à la majorité qualifiée.

Clause 203 (ex-article 196)

Le Parlement européen tient une session annuelle. Il se réunit de plein droit le deuxième mardi de mars.

Le Parlement européen peut se réunir en **période de** session extraordinaire² à la demande de la majorité de ses membres, du Conseil ou de la Commission.

Clause 204 (ex-article 197)

Le Parlement européen désigne parmi ses membres son président et son bureau.

Les membres de la Commission peuvent assister à toutes les séances et sont entendus au nom de celle-ci sur leur demande.

La Commission répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par le Parlement européen ou par ses membres.

Le Conseil est entendu par le Parlement européen dans les conditions qu'il arrête dans son règlement intérieur.

Clause 205 (ex-article 198)

Sauf dispositions contraires ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, le Parlement européen statue à la majorité ~~absolue~~³ des suffrages exprimés.

Le règlement intérieur fixe le quorum.

¹ Il convient de noter que le projet de Titre V de la partie I de la Constitution (CONV 571/03) ne prévoit pas la possibilité pour le Parlement seul d'adopter des actes normatifs (voir Annexe II du présent rapport).

² La terminologie actuelle ne correspond ni à la pratique, ni à la terminologie de l'alinéa précédent; la distinction entre "session" et "période de session" est reprise de l'article 10 du règlement de procédure du Parlement.

³ Le mot "absolue" risque de créer une confusion entre la majorité des suffrages et la majorité (qualifiée) des membres qui composent le Parlement (voir Annexe II au présent rapport).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 206 (ex-article 199)

Le Parlement européen ~~arrête~~ **adopte** son règlement intérieur à la majorité des membres qui le composent.

Les actes du Parlement européen sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

Clause 207 (ex-article 200)

Le Parlement européen procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission.

Clause 208 (ex-article 201)

Le Parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des ~~voix~~ **suffrages** exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à [l'article 214]. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés d'abandonner collectivement leurs fonctions.

[SECTION 2

LE CONSEIL]

Clause 209 (ex-article 202)

En vue d'assurer la réalisation des objets fixés par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et dans les conditions prévues par ~~celle-ci~~, le Conseil:

- a) assure la coordination des politiques économiques générales des États membres,
- b) dispose d'un pouvoir de décision,

- c) *confère à la Commission, dans les actes qu'il adopte, les compétences d'exécution des règles qu'il établit. Le Conseil peut soumettre l'exercice de ces compétences à certaines modalités. Il peut également se réserver, dans des cas spécifiques, d'exercer directement des compétences d'exécution. Les modalités visées ci-dessus doivent répondre aux principes et règles que le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, aura préalablement établis.*¹

Clause 210 (ex-article 203)

Le Conseil est formé par un représentant de chaque État membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet État membre.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque État membre du Conseil pour une durée de six mois selon un ordre fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Clause 211 (ex-article 204)

Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

Clause 212 (ex-article 205)

1. *Sauf dispositions contraires du présent traité, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.*
2. *Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:*

<i>Belgique</i>	<i>5</i>
<i>Danemark</i>	<i>3</i>
<i>Allemagne</i>	<i>10</i>
<i>Grèce</i>	<i>5</i>
<i>Espagne</i>	<i>8</i>
<i>France</i>	<i>10</i>
<i>Irlande</i>	<i>3</i>
<i>Italie</i>	<i>10</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>2</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>5</i>
<i>Autriche</i>	<i>4</i>
<i>Portugal</i>	<i>5</i>
<i>Finlande</i>	<i>3</i>
<i>Suède</i>	<i>4</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>10.</i>

¹ Voir le projet d'article "actes d'exécution" de la partie I (article 28(3) CONV 571/03).
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins:

- *soixante-deux voix lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission,*
- *soixante-deux voix exprimant le vote favorable d'au moins dix membres dans les autres cas.*

3. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité.

Clause 213 (ex-article 206)

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

Clause 214 (ex-article 207)

1. Un comité composé des représentants permanents des États membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci. Le comité peut adopter des décisions de procédure dans les cas prévus par le règlement intérieur du Conseil.

2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la responsabilité d'un secrétaire général, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assisté d'un secrétaire général adjoint chargé de la gestion du secrétariat général. Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint sont nommés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

Le Conseil décide de l'organisation du secrétariat général.

3. Le Conseil adopte son règlement intérieur.

Pour l'application de [l'article 255, paragraphe 3], le Conseil élabore, dans ~~ee~~ **son** règlement **intérieur**, les conditions dans lesquelles le public a accès aux documents du Conseil. Aux fins du présent paragraphe, le Conseil détermine les cas dans lesquels il doit être considéré comme agissant en sa qualité de législateur afin de permettre un meilleur accès aux documents dans ces cas, tout en préservant l'efficacité de son processus de prise de décision. En tout état de cause, lorsque le Conseil agit en sa qualité de législateur, les résultats et les explications des votes, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal, sont rendus publics.

Clause 215 (ex-article 208)

Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées.

Clause 216 (ex-article 209)

Le Conseil ~~arrête, après avis de la Commission,~~ **adopte les mesures fixant** le statut des comités prévus par ~~le présent traité~~ **la Constitution. Il statue après consultation de la Commission.**

Clause 217 (ex-article 210)

Le Conseil, ~~statuant~~ **adopte** à la majorité qualifiée, ~~les mesures fixeant~~ **les mesures** les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice ainsi que des membres et du greffier du Tribunal de première instance. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

[SECTION 3

LA COMMISSION]

Clause 218 (ex-article 211)¹

[En vue d'assurer le fonctionnement et le développement du marché ~~commun~~ **intérieur**]², la Commission:

- a) veille à l'application ~~des dispositions du présent traité de la Constitution~~ ainsi que des ~~dispositions prises~~ **mesures adoptées** par les institutions en vertu de ~~eelui-ci~~ **celle-ci**,
- b) formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet ~~du présent traité de la Constitution~~, si ~~eelui-ci~~ **celle-ci** le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire,
- c) dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes **du Parlement européen et du Conseil** ~~et du Parlement européen~~ dans les conditions prévues ~~au présent traité à la Constitution~~,
- d) exerce les compétences que **le Parlement européen et le Conseil, ou le Conseil** lui ~~confère~~ **confèrent** pour l'exécution des ~~règles mesures~~ **qu'ils établissent adoptent**.

¹ On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension de l'étendue des domaines couverts par les attributions de la Commission aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

² On peut s'interroger sur la cohérence entre la portée de cette phrase et l'étendue des attributions de la Commission visées aux points a) à d) qui suivent.

Clause 219 (ex-article 212)

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 220 (ex-article 213)

1. La Commission est composée de vingt membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité.

Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission.

La Commission doit comprendre au moins un national de chacun des États membres, sans que le nombre des membres ayant la nationalité d'un même État membre soit supérieur à deux.

*2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.*

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de justice, saisie par le Conseil ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de [l'article 216] ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

Clause 221 (ex-article 214)

1. Les membres de la Commission sont nommés, pour une durée de cinq ans, selon la procédure visée au paragraphe 2, sous réserve, le cas échéant, de l'article 201.

Leur mandat est renouvelable.

2. Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à la majorité qualifiée, désigne la personnalité qu'il envisage de nommer président de la Commission; cette désignation est approuvée par le Parlement européen.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée et d'un commun accord avec le président désigné, adopte la liste des autres personnalités qu'il envisage de nommer membres de la Commission, établie conformément aux propositions faites par chaque État membre.

Le président et les autres membres de la Commission ainsi désignés sont soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation par le Parlement européen. Après l'approbation du Parlement européen, le président et les autres membres de la Commission sont nommés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Clause 222 (ex-article 215)

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre nommé par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut décider **à l'unanimité** qu'il n'y a pas lieu à remplacement.

En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. La procédure prévue à [l'article 214, paragraphe 2,] est applicable pour son remplacement.

Sauf en cas de démission d'office prévue à [l'article 216], les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ou jusqu'à ce que le Conseil décide **à l'unanimité** qu'il n'y a pas lieu à remplacement, ~~conformément au deuxième alinéa du présent article.~~

Clause 223 (ex-article 216)

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

Clause 224 (ex-article 217)

1. La Commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son président, qui décide de son organisation interne afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action.
2. Les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par le président. Le président peut remanier la répartition de ces responsabilités en cours de mandat. Les membres de la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par le président sous l'autorité de celui-ci.

3. Après approbation du collège, le président nomme des vice-présidents parmi les membres de la Commission.

4. Un membre de la Commission présente sa démission si le président, après approbation du collège, le lui demande.

Clause 225 (ex-article 218)

1. Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration¹.

2. La Commission ~~fixe~~ **adopte** son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services ~~dans les conditions prévues par le présent traité~~. Elle assure la publication de ce règlement.

Clause 226 (ex-article 219)

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres prévu à [l'article 213].

La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

[SECTION 4

LA COUR DE JUSTICE]²

Les dispositions de cette section pourraient devoir être adaptées suite aux travaux du cercle de discussion sur la Cour de justice (CONV 543/03)

Clause 227 (ex-article 220)

La Cour de justice et le Tribunal de première instance assurent, dans le cadre de leurs compétences respectives, le respect du droit dans l'interprétation et l'application ~~du présent traité de la~~ **Constitution**.

¹ On pourrait s'interroger sur l'utilité de ce paragraphe, qui est purement déclaratoire.

² On notera que la disparition des piliers pourrait avoir des conséquences sur l'étendue des compétences de la Cour de justice. Pour la situation actuelle, voir l'actuel article 46 du traité UE. L'annexe II contient des observations complémentaires à ce sujet.

En outre, des chambres juridictionnelles peuvent être adjointes au Tribunal de première instance dans les conditions prévues à [l'article 225 A] pour exercer, dans certains domaines spécifiques, des compétences juridictionnelles prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

Clause 228 (ex-article 221)

La Cour de justice est formée d'un juge par État membre.

La Cour de justice siège en chambres ou en grande chambre, en conformité avec les règles prévues à cet effet par le statut de la Cour de justice.

Lorsque le statut le prévoit, la Cour de justice peut également siéger en assemblée plénière.

Clause 229 (ex-article 222)

La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice, requièrent son intervention.

Clause 230 (ex-article 223)

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres.

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues par le statut de la Cour de justice.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable.

Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.

La Cour de justice nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

La Cour de justice établit son règlement de procédure¹. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Clause 231 (ex-article 224)

Le Tribunal de première instance compte au moins un juge par État membre. Le nombre des juges est fixé par le statut de la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal est assisté d'avocats généraux.

Les membres du Tribunal de première instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président du Tribunal de première instance. Son mandat est renouvelable.

Le Tribunal de première instance nomme son greffier, dont il ~~fixe~~ **adopte** le statut.

Le Tribunal de première instance ~~établit~~ **adopte** son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice². ~~Ce règlement est soumis à~~ **Il statue après** l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

À moins que le statut de la Cour de justice n'en dispose autrement, les dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution** relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal de première instance.

Clause 232 (ex-article 225)

1. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître en première instance des recours visés aux [articles 230, 232, 235, 236 et 238], à l'exception de ceux qui sont attribués à une chambre juridictionnelle et de ceux que le statut réserve à la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal de première instance est compétent pour d'autres catégories de recours.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance en vertu du présent paragraphe peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut.

2. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître des recours qui sont formés contre les décisions des chambres juridictionnelles créées en application de [l'article 225 A].

¹ Cet alinéa prévoit un pouvoir normatif dans le chef de la Cour de justice. Il convient de noter qu'à présent le projet de titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (CONV 571/03) ne prévoit pas la possibilité pour la Cour d'adopter des actes normatifs.

² Voir footnote ad article 223.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance en vertu du présent paragraphe peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**.

3. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître des questions préjudicielles, soumises en vertu de [l'article 234], dans des matières spécifiques déterminées par le statut.

Lorsque le Tribunal de première instance estime que l'affaire appelle une décision de principe susceptible d'affecter l'unité ou la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**, il peut renvoyer l'affaire devant la Cour de justice afin qu'elle statue.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance sur des questions préjudicielles peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**.

Clause 233 (ex-article 225 A)

~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Cour de justice, ou sur demande de la Cour de justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission,~~ peut créer des chambres juridictionnelles chargées de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. **Il statue à l'unanimité soit sur proposition de la Commission après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.**

La ~~décision~~ **mesure**¹ portant création d'une chambre juridictionnelle fixe les règles relatives à la composition de cette chambre et précise l'étendue des compétences qui lui sont conférées.

Les décisions des chambres juridictionnelles peuvent faire l'objet d'un pourvoi limité aux questions de droit ou, lorsque la ~~décision~~ **mesure** portant création de la chambre le prévoit, d'un appel portant également sur les questions de fait, devant le Tribunal de première instance.

Les membres des chambres juridictionnelles sont choisis parmi des personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

¹ Il semble que le terme « décision » ici est utilisé au sens générique, étant donné qu'il ne correspond pas à la définition de décision qui figure à l'actuel article 249 du traité CE (à savoir acte avec un ou plusieurs destinataires déterminés). Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite prévoir un instrument particulier.

Les chambres juridictionnelles ~~établissent~~ **adoptent** leur règlement de procédure en accord avec la Cour de justice¹. ~~Ce règlement est soumis à Elles statuent après~~ l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

À moins que la ~~décision~~ **mesure** portant création de la chambre juridictionnelle n'en dispose autrement, les dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~ relatives à la Cour de justice et les dispositions du statut de la Cour de justice s'appliquent aux chambres juridictionnelles.

Clause 234 (ex-article 226)

Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice.

Clause 235 (ex-article 227)

Chacun des États membres peut saisir la Cour de justice s'il estime qu'un autre État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~.

Avant qu'un État membre n'introduise, contre un autre État membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les États intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour de justice.

Clause 236 (ex-article 228)

1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, cet État est tenu de prendre les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris ces ~~mesures~~ **dispositions**, elle émet, après avoir donné à cet État la possibilité de présenter ses observations, un avis motivé précisant les points sur lesquels l'État membre concerné ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour de justice.

¹ Voir footnote ad article 223.

Si l'État membre concerné n'a pas pris les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour dans le délai fixé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de [l'article 227].

Clause 237 (ex-article 229)

Les ~~règlements arrêtés conjointement par le~~ **lois européennes** du Parlement européen et ~~le~~ du Conseil, et ~~par le~~ **les lois européennes/règlements européens**¹ du Conseil **adopté(e)s** en vertu ~~des dispositions du présent traité de la Constitution~~ peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction ~~en ce qui concerne~~ **pour** les sanctions ~~prévues dans ces règlements qu'elles prévoient.~~

Clause 238 (ex-article 229 A)

Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions~~ **peut adopter à l'unanimité des mesures en vue d'attribuer** ~~attribuant~~ à la Cour de justice, ~~dans la mesure qu'il détermine,~~ la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes adoptés sur la base ~~du présent traité de la Constitution~~ qui créent des titres ~~communautaires~~ de propriété [industrielle]² **au niveau de l'Union**. Le Conseil **statue après consultation du Parlement européen. Il** recommande l'adoption de ces ~~dispositions~~ **mesures** par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

² On pourrait s'interroger sur la pertinence de cette notion, qui paraît restrictive, et note que l'article 133 (7) du traité CE se réfère à la notion plus large de « propriété intellectuelle ».

Clause 239 (ex-article 230)¹

La Cour de justice contrôle la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE², autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers.³

À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes et par la BCE, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de celles-ci.

*Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions **européennes** dont elle est le destinataire et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence [d'une loi européenne]⁴, d'un règlement **européen** ou d'une décision **européenne** adressée à une autre personne, la concernent directement et individuellement.*

Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

Clause 240 (ex-article 231)

Si le recours est fondé, la Cour de justice déclare nul et non avenue l'acte contesté.

Toutefois, ~~en ce qui concerne les règlements, la Cour de justice~~ elle indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets ~~du règlement⁵~~ de l'acte annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

¹ Cet article fait l'objet d'une analyse spécifique de la part du cercle de discussion sur la Cour de justice et n'est donc pas traité ici.

² Voir footnote ad article 8 sur le caractère approprié d'utiliser des abréviations dans la Constitution et sur l'alternative possible.

³ Dans le cadre des discussions sur la Cour de justice, la Convention pourrait examiner l'opportunité d'étendre la compétence de la Cour visée dans le présent article, en vue de couvrir les actes adoptés par les agences communautaires et autres organes, destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Au stade actuel, une telle compétence est prévue par certains règlements de création d'agences.

⁴ Il convient de noter que l'insertion du mot "loi" constituerait une modification de substance.

⁵ La substitution du terme « acte » au terme « règlement » est une adaptation nécessaire pour mettre cet alinéa en conformité avec la jurisprudence par laquelle la Cour de justice a maintenu les effets d'actes autres que les règlements.

Clause 241 (ex-article 232)

Dans le cas où, en violation ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission s'abstiennent¹ de statuer, les États membres et les autres institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation.

Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des institutions de ~~la Communauté~~ d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la *BCE* dans les domaines relevant de ses compétences ou intentés contre elle.

Clause 242 (ex-article 233)

L'institution ou les institutions dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire ~~au présent traité~~ **à la Constitution**, sont tenues de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de [l'article 288, deuxième alinéa].

Le présent article s'applique également à la *BCE*.

Clause 243 (ex-article 234)

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation ~~du présent traité~~ **de la Constitution**,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes ~~pris par les~~ **des** institutions de ~~la Communauté~~ et par la *BCE*,
- c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte [*du Conseil*], lorsque ces statuts le prévoient².

¹ Voir footnote ad article 230 sur l'opportunité de l'extension aux agences et autres entités.

² On peut s'interroger sur la portée de ce point c) par rapport au point précédent. De toute façon, il faudrait adapter le texte pour tenir compte des organismes créés par un acte en codécision.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

Clause 244 (ex-article 235)

La Cour de justice est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à [l'article 288, deuxième alinéa].

Clause 245 (ex-article 236)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout litige entre ~~la Communauté~~ **l'Union** et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers.

Clause 246 (ex-article 237)

La Cour de justice est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant:

- a) l'exécution des obligations des États membres résultant des statuts de la Banque européenne d'investissement. Le conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226];
- b) les délibérations du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement. Chaque État membre, la Commission et le conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à [l'article 230];
- c) les délibérations du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à [l'article 230], que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 5 à 7 inclus, des statuts de la Banque;
- d) l'exécution par les banques centrales nationales des obligations résultant ~~du présent traité de~~ **la Constitution** et des statuts du *SEBC*. Le conseil de la *BCE* dispose à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226] vis-à-vis des États membres. Si la Cour de justice reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la~~ **Constitution**, cette banque est tenue de prendre les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Clause 247 (ex-article 238)

La Cour de justice est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par ~~la Communauté~~ **l'Union** ou pour son compte.

Clause 248 (ex-article 239)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Clause 249 (ex-article 240)

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, les litiges auxquels ~~la Communauté~~ **l'Union** est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

Clause 250 (ex-article 241)

Nonobstant l'expiration du délai prévu à [l'article 230, cinquième alinéa,] toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause ~~un règlement arrêté conjointement par le~~ **une loi européenne du Parlement européen et le du Conseil, une loi européenne du Conseil** ou un règlement **européen** du Conseil, de la Commission ou de la *BCE*, se prévaloir des moyens prévus à [l'article 230, deuxième alinéa,] pour invoquer devant la Cour de justice l'inapplicabilité de ~~ce règlement~~ **cet acte**.

Clause 251 (ex-article 242)

Les recours formés devant la Cour de justice n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

Clause 252 (ex-article 243)

Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

Clause 253 (ex-article 244)

Les arrêts de la Cour de justice ont force exécutoire dans les conditions fixées à [l'article 256].

Clause 254 (ex-article 245)

Le statut de la Cour de justice est fixé par un protocole ~~séparé~~.

~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur demande de la Cour de justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission, ou sur demande de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Cour de justice, peut modifier les dispositions du statut, à l'exception de son titre I. Il statue à l'unanimité soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission, soit sur demande de la Commission après consultation de la Cour de justice. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.~~

[SECTION 5

LA COUR DES COMPTES]

Clause 255 (ex-article 246)

La Cour des comptes assure le contrôle des comptes.

Clause 256 (ex-article 247)

1. *La Cour des comptes est composée d'un national de chaque État membre.*
 2. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux institutions de contrôle externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.
 3. Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans. **Leur mandat est renouvelable.** ~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée après consultation du Parlement européen adopte à la majorité qualifiée la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. Le mandat des membres de la Cour des comptes est renouvelable. Il statue après consultation du Parlement européen.~~¹
- ~~Ils~~ **Les membres de la Cour des comptes** désignent parmi eux, pour trois ans, ~~leur~~ président ~~de la Cour des comptes. Le~~ **Son** mandat ~~de celui-ci~~ est renouvelable.
4. Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

¹ Il paraît plus logique de traiter d'abord de la durée et du renouvellement du mandat, puis de la procédure de désignation.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

5. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

6. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Cour des comptes prennent fin individuellement par démission volontaire ou par démission d'office déclarée par la Cour de justice conformément aux dispositions du paragraphe 7.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Sauf en cas de démission d'office, les membres de la Cour des comptes restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

7. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si la Cour de justice constate, à la demande de la Cour des comptes, qu'ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

8. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~, fixe **à la majorité qualifiée** les conditions d'emploi, et notamment les traitements, indemnités et pensions, du président et des membres de la Cour des comptes. ~~Il fixe également, statuant à la même majorité,~~ **ainsi que** toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

9. Les dispositions du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes¹ qui sont applicables aux juges de la Cour de justice sont également applicables aux membres de la Cour des comptes².

Clause 257 (ex-article 248)

1. La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de ~~la Communauté l'Union~~. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et dépenses de tout organisme créé par ~~la Communauté l'Union~~ dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen.

¹ Il faudra veiller au changement de dénomination de ce protocole, suite à la nouvelle dénomination de l'Union.

² Dans un souci de simplification, on pourrait se demander si ce paragraphe ne trouverait pas mieux sa place directement dans le protocole, comme c'est le cas pour les membres des autres institutions.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, qui est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*. Cette déclaration peut être complétée par des appréciations spécifiques pour chaque domaine majeur de l'activité communautaire de l'Union.

2. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et dépenses et s'assure de la bonne gestion financière. Ce faisant, elle signale en particulier toute irrégularité.

Le contrôle des recettes s'effectue sur la base des constatations comme des versements des recettes à la Communauté l'Union.

Le contrôle des dépenses s'effectue sur la base des engagements comme des paiements.

Ces contrôles peuvent être effectués avant la clôture des comptes de l'exercice budgétaire considéré.

3. Le contrôle a lieu sur pièces et, au besoin, sur place auprès des autres institutions de la Communauté, dans les locaux de tout organisme gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté l'Union et dans les États membres, y compris dans les locaux de toute personne physique ou morale bénéficiaire de versements provenant du budget. Le contrôle dans les États membres s'effectue en liaison avec les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, avec les services nationaux compétents. La Cour des comptes et les institutions de contrôle nationales des États membres pratiquent une coopération empreinte de confiance et respectueuse de leur indépendance. Ces institutions ou services font connaître à la Cour des comptes s'ils entendent participer au contrôle.

Tout document ou toute information nécessaire à l'accomplissement de la mission de la Cour des comptes est communiqué à celle-ci, sur sa demande, par les autres institutions de la Communauté, par les organismes gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté l'Union, par les personnes physiques ou morales bénéficiaires de versements provenant du budget et par les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, par les services nationaux compétents.

En ce qui concerne l'activité de gestion de recettes et de dépenses communautaires de l'Union exercée par la Banque européenne d'investissement, le droit d'accès de la Cour aux informations détenues par la Banque est régi par un accord conclu entre la Cour, la Banque et la Commission. En l'absence d'accord, la Cour a néanmoins accès aux informations nécessaires pour effectuer le contrôle des recettes et des dépenses communautaires de l'Union gérées par la Banque.

4. La Cour des comptes établit un rapport annuel après la clôture de chaque exercice. Ce rapport est transmis aux autres institutions de la Communauté et publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, accompagné des réponses desdites institutions aux observations de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut, en outre, présenter à tout moment ses observations, notamment sous forme de rapports spéciaux, sur des questions particulières et rendre des avis à la demande d'une des autres institutions ~~de la Communauté~~.

Elle adopte ses rapports annuels, rapports spéciaux ou avis à la majorité des membres qui la composent. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres en vue d'adopter certaines catégories de rapports ou d'avis, dans les conditions prévues par son règlement intérieur.

Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget.

La Cour des comptes ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur. ~~Celui-ci est soumis à~~ **Elle statue après** l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

[CHAPITRE 2

DISPOSITIONS COMMUNES À PLUSIEURS INSTITUTIONS]

~~Article 249~~¹

~~Pour l'accomplissement de leur mission et dans les conditions prévues au présent traité, le Parlement européen conjointement avec le Conseil, le Conseil et la Commission arrêtent des règlements et des directives, prennent des décisions et formulent des recommandations ou des avis.~~

~~Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.~~

~~La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.~~

~~La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.~~

~~Les recommandations et les avis ne lient pas.~~

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « actes juridiques de l'Union » du titre V de la partie I (article 24 CONV 571/03).

Clause 258 (ex-article 250)¹

1. *Lorsque, en vertu du présent traité, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité, sous réserve de l'article 251, paragraphes 4 et 5.*

2. *Tant que le Conseil n'a pas statué, la Commission peut modifier sa proposition tout au long des procédures conduisant à l'adoption d'un acte communautaire.*

Clause 259 (ex-article 251)²

1. *Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable.*

2. *La Commission présente une proposition au Parlement européen et au Conseil.*

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis du Parlement européen:

- s'il approuve tous les amendements figurant dans l'avis du Parlement européen, peut arrêter l'acte proposé ainsi amendé;*
- si le Parlement européen ne propose aucun amendement, peut arrêter l'acte proposé;*
- dans les autres cas, arrête une position commune et la transmet au Parlement européen. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position commune. La Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.*

Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen:

- a) approuve la position commune ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé arrêté conformément à cette position commune;*
- b) rejette, à la majorité absolue des membres qui le composent, la position commune, l'acte proposé est réputé non adopté;*
- c) propose, à la majorité absolue des membres qui le composent, des amendements à la position commune, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.*

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I de la Constitution et n'est donc pas traité ici.

² Cet article devrait être adapté en fonction de l'article 250 du traité CE et des recommandations du groupe IX « Simplification » ; il n'est donc pas traité ici.

3. *Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé arrêté sous la forme de la position commune ainsi amendée; toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.*
4. *Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des représentants du Parlement européen. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil. Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine la position commune sur la base des amendements proposés par le Parlement européen.*
5. *Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun, à la majorité absolue des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil. En l'absence d'approbation par l'une ou l'autre des deux institutions dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.*
6. *Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.*
7. *Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.]*

Article 252 ¹

~~Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable:~~

- ~~a) — le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, arrête une position commune;~~
- ~~b) — la position commune du Conseil est transmise au Parlement européen. Le Conseil et la Commission informent pleinement le Parlement européen des raisons qui ont conduit le Conseil à adopter sa position commune ainsi que de la position de la Commission.~~

¹ Article supprimé, voir le rapport du groupe de travail IX, « Simplification », page 16.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- ~~— Si, dans un délai de trois mois après cette communication, le Parlement européen approuve cette position commune ou s'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, le Conseil arrête définitivement l'acte concerné conformément à la position commune;~~
- e) ~~le Parlement européen, dans le délai de trois mois visé au point b), peut, à la majorité absolue des membres qui le composent, proposer des amendements à la position commune du Conseil. Il peut également, à la même majorité, rejeter la position commune du Conseil. Le résultat des délibérations est transmis au Conseil et à la Commission.~~
- ~~— Si le Parlement européen a rejeté la position commune du Conseil, celui-ci ne peut statuer en deuxième lecture qu'à l'unanimité;~~
- d) ~~la Commission réexamine, dans un délai d'un mois, la proposition sur la base de laquelle le Conseil a arrêté sa position commune à partir des amendements proposés par le Parlement européen.~~
- ~~— La Commission transmet au Conseil, en même temps que sa proposition réexaminée, les amendements du Parlement européen qu'elle n'a pas repris, en exprimant son avis à leur sujet. Le Conseil peut adopter ces amendements à l'unanimité;~~
- e) ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte la proposition réexaminée par la Commission.~~
- ~~— Le Conseil ne peut modifier la proposition réexaminée de la Commission qu'à l'unanimité;~~
- f) ~~dans les cas visés aux points c), d) et e), le Conseil est tenu de statuer dans un délai de trois mois. À défaut d'une décision dans ce délai, la proposition de la Commission est réputée non adoptée;~~
- g) ~~les délais visés aux points b) et f) peuvent être prolongés d'un commun accord entre le Conseil et le Parlement européen d'un mois au maximum.~~

Article 253 ¹

~~Les règlements, les directives et les décisions adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil ainsi que lesdits actes adoptés par le Conseil ou la Commission sont motivés et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis en exécution du présent traité.~~

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « principes communs aux actes de l'Union » du titre V de la partie I (article 32 CONV 571/03).

Article 254 ¹

~~1. — Les règlements, les directives et les décisions adoptés conformément à la procédure visée à l'article 251 sont signés par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, et publiés dans le *Journal officiel de l'Union européenne*. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.~~

~~2. — Les règlements du Conseil et de la Commission, ainsi que les directives de ces institutions qui sont adressées à tous les États membres, sont publiés dans le *Journal officiel de l'Union européenne*. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.~~

~~3. — Les autres directives, ainsi que les décisions, sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.~~

Clause 260 (ex-article 255)²

1. *Tout citoyen de l'Union et toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège dans un État membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, sous réserve des principes et des conditions qui seront fixés conformément aux paragraphes 2 et 3.*

2. *Les principes généraux et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice de ce droit d'accès aux documents sont fixés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam.*

3. *Chaque institution visée ci-dessus élabore dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents.*

Clause 261 (ex-article 256)

Les ~~décisions~~ **mesures**³ du Conseil, ~~ou~~ de la Commission **ou de la Banque centrale européenne**⁴ qui comportent, à la charge des personnes autres que les États, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « publication et entrée en vigueur » du titre V de la partie I (article 33 CONV 571/03).

² Cet article pourrait être repris dans la partie I de la Constitution, voir CONV 369/02. Il n'est donc pas traité ici. Néanmoins, il est suggéré que la Convention examine l'opportunité d'étendre l'obligation visée dans le présent article aux agences et autres entités. Au stade actuel, une telle obligation est prévue par certains règlements ayant créés des agences.

³ Le terme « décision » est utilisé ici au sens générique. Il est donc suggéré de le remplacer par « mesures » pour tenir compte du fait qu'il pourrait couvrir d'autres types d'actes.

⁴ Cet ajout permet de procéder à la suppression de l'article 110 (2), quatrième alinéa du traité CE, qui fait renvoi au présent article.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'État **membre** sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet et dont il ~~donnera connaissance à~~ **informera** la Commission et à la Cour de justice.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, suivant la législation nationale.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice. Toutefois, le contrôle de la régularité des ~~mesures~~ **dispositions** d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

[CHAPITRE 3 LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL]¹

Clause 262 (ex-article 257)

Il est institué un Comité économique et social, à caractère consultatif.

Le Comité est composé de représentants des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales, des consommateurs et de l'intérêt général.

Clause 263 (ex-article 258)

Le nombre des membres du Comité économique et social ne dépasse pas trois cent cinquante.

¹ Il est suggéré d'examiner si conformément à la dénomination utilisée actuellement par ce Comité, le terme « européen » devrait être ajouté.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

<i>Belgique</i>	<i>12</i>
<i>Danemark</i>	<i>9</i>
<i>Allemagne</i>	<i>24</i>
<i>Grèce</i>	<i>12</i>
<i>Espagne</i>	<i>21</i>
<i>France</i>	<i>24</i>
<i>Irlande</i>	<i>9</i>
<i>Italie</i>	<i>24</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>12</i>
<i>Autriche</i>	<i>12</i>
<i>Portugal</i>	<i>12</i>
<i>Finlande</i>	<i>9</i>
<i>Suède</i>	<i>12</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>24</i>

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, fixe~~ **adopte à la majorité qualifiée les mesures fixant** les indemnités des membres du Comité.

Clause 264 (ex-article 259)

~~1.— Les membres du Comité sont nommés, sur proposition des États membres,~~¹ pour quatre ans. **Leur mandat est renouvelable.** Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée,~~ **adopte à la majorité qualifiée** la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. ~~Le mandat des membres du Comité est renouvelable.~~²

~~2.— Le Conseil consulte~~ **Il statue après consultation de** la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux intéressés à l'activité de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 265 (ex-article 260)

Le Comité désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur.

¹ La référence à la proposition des États membres fait double emploi avec la phrase suivante.

² Le groupe estime plus logique de traiter d'abord de la durée et du renouvellement du mandat, puis de la procédure de désignation.

Le Comité est convoqué par son président à la demande **du Parlement européen**,¹ du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Clause 266 (ex-article 261)

Le Comité comprend des sections spécialisées pour les principaux domaines couverts par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

Le fonctionnement des sections spécialisées s'exerce dans le cadre des compétences générales du Comité. Les sections spécialisées ne peuvent être consultées indépendamment du Comité.

Il peut être institué, d'autre part, au sein du Comité des sous-comités appelés à élaborer, sur des questions ou dans des domaines déterminés, des projets d'avis à soumettre aux délibérations du Comité.

Le règlement intérieur fixe les modalités de composition et les règles de compétence concernant les sections spécialisées et les sous-comités.

Clause 267 (ex-article 262)

Le Comité est obligatoirement consulté par **le Parlement européen**, le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus ~~au présent traité à la Constitution~~. **Dans tous les autres cas, il** peut être consulté par ces institutions ~~dans tous les cas où elles le jugent opportun~~. Il peut **également** prendre l'initiative d'émettre un avis dans les cas où il le juge opportun.

S'il l'estime nécessaire, **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du Comité et l'avis de la section spécialisée, ainsi qu'un compte rendu des délibérations, sont transmis **au Parlement européen**, au Conseil et à la Commission.

~~Le Comité peut être consulté par le Parlement européen.~~²

¹ Cette modification, tout comme celles aux articles 262, 264 et 265 sont opportunes pour mettre le Parlement européen sur pied d'égalité avec le Conseil, dans le cadre de la procédure législative, comme recommandé par le rapport du groupe de travail IX « Simplification », CONV 424/02, page 15.

² Cette suppression est la conséquence des autres modifications apportées au présent article, voir footnote ad article 260.

[CHAPITRE 4

LE COMITÉ DES RÉGIONS]

Clause 268 (ex-article 263)

Il est institué un comité à caractère consultatif, ci-après dénommé "Comité des régions", composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

Le nombre des membres du Comité des régions ne dépasse pas trois cent cinquante.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

<i>Belgique</i>	<i>12</i>
<i>Danemark</i>	<i>9</i>
<i>Allemagne</i>	<i>24</i>
<i>Grèce</i>	<i>12</i>
<i>Espagne</i>	<i>21</i>
<i>France</i>	<i>24</i>
<i>Irlande</i>	<i>9</i>
<i>Italie</i>	<i>24</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>12</i>
<i>Autriche</i>	<i>12</i>
<i>Portugal</i>	<i>12</i>
<i>Finlande</i>	<i>9</i>
<i>Suède</i>	<i>12</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>24</i>

Les membres du Comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, ~~sur proposition des États membres respectifs,~~¹ pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée,~~ adopte **à la majorité qualifiée** la liste des membres et des suppléants établie conformément aux propositions faites par ~~chaque~~ **les États membres respectifs**. À l'échéance du mandat visé au premier alinéa en vertu duquel ils ont été proposés, le mandat des membres du Comité prend fin d'office et ils sont remplacés pour la période restante dudit mandat selon la même procédure. Ils ne peuvent pas être simultanément membres du Parlement européen.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

¹ La référence à la proposition des États membres fait double emploi avec la phrase suivante.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 269 (ex-article 264)

Le Comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur.

Le Comité est convoqué par son président à la demande **du Parlement européen**, du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Clause 270 (ex-article 265)

Le Comité des régions est consulté par **le Parlement européen**, le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus ~~au présent traité~~ **à la Constitution** et dans tous les autres cas, en particulier lorsqu'ils ont trait à la coopération transfrontière, où l'une de ces deux institutions le juge opportun.

S'il l'estime nécessaire, **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

Lorsque le Comité économique et social est consulté en application de [l'article 262], le Comité des régions est informé par **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission de cette demande d'avis. [~~Le Comité des régions peut, lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu, émettre un avis à ce sujet.~~]¹

~~Le Comité des régions peut être consulté par le Parlement européen.~~²

Il peut émettre un avis de sa propre initiative **lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu** ~~dans les cas où il le juge utile.~~

L'avis du Comité ainsi qu'un compte rendu des délibérations sont transmis **au Parlement européen**, au Conseil et à la Commission.

¹ Il est suggéré de fusionner cette phrase avec l'avant-dernier alinéa du présent article, compte tenu du fait que ce dernier prévoit que le Comité peut émettre un avis de sa propre initiative dans tous les cas.

² Cette suppression est la conséquence des autres modifications apportées au présent article, voir footnote ad article 260.

[CHAPITRE 5

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT]

Clause 271 (ex-article 266)

La Banque européenne d'investissement est dotée de la personnalité juridique.

Les membres de la Banque européenne d'investissement sont les États membres.

Les statuts de la Banque européenne d'investissement font l'objet d'un protocole ~~annexé au présent traité. Le Conseil, statuant à l'unanimité, à la demande de la Banque européenne d'investissement et après consultation du Parlement européen et de la Commission, ou à la demande de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque européenne d'investissement,~~ peut modifier les articles 4, 11 et 12 et l'article 18, paragraphe 5, des statuts de la Banque. **Il statue à l'unanimité soit à la demande de la Banque européenne d'investissement après consultation de la Commission, soit à la demande de la Commission après consultation de la Banque européenne d'investissement. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.**

Clause 272 (ex-article 267)

La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché ~~commun~~ **intérieur** dans l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**. À cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets ci-après, dans tous les secteurs de l'économie:

- a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées;
- b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres;
- c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres.

Dans l'accomplissement de sa mission, la Banque facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des fonds structurels et des autres instruments financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

[TITRE II¹

DISPOSITIONS FINANCIÈRES]

Clause 273 (ex-article 268)²

Toutes les recettes et les dépenses de la Communauté, y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions du traité sur l'Union européenne relatives à la politique étrangère et de sécurité commune et à la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures³ sont à la charge du budget. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions peuvent, selon les conditions visées par celles-ci, être mises à la charge du budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Clause 274 (ex-article 269)

Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les dispositions relatives au système des ressources propres de la Communauté dont il recommande l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Clause 275 (ex-article 270)

En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte communautaire, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas de mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de la Communauté découlant des dispositions fixées par le Conseil en vertu de l'article 269.

¹ Certaines dispositions de ce titre pourraient être reprises dans la partie I de la Constitution, voir CONV 369/02.

² Les articles 268 à 273 devraient être examinés par la Convention dans le cadre de la partie I et ne sont donc pas traités ici.

³ Cette référence n'est pas conforme aux modifications apportées au traité UE par le traité d'Amsterdam ; l'intitulé correct est « dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale ».

Clause 276 (ex-article 271)

Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire, sauf dispositions contraires du règlement pris en exécution de [l'article 279].

Dans les conditions qui seront déterminées en application de [l'article 279], les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant.

Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement pris en exécution de [l'article 279].

Les dépenses du Parlement européen, du Conseil, de la Commission et de la Cour de justice font l'objet de parties séparées du budget sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

Clause 277 (ex-article 272)

1. L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

2. Chacune des institutions de la Communauté dresse, avant le 1^{er} juillet, un état prévisionnel de ses dépenses. La Commission groupe ces états dans un avant-projet de budget. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes.

Cet avant-projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.

3. Le Conseil doit être saisi par la Commission de l'avant-projet de budget au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il consulte la Commission et, le cas échéant, les autres institutions intéressées toutes les fois qu'il entend s'écarter de cet avant-projet.

Statuant à la majorité qualifiée, il établit le projet de budget et le transmet au Parlement européen.

4. Le Parlement européen doit être saisi du projet de budget au plus tard le 5 octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il a le droit d'amender, à la majorité des membres qui le composent, le projet de budget et de proposer au Conseil, à la majorité absolue des suffrages exprimés, des modifications au projet en ce qui concerne les dépenses découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci.

Si, dans un délai de quarante-cinq jours après communication du projet de budget, le Parlement européen a donné son approbation, le budget est définitivement arrêté. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas amendé le projet de budget ni proposé de modification à celui-ci, le budget est réputé définitivement arrêté.

Si, dans ce délai, le Parlement européen a adopté des amendements ou proposé des modifications, le projet de budget ainsi amendé ou assorti de propositions de modification est transmis au Conseil.

5. Après avoir délibéré du projet de budget avec la Commission et, le cas échéant, avec les autres institutions intéressées, le Conseil statue dans les conditions suivantes:

- a) le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, modifier chacun des amendements adoptés par le Parlement européen;*
- b) en ce qui concerne les propositions de modification:*
 - si une modification proposée par le Parlement européen n'a pas pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, notamment du fait que l'augmentation des dépenses qu'elle entraînerait serait expressément compensée par une ou plusieurs modifications proposées comportant une diminution correspondante des dépenses, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, rejeter cette proposition de modification. À défaut d'une décision de rejet, la proposition de modification est acceptée;*
 - si une modification proposée par le Parlement européen a pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, accepter cette proposition de modification. À défaut d'une décision d'acceptation, la proposition de modification est rejetée;*
 - si, en application des dispositions de l'un des deux alinéas précédents, le Conseil a rejeté une proposition de modification, il peut, statuant à la majorité qualifiée, soit maintenir le montant figurant dans le projet de budget, soit fixer un autre montant.*

Le projet de budget est modifié en fonction des propositions de modification acceptées par le Conseil.

Si, dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Conseil n'a modifié aucun des amendements adoptés par le Parlement européen et si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été acceptées, le budget est réputé définitivement arrêté. Le Conseil informe le Parlement européen du fait qu'il n'a modifié aucun des amendements et que les propositions de modification ont été acceptées.

Si, dans ce délai, le Conseil a modifié un ou plusieurs des amendements adoptés par le Parlement européen ou si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été rejetées ou modifiées, le projet de budget modifié est transmis de nouveau au Parlement européen. Le Conseil expose à celui-ci le résultat de ses délibérations.

6. Dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Parlement européen, informé de la suite donnée à ses propositions de modification, peut, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, amender ou rejeter les modifications apportées par le Conseil à ses amendements et arrête en conséquence le budget. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas statué, le budget est réputé définitivement arrêté.

7. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que le budget est définitivement arrêté.

8. Toutefois, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des deux tiers des suffrages exprimés, peut, pour des motifs importants, rejeter le projet de budget et demander qu'un nouveau projet lui soit soumis.

9. Pour l'ensemble des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, un taux maximal d'augmentation par rapport aux dépenses de même nature de l'exercice en cours est fixé chaque année.

La Commission, après avoir consulté le comité de politique économique, constate ce taux maximal, qui résulte:

- de l'évolution du produit national brut en volume dans la Communauté,
 - de la variation moyenne des budgets des États membres
- et
- de l'évolution du coût de la vie au cours du dernier exercice.

Le taux maximal est communiqué, avant le 1^{er} mai, à toutes les institutions de la Communauté. Celles-ci sont tenues de le respecter au cours de la procédure budgétaire, sous réserve des dispositions des quatrième et cinquième alinéas du présent paragraphe.

Si, pour les dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le taux d'augmentation qui résulte du projet de budget établi par le Conseil est supérieur à la moitié du taux maximal, le Parlement européen, dans l'exercice de son droit d'amendement, peut encore augmenter le montant total desdites dépenses dans la limite de la moitié du taux maximal.

Lorsque le Parlement européen, le Conseil ou la Commission estime que les activités des Communautés exigent un dépassement du taux établi selon la procédure définie au présent paragraphe, un nouveau taux peut être fixé par accord entre le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, et le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

10. Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect des dispositions du traité et des actes arrêtés en vertu de celui-ci, notamment en matière de ressources propres aux Communautés et d'équilibre des recettes et des dépenses.

Clause 278 (ex-article 273)

Si, au début d'un exercice budgétaire, le budget n'a pas encore été voté, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre division, d'après les dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut, sous réserve que les autres conditions fixées au premier alinéa soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième.

Si cette décision concerne des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le Conseil la transmet immédiatement au Parlement européen; dans un délai de trente jours, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, peut prendre une décision différente sur ces dépenses en ce qui concerne la partie excédant le douzième visé au premier alinéa. Cette partie de la décision du Conseil est suspendue jusqu'à ce que le Parlement européen ait pris sa décision. Si, dans le délai précité, le Parlement européen n'a pas pris une décision différente de la décision du Conseil, cette dernière est réputée définitivement arrêtée.

Les décisions visées aux deuxième et troisième alinéas prévoient les mesures nécessaires en matière de ressources pour l'application du présent article.

Clause 279 (ex-article 274)

La Commission exécute le budget, conformément ~~aux dispositions des règlements pris~~ **aux lois européennes/règlements européen adopté(e)s** en exécution de [l'article 279], sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués, conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres coopèrent avec la Commission pour faire en sorte que les crédits soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière.

~~Le règlement~~ **La loi européenne/règlement européen** prévoit les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres.

À l'intérieur du budget, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions fixées par ~~le règlement pris~~ **la loi européenne/règlement européen adopté(e)** en exécution de [l'article 279], à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

Clause 280 (ex-article 275)

La Commission soumet chaque année **au Parlement européen et au Conseil** ~~et au Parlement européen~~ les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Clause 281 (ex-article 276)

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. À cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes et le bilan financier visés à [l'article 275], le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contrôlées aux observations de la Cour des comptes, la déclaration d'assurance visée à [l'article 248, paragraphe 1, second alinéa,] ainsi que les rapports spéciaux pertinents de la Cour des comptes.

2. Avant de donner décharge à la Commission, ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.

3. La Commission met tout en œuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.

À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

Clause 282 (ex-article 277)

Le budget est établi ~~dans l'unité de compte fixée conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279~~ **en euros**.

Clause 283 (ex-article 278)

La Commission peut, sous réserve d'en informer les autorités compétentes des États intéressés, transférer dans la monnaie de l'un des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par ~~le présent traité~~ **la Constitution**. La Commission évite, dans la mesure du possible, de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans les monnaies dont elle a besoin.

La Commission communique avec chacun des États membres par l'intermédiaire de l'autorité qu'il désigne. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la banque d'émission de l'État membre intéressé ou à une autre institution financière agréée par celui-ci.

Clause 284 (ex-article 279)

1. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes:~~

- a) ~~arrête les~~ **adopte les lois financières européennes**/règlements financiers **européens**¹ spécifiant notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes;
- b) détermine les règles et organise le contrôle de la responsabilité des contrôleurs financiers, ordonnateurs et comptables.

Le Conseil statue à l'unanimité et, À à partir du 1^{er} janvier 2007, le Conseil statue à la majorité qualifiée. sur proposition de la Commission et Il statue après consultation du Parlement européen et ~~avis de la Cour des comptes.~~

2. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes,~~ **adopte à l'unanimité les mesures fixe fixant** les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont mises à la disposition de la Commission, **ainsi que et définit** les mesures à appliquer pour faire face, le cas échéant, aux besoins de trésorerie. **Il statue après consultation du Parlement européen et de la Cour des comptes.**

Clause 285 (ex-article 280)

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres combattent la fraude et tout autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** par des mesures prises conformément au présent article qui sont dissuasives et offrent une protection effective dans les États membres.

2. Les États membres prennent les mêmes ~~mesures~~ **dispositions** pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

3. Sans préjudice d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~, les États membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** contre la fraude. À cette fin, ils organisent, avec la Commission, une collaboration étroite et régulière entre les autorités compétentes.

4. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant~~ conformément à la procédure visée à l'article 251, ~~arrête, après consultation de la Cour des comptes, législative, adoptent~~ les mesures nécessaires dans les domaines de la prévention de la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** et de la lutte contre cette fraude en vue d'offrir une protection effective et équivalente dans les États membres. **Il statue après consultation de la Cour des comptes.** Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

5. La Commission, en coopération avec les États membres, adresse chaque année au Parlement européen et au Conseil un rapport sur les mesures ~~prises~~ **et dispositions adoptées** pour la mise en œuvre du présent article.

[AUTRES DISPOSITIONS] ¹

Clause 286 (ex-article 11)²

1. *Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par le présent traité adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.*

2. *L'autorisation de procéder à une coopération renforcée visée au paragraphe 1 est accordée, dans le respect des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. Lorsque la coopération renforcée vise un domaine qui relève de la procédure visée à l'article 251 du présent traité, l'avis conforme du Parlement européen est requis.*

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe.

3. *Les actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre des actions de coopération renforcée sont soumis à toutes les dispositions pertinentes du présent traité, sauf dispositions contraires du présent article et des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne.*

¹ Suggestion de nouvel intitulé qui ne figurait pas dans la structure du 28 octobre 2002.

² Les articles 11 et 11A seront examinés par la Convention.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 287 (ex-article 11 A)

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 11 notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission statue à son sujet, ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires.

Clause 288 (ex-article 282)

Dans chacun des États membres, ~~la Communauté~~ **l'Union** possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice. À cet effet, elle est représentée par la Commission.

Clause 289 (ex-article 283)

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, arrête,~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation des autres institutions intéressées,~~ **adopte à la majorité qualifiée** le statut des fonctionnaires ~~des Communautés européennes de l'Union~~ et le régime applicable aux autres agents de ~~ces Communautés de l'Union~~. **Il statue après consultation des autres institutions intéressées.**

Clause 290 (ex-article 284)

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions fixées par le Conseil en conformité avec ~~les dispositions du présent traité~~ **la Constitution**.

Clause 291 (ex-article 285)

1. Sans préjudice de l'article 5 du protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, **le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure ~~visée à l'article 251, arrête législative,~~ **adoptent** des mesures ~~en vue de pour~~ l'établissement de statistiques, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement des activités de ~~la Communauté~~ **l'Union**.
2. L'établissement des statistiques se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques.

Clause 292 (ex-article 286)¹

1. ~~À partir du 1^{er} janvier 1999, les~~ **Les actes communautaires de l'Union** relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes institués par ~~le présent traité~~ **la Constitution** ou sur la base de ~~celui-ci~~ **celle-ci**.

2. ~~Avant la date visée au paragraphe 1,~~ **Le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure ~~visée à l'article 251, institue~~ **législative, adoptent les mesures instituant** un organe indépendant de contrôle chargé de surveiller l'application ~~desdits actes communautaires visés au paragraphe 1~~ **aux institutions et organes communautaires de l'Union, et adopte, le cas échéant, ainsi que** toute autre ~~disposition~~ **mesure** utile.

Clause 293 (ex-article 287)²

Les membres des institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union**, les membres des comités ainsi que les fonctionnaires et agents de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.

Clause 294 (ex-article 288)

La responsabilité contractuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union** est régie par la loi applicable au contrat en cause.

En matière de responsabilité non contractuelle, ~~la Communauté~~ **l'Union**³ doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres, les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Le deuxième alinéa s'applique selon les mêmes conditions aux dommages causés par la *BCE* ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La responsabilité personnelle des agents envers ~~la Communauté~~ **l'Union** est réglée dans les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable.

¹ On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cette disposition aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

² On pourrait s'interroger sur l'opportunité d'étendre l'obligation visée dans le présent article aux agences et autres entités, compte tenu aussi de l'éventuelle extension de l'obligation prévue à l'article 255 du traité CE.

³ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (responsabilité extracontractuelle) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Clause 295 (ex-article 289)

Le siège des institutions de ~~la Communauté~~ **L'Union** est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

Clause 296 (ex-article 290)

Le **Conseil adopte à l'unanimité les mesures fixant le** régime linguistique des institutions de ~~la Communauté~~ **L'Union** est fixé, sans préjudice des dispositions prévues par le **du** statut de la Cour de justice, ~~par le Conseil statuant à l'unanimité.~~

Clause 297 (ex-article 291)

~~La Communauté~~ **L'Union** jouit sur le territoire des États membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions définies au protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes¹. Il en est de même de la Banque centrale européenne, ~~de l'Institut monétaire européen~~ et de la Banque européenne d'investissement.

Clause 298 (ex-article 292)²

Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution** à un mode de règlement autre que ceux prévus par ~~celui-ci~~ **celle-ci**.

Clause 299 (ex-article 307)

Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, antérieurement à la date de leur adhésion, entre un ou plusieurs États membres, d'une part, et un ou plusieurs États tiers, d'autre part, ne sont pas affectés par ~~les dispositions du présent traité~~ **la Constitution**.

Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**, le ou les États membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin et adoptent le cas échéant une attitude commune.

¹ Voir footnote ad article 247 (changement de la dénomination du protocole).

² On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension de du champ d'application de cette disposition aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

Dans l'application des conventions visées au premier alinéa, les États membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans ~~le présent traité~~ **la Constitution** par chacun des États membres font partie intégrante ~~de l'établissement de la Communauté~~ **l'Union** et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions communes, à l'attribution de compétences en leur faveur et à l'octroi des mêmes avantages par tous les autres États membres.

* * *

**Dispositions des traités CE et UE qui ne se
retrouvent pas dans la partie II
du projet de Constitution**

*Elles figureront soit dans la partie I, soit dans la partie III
(dispositions générales et finales)¹*

¹ Pour mémoire, certains articles sont barrés soit parce qu'ils font l'objet de projets d'articles proposés par le Praesidium, soit parce qu'ils sont obsolètes. Les articles reproduits en italiques sont ceux qui font ou feront l'objet d'un examen au fond par la Convention (voir annexe I au rapport).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

[Dispositions reprises du traité CE]

~~Article premier¹~~

~~Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTE EUROPÉENNE.~~

~~Article 2~~

~~La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.~~

~~Article 3~~

~~1. — Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité:~~

- ~~a) — l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent,~~
- ~~b) — une politique commerciale commune,~~
- ~~c) — un marché intérieur caractérisé par l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux,~~
- ~~d) — des mesures relatives à l'entrée et à la circulation des personnes conformément au titre IV,~~
- ~~e) — une politique commune dans les domaines de l'agriculture et de la pêche,~~

¹ Les articles 1, 2 et 3(1) sont supprimés et remplacés par des projets d'article (établissement, valeurs et objectifs de l'Union) de la partie I (articles 1, 2 et 3 CONV 528/03).

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- f) — ~~une politique commune dans le domaine des transports,~~
- g) — ~~un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur,~~
- h) — ~~le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,~~
- i) — ~~la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des États membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi,~~
- j) — ~~une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen,~~
- k) — ~~le renforcement de la cohésion économique et sociale,~~
- l) — ~~une politique dans le domaine de l'environnement,~~
- m) — ~~le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté,~~
- n) — ~~la promotion de la recherche et du développement technologique,~~
- o) — ~~l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens,~~
- p) — ~~une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé,~~
- q) — ~~une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres,~~
- r) — ~~une politique dans le domaine de la coopération au développement,~~
- s) — ~~l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social,~~
- t) — ~~une contribution au renforcement de la protection des consommateurs,~~
- u) — ~~des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.~~

2. [...] ¹

Article 5²

La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité.

¹ Ce paragraphe figure ci-dessus sous "dispositions communes" au début de la version complémentaire.

² L'article 5 est supprimé et remplacé par le projet d'article "principes fondamentaux" de la partie I (article 8 CONV 528/03).

~~Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.~~

~~L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité.~~

Article 7¹

1. La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assurée par:

- un PARLEMENT EUROPÉEN,*
- un CONSEIL,*
- une COMMISSION,*
- une COUR DE JUSTICE,*
- une COUR DES COMPTES.*

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité.

2. Le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions exerçant des fonctions consultatives.

Article 8²

Il est institué, selon les procédures prévues par le présent traité, un Système européen de banques centrales, ci-après dénommé «SEBC», et une Banque centrale européenne, ci-après dénommée «BCE»; ils agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par le présent traité et les statuts du SEBC et de la BCE, ci-après dénommés «statuts du SEBC», qui lui sont annexés.

¹ Les articles 7 à 10 sont ou seront couverts par la partie I.

² On peut se demander s'il est souhaitable que la Constitution contienne des abréviations ("BCE" pour "Banque centrale européenne" par exemple) ou s'il n'est pas plus clair pour les lecteurs d'utiliser le nom usuel de l'institution ou de l'organe concerné. La Banque européenne d'investissement, (article 9), n'est pas abrégée "BEI" dans les articles du traité. Si l'on compte utiliser de telles abréviations il faudra s'assurer que les explications de ces abréviations figureront quelque part dans la Constitution.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Article 9

Il est institué une Banque européenne d'investissement qui agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité et les statuts qui lui sont annexés.

Article 10

Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité.

~~Article 17¹~~

~~1. — Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.~~

~~2. — Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.~~

[QUATRIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER]²

Article 182

~~Les États membres conviennent d'associer à la Communauté~~ pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières **sont associées à l'Union**. Ces pays et territoires, ci-après dénommés «pays et territoires», sont énumérés à ~~la liste qui fait l'objet de [l'annexe II] du présent traité.~~

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble.

¹ L'article 17 est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(1) CONV 528/03).

² La partie "PTOM" vise à une application partielle du régime du traité CE aux pays et territoires concernés. Elle pourrait être placée dans les dispositions finales qui traitent de l'application territoriale de la Constitution. En outre, il conviendrait d'inclure une référence au régime d'association dans la première partie de la Constitution.

Conformément aux principes énoncés ~~dans le préambule du présent traité...~~¹, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Article 183

L'association poursuit les objectifs ci-après.

- 1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.
- 2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
- 3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
- 4) Pour les investissements financés par ~~la Communauté~~ **l'Union**, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.
- 5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des ~~dispositions~~ **mesures** particulières ~~prises~~ **adoptées** en vertu de [l'article 187].

Article 184

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane ~~qui intervient entre les États membres conformément aux dispositions du présent traité~~ **prévues par la Constitution**.
2. À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément ~~aux dispositions de~~ à [l'article 25].
3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

¹ Il conviendrait de reprendre les principes en question, qui figurent actuellement au préambule du traité CE. Ils devraient être repris dans la Constitution et, le cas échéant, dans cette disposition.

Les droits visés ~~à l'~~¹ **au premier** alinéa ~~ci-dessus~~ ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.

5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

Article 185

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application ~~des dispositions~~ de [l'article 184, paragraphe 1], de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres **de prendre les mesures** ~~dispositions~~ nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 186¹

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres.

Article 187

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité, établit~~ **adopte à l'unanimité**,² à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté~~ **l'Union** et sur la base des principes inscrits ~~dans le présent traité...~~³, les ~~dispositions~~ **mesures** relatives aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté~~ **l'Union**.

¹ Cet article devrait être adapté pour tenir compte de la compétence de l'Union de régler la libre circulation des travailleurs des pays tiers dans les États membres (voir l'article 187 ci-dessous). En outre, il est rappelé que le groupe de travail X "Liberté, sécurité et justice" a recommandé de supprimer le recours à la convention entre États membres comme instrument juridique pour atteindre les objectifs de l'Union.

² On notera qu'ici le Conseil statue sans proposition de la Commission.

³ Voir footnote ad l'article 182, alinéa 3, CE, ci-dessus.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Article 188

Les ~~dispositions~~ des articles 182 à 187 sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, ~~annexé au présent traité.~~

SIXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 281¹

~~La Communauté a la personnalité juridique.~~

[Article 293 ²

Les États membres engageront entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants:

- la protection des personnes, ainsi que la jouissance et la protection des droits dans les conditions accordées par chaque État à ses propres ressortissants,
- l'élimination de la double imposition à l'intérieur de la Communauté,
- la reconnaissance mutuelle des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, le maintien de la personnalité juridique en cas de transfert du siège de pays en pays et la possibilité de fusion de sociétés relevant de législations nationales différentes,
- la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales.]

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « personnalité juridique » du titre I de la partie I (article 4 CONV 528/03).

² Au vu des recommandations des groupes du travail IX « Simplification » et X « Liberté, sécurité et justice », concernant la suppression de l'instrument de la convention, il est suggéré que la Convention examine quel sort elle devrait réserver à cet article.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

1. ~~Le présent traité~~ **La Constitution**¹ s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord².

2. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ~~sont~~ **est** applicables aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries.

Toutefois, compte tenu de la situation économique et sociale structurelle des départements français d'outre-mer, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, arrête,~~ **adopte à la majorité qualifiée** des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application ~~du présent traité de la~~ **Constitution** à ces régions, y compris les politiques communes. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le Conseil, en ~~arrétant~~ **adoptant** les mesures visées au deuxième alinéa, tient compte des domaines tels que les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les conditions d'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides d'État, et les conditions d'accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Conseil ~~arrête~~ **adopte** les mesures visées au deuxième alinéa en tenant compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultrapériphériques sans nuire à l'intégrité et à la cohérence de l'ordre juridique ~~communautaire~~ **de l'Union**, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à [l'annexe II] ~~du présent traité~~ font l'objet du régime spécial d'association défini dans la [quatrième partie] de ~~ce traité~~ **la Constitution**.

~~Le présent traité~~ **La Constitution** ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste ~~précitée~~ **figurant à l'annexe II**.

4. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** s'appliquent aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.

¹ On notera que l'article 299 ne s'applique qu'au seul TCE et que le remplacement du mot « traité par « Constitution » soulève la question du champ d'application territoriale de la Constitution.

² Ce paragraphe devra être adapté conformément à l'Acte d'adhésion.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

5. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** s'appliquent aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.
6. Par dérogation aux paragraphes précédents:
- a) ~~le présent traité la Constitution~~ ne s'applique pas aux îles Féroé;
 - b) ~~le présent traité la Constitution~~ ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;
 - c) ~~les dispositions du présent traité la Constitution ne sont n'est~~ applicables aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.

Article 305¹

1. — ~~Les dispositions du présent traité ne modifient pas celles du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des États membres, les pouvoirs des institutions de cette Communauté et les règles posées par ce traité pour le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier.~~

2. — ~~Les dispositions du présent traité La Constitution ne dérogent pas aux stipulations du au~~ traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Article 306

~~Les dispositions du présent traité La Constitution ne font fait~~ pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application ~~du présent traité La Constitution~~.

¹ Cet article pourrait être réexaminé, en fonction du traitement de la question relative au traité EURATOM.

Article 308¹

~~Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées.~~

Article 309²

1. *Lorsqu'il a été décidé de suspendre les droits de vote du représentant du gouvernement d'un État membre conformément à l'article 7, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, ces droits de vote sont également suspendus en ce qui concerne le présent traité.*

2. *En outre, lorsque l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne a été constatée conformément à l'article 7, paragraphe 2, dudit traité, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'État membre en question. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.*

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du présent traité restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

3. *Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 2 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.*

4. *Lorsqu'il prend les décisions visées aux paragraphes 2 et 3, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Par dérogation à l'article 205, paragraphe 2, la majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2.*

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 1. Dans ces cas, une décision requérant l'unanimité est prise sans le vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question.

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « clause de flexibilité » du titre III de la partie I (article 16 CONV 528/03).

² Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I et n'est donc pas traité ici.
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Article 311¹

Les protocoles qui, du commun accord des États membres, seront annexés au présent traité en font partie intégrante.

Article 312

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

DISPOSITIONS FINALES

Article 313

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

Le présent traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si ce dépôt a lieu moins de quinze jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du traité est reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

Article 314

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

En vertu des traités d'adhésion, font également foi les versions du présent traité en langues anglaise, danoise, espagnole, finnoise, grecque, irlandaise, portugaise et suédoise.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

¹ Les articles 311 à 314 devraient être repris dans la partie III (voir CONV 369/02) et ne sont donc pas traités ici.

[Dispositions reprises du traité UE]

Article premier¹

~~Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre elles une UNION EUROPÉENNE, ci après dénommée «Union».~~

~~Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens.~~

~~L'Union est fondée sur les Communautés européennes complétées par les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité. Elle a pour mission d'organiser de façon cohérente et solidaire les relations entre les États membres et entre leurs peuples.~~

Article 2

~~L'Union se donne pour objectifs:~~

- ~~— de promouvoir le progrès économique et social ainsi qu'un niveau d'emploi élevé, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux dispositions du présent traité;~~
- ~~— d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 17;~~
- ~~— de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses États membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union;~~
- ~~— de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène;~~

¹ Les articles 1 et 2 sont supprimés et remplacés par des projets d'articles (établissement, valeurs et objectifs de l'Union) de la partie I (articles 1, 2 et 3 CONV 528/03).

~~de maintenir intégralement l'acquis communautaire et de le développer afin d'examiner dans quelle mesure les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité devraient être révisées en vue d'assurer l'efficacité des mécanismes et institutions communautaires.~~

~~Les objectifs de l'Union sont atteints conformément aux dispositions du présent traité, dans les conditions et selon les rythmes qui y sont prévus, dans le respect du principe de subsidiarité tel qu'il est défini à l'article 5 du traité instituant la Communauté européenne.~~

Article 3

L'Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées en vue d'atteindre ses objectifs, tout en respectant et en développant l'acquis communautaire.¹

[...]²

Article 4³

Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le Conseil européen réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par les ministres chargés des affaires étrangères des États membres et par un membre de la Commission. Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil.

Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

Article 5

Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de justice et la Cour des comptes exercent leurs attributions dans les conditions et aux fins prévues, d'une part, par les dispositions des traités instituant les Communautés européennes et des traités et actes subséquents qui les ont modifiés ou complétés et, d'autre part, par les autres dispositions du présent traité.

¹ Ce point sera couvert par le titre IV (institutions) de la partie I.

² Cet alinéa figure ci-dessus au chapitre B.Vbis. (action extérieure, autres dispositions) de la version complémentaire.

³ Les articles 4 et 5 seront couverts par le titre IV (institutions) de la partie I.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

Article 6¹

~~1. — L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres.~~

~~2. — L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.~~

~~3. — L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres.~~

4. [L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.]²

Article 7³

1. Sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après avis conforme du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, et lui adresser des recommandations appropriées. Avant de procéder à cette constatation, le Conseil entend l'État membre en question et peut, statuant selon la même procédure, demander à des personnalités indépendantes de présenter dans un délai raisonnable un rapport sur la situation dans l'État membre en question.

Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.

2. Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, après avoir invité le gouvernement de cet État membre à présenter toute observation en la matière.

¹ Le paragraphe (1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "valeurs" de la partie I (article 2 CONV 528/03); le paragraphe (2) est supprimé et remplacé par le projet d'article "droits fondamentaux" de la partie I (article 5(3) CONV 528/03; le paragraphe (3) est supprimé et remplacé par le projet d'article "établissement de l'Union" de la partie I (article 1(2) CONV 528/03).

² Il est suggéré que ce paragraphe soit en effet couvert par la partie I, et pourrait être supprimé.

³ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I et n'est donc pas traité ici.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

3. Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'État membre en question, y compris les droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du présent traité restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

4. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 3 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

5. Aux fins du présent article, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 3.

6. Aux fins des paragraphes 1 et 2, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.

Article 43

Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par le présent traité et le traité instituant la Communauté européenne, à condition que la coopération envisagée:

- a) tende à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union et de la Communauté, à préserver et servir leurs intérêts et à renforcer leur processus d'intégration;*
- b) respecte lesdits traités ainsi que le cadre institutionnel unique de l'Union;*
- c) respecte l'acquis communautaire et les mesures prises au titre des autres dispositions desdits traités;*
- d) reste dans les limites des compétences de l'Union ou de la Communauté et ne porte pas sur les domaines relevant de la compétence exclusive de la Communauté;*
- e) ne porte pas atteinte au marché intérieur tel que défini à l'article 14, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, ni à la cohésion économique et sociale établie conformément au titre XVII du même traité;*

- f) *ne constitue ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres et ne provoque pas de distorsions de concurrence entre ceux-ci;*
- g) *réunisse au minimum huit États membres;*
- h) *respecte les compétences, droits et obligations des États membres qui n'y participent pas;*
- i) *n'affecte pas les dispositions du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne;*
- j) *soit ouverte à tous les États membres, conformément à l'article 43 B.*

Article 43 A

Les coopérations renforcées ne peuvent être engagées qu'en dernier ressort, lorsqu'il a été établi au sein du Conseil que les objectifs qui leur sont assignés ne peuvent être atteints, dans un délai raisonnable, en appliquant les dispositions pertinentes des traités.

Article 43 B

Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres. Elles le sont également à tout moment, conformément aux articles 27 E et 40 B du présent traité et à l'article 11 A du traité instituant la Communauté européenne, sous réserve de respecter la décision initiale ainsi que les décisions prises dans ce cadre. La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à encourager la participation du plus grand nombre possible d'États membres.

Article 44

1. Aux fins de l'adoption des actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre d'une coopération renforcée visée à l'article 43, les dispositions institutionnelles pertinentes du présent traité et du traité instituant la Communauté européenne s'appliquent. Toutefois, alors que tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, seuls ceux qui représentent des États membres participant à la coopération renforcée prennent part à l'adoption des décisions. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres concernés du Conseil que celles fixées à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne et à l'article 23, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas, du présent traité pour ce qui est d'une coopération renforcée établie sur la base de l'article 27 C. L'unanimité est constituée par les voix des seuls membres concernés du Conseil.

De tels actes et décisions ne font pas partie de l'acquis de l'Union.

2. Les États membres appliquent, dans la mesure où ils sont concernés, les actes et décisions pris pour la mise en œuvre de la coopération renforcée à laquelle ils participent. De tels actes et décisions ne lient que les États membres qui y participent et ne sont, le cas échéant, directement applicables que dans ces États. Les États membres ne participant pas à la coopération renforcée n'entravent pas sa mise en œuvre par les États membres qui y participent.

Article 44 A

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

Article 45

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises sur la base du présent titre, ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union et de la Communauté, et coopèrent à cet effet.

TITRE VIII¹

DISPOSITIONS FINALES

Article 46

Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique qui sont relatives à la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes et à l'exercice de cette compétence ne sont applicables qu'aux dispositions suivantes du présent traité:

- a) les dispositions portant modification du traité instituant la Communauté économique européenne en vue d'établir la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique;*
- b) les dispositions du titre VI, dans les conditions prévues à l'article 35;*
- c) les dispositions du titre VII, dans les conditions prévues aux articles 11 et 11 A du traité instituant la Communauté européenne et à l'article 40 du présent traité;*

¹ Ce titre sera repris dans les dispositions générales et finales (la partie III).
Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume I

- d) *l'article 6, paragraphe 2, en ce qui concerne l'action des institutions, dans la mesure où la Cour est compétente en vertu des traités instituant les Communautés européennes et du présent traité;*
- 2) e) *les seules prescriptions de procédure contenues dans l'article 7, la Cour statuant à la demande de l'État membre concerné et dans un délai d'un mois à compter de la date de la constatation du Conseil prévue par ledit article;*
- f) *les articles 46 à 53.*

Article 47

Sous réserve des dispositions portant modification du traité instituant la Communauté économique européenne en vue d'établir la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et des présentes dispositions finales, aucune disposition du présent traité n'affecte les traités instituant les Communautés européennes ni les traités et actes subséquents qui les ont modifiés ou complétés.

Article 48

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des traités sur lesquels est fondée l'Union.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter auxdits traités. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 49

Tout État européen qui respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent.

Les conditions de l'admission et les adaptations que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Ledit accord est soumis à la ratification par tous les États contractants, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 50

- 1. Sont abrogés les articles 2 à 7 et 10 à 19 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Bruxelles le 8 avril 1965.*
- 2. Sont abrogés l'article 2, l'article 3 paragraphe 2 et le titre III de l'Acte unique européen, signé à Luxembourg le 17 février 1986 et à La Haye le 28 février 1986.*

Article 51

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

Article 52

- 1. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.*
- 2. Le présent traité entrera en vigueur le 1er janvier 1993, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.*

Article 53

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise et portugaise, les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

En vertu du traité d'adhésion de 1994, font également foi les versions du présent traité en langues finnoise et suédoise.

ANNEXE I

au volume I

du rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques

Conventions terminologiques et typographiques

Conventions terminologiques et typographiques

I. Terminologie

Pour l'établissement de sa mission, le groupe d'experts a suivi les orientations qui lui ont été données dans le mandat du 29 janvier 2003 et dans le rapport du groupe de travail IX, "*Simplification*", du 29 novembre 2002 (CONV 424/02). Il a aussi tenu compte des rapports des autres groupes de travail au sein de la Convention ainsi que des indications communiquées par le Secrétaire général de la Convention.

Il est convenu de formules de présentation et de conventions de rédaction ci-après.

1. Les articles du traité UE et du traité CE ont été fusionnés et ordonnés de façon à suivre la structure de l'avant-projet de traité constitutionnel du 28 octobre 2002 qui figure au document CONV 369/02.
2. Les termes la "*Communauté*" ou "*communautaire*" sont remplacés par "*l'Union*", "*de l'Union*" ou "*par l'Union*". Comme nous le verrons plus tard, ces changements peuvent parfois impliquer des modifications de fond (voir l'annexe II).
3. Chaque fois qu'il est fait actuellement référence au "*traité*" ou au "*présent traité*" le terme "*Constitution*" a été retenu (avec les conséquences que cette modification de forme peut avoir sur l'étendue du champ d'application ainsi conféré à la Constitution; voir annexe II).
4. Les termes "*marché commun*" ou "*marché unique*" sont remplacés indistinctement par le vocable "*marché intérieur*".
5. Les termes "*loi*" et "*loi-cadre*" remplacent respectivement les formules "*règlement*" et "*directive*". Lorsqu'une décision de substance est nécessaire pour déterminer le caractère législatif, ou non, d'un acte figurant dans le projet de Constitution, le groupe a utilisé tant l'ancien terme que le nouveau (par exemple "*loi/règlement*"; voir aussi l'annexe II).

En outre, à la demande expresse du Secrétaire général de la Convention, l'adjectif "*européen*" ou "*européenne*" a été ajouté aux noms d'actes (lois, lois-cadre, règlements et décisions) comme indiqué dans le projet d'article "les actes juridiques de l'Union" de la partie I (CONV 571/03).

6. Lorsqu'il existe une possibilité d'appréciation de la forme de l'action ou de l'intervention des institutions de l'Union, le terme "*mesure*" a été préféré à d'autres formules indiquant soit des actes génériques tels que "*la décision*", soit des méthodes d'intervention non définies clairement. Le recours à cette formule amène quelques observations à la lumière du projet d'articles 24 à 33 (CONV 571/03 du 26 février 2003), sur lesquelles on reviendra en annexe II.

7. Par opposition, le terme "*disposition*" s'applique soit au droit interne des États membres ou, le cas échéant, au droit international, soit à l'appareil normatif existant.
8. Dans le même ordre d'idées, le verbe "*adopter*" a été utilisé pour exprimer, d'une manière uniforme, la prise de décision par les institutions de l'Union, alors que les traités actuels utilisent alternativement telle ou telle autre formule.
9. De même, le substantif a été préféré à la formule verbale, si ce substantif correspond à un acte juridique connu, par exemple: "*adresser une décision*" plutôt que "*décider...*".
10. Pour reprendre les orientations dégagées dans le document CONV 424/02, partie II, B) lit. c), il a été convenu d'évoquer l'adoption de mesures en codécision (actuel article 251 CE) de la manière suivante :

"Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative,...adoptent une loi/une loi-cadre/une loi-cadre/mesure...".

Le fait que la formule "*procédure législative*" soit réservée à la seule action du Parlement européen conjointement avec le Conseil appelle des commentaires juridiques de fond, de forme et de lisibilité, auxquels on reviendra, en annexe II ci-après.

11. Lorsque le Conseil adopte seul des actes, la formule suivante a été retenue "*le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte, à la majorité qualifiée/à l'unanimité...*" (voir aussi l'annexe II).
12. Lorsqu'une mesure est adoptée sur consultation ou après avis d'une institution ou organe, l'évocation de cet élément n'est pas maintenue en opposition à l'énoncé de l'organe décisionnel, comme c'est le cas actuel, mais dans une phrase finale, selon la formule suivante : "*Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social...*".
13. Par souci de lisibilité, le groupe a préféré supprimer les tirets apparaissant dans la structure des articles et les a remplacés par des lettres a), b), c), ou i), ii), iii), en fonction du degré de spécification des dispositions en cause.
14. L'énoncé des spécifications a été réduit. Ainsi, par exemple, au lieu de dire "*...en application des dispositions du présent article*", on dit "*...en application de l'article*".
15. La formule française "*en vue de*" est remplacée par "*pour*".

II. Typographie

16. Les mots ou phrases barrés sont ceux qui devraient être supprimés.
17. Les mots ou phrases en caractères gras (bold) sont ceux qui devraient être ajoutés.
18. Les articles reproduits en italiques sont ceux qui sont censés faire l'objet d'une modification ultérieure de substance de la part de la Convention. Il a été jugé préférable de les laisser tels qu'ils figurent actuellement dans le traité UE et dans le traité CE.
19. Les mots ou phrases entre crochets pourront faire l'objet d'adaptations ultérieures pour tenir compte des nouvelles dispositions qui résultent des travaux de la Convention.
20. Les articles de la deuxième partie de l'avant-projet de Constitution ont été renumérotés et sont suivis, afin d'éviter toute confusion à ce stade encore préliminaire des travaux de la Convention, de l'ancienne numérotation. Les nouveaux articles sont appelés "Clauses". Les articles provenant du traité CE sont suivis de l'indication "(ex-article ...)" et ceux provenant du traité UE sont suivis par "(ex-article ... TUE)".
21. Les renvois à d'autres dispositions du traité ("cross references") sont également mises entre crochets pour tenir compte de la nécessité de les modifier en fonction d'une future renumérotation.
22. Les intitulés des titres et sections intermédiaires actuels des traités UE et CE ont été conservés pour faciliter la lecture et placés entre crochets pour indiquer leur caractère transitoire dans l'attente des décisions à prendre par la Convention sur une structure plus détaillée.

* * *

ANNEXE II

au volume I

du rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques

Commentaires et suggestions

Introduction	page
I. <u>CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES</u>	176
A. Extension de la portée de certaines dispositions	176
B. Utilisation des abréviations	176
C. Structure de la partie II de la Constitution	177
II. <u>SUGGESTIONS DE SIMPLIFICATION TECHNIQUE</u>	178
A. Suggestions de suppression	178
<i>a. suppressions pour obsolescence</i>	
<i>b. suppressions en conformité avec les conclusions du groupe de travail IX, "Simplification"</i>	
<i>c. autres suppressions possibles</i>	
B. Suggestions de fusion/scission	178
<i>a. fusions et scissions réalisées</i>	
<i>b. fusions suggérées</i>	
C. Clauses horizontales générales	181
D. Réaménagement de certains articles	182
III. <u>SUGGESTIONS DE SIMPLIFICATION</u>	183
A. Les actes non visés aux projets d'articles 24 à 33 de la Constitution	183
<i>a. les actes du Parlement européen</i>	
<i>b. les actes de portée générale adoptés par les instances juridictionnelles de l'Union</i>	
<i>c. les actes adoptés d'un commun accord</i>	
B. Procédures de décision	184
<i>a. le Parlement européen</i>	
<i>b. le Conseil</i>	
<i>c. la Commission</i>	
C. Dénomination des actes législatifs	185
D. Ventilation entre les actes législatifs et non législatifs du Conseil	186
E. Dénomination de la procédure d'avis conforme	186
F. Clarification de bases juridiques	187
G. Les sessions annuelles du Parlement européen	187

Introduction

1. L'annexe II du rapport rassemble un certain nombre de suggestions et de commentaires relevant du point 4, 4ème et 5ème tirets du mandat attribué au groupe d'experts.

Dans la plupart des cas, il s'agit des commentaires qui développent les notes en bas de page introduites pour expliquer les choix et les propositions effectués sur les différentes dispositions des traités CE et UE reprises aux volumes I et II.

I. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

A. Extension de la portée de certaines dispositions

2. L'application de certaines conventions de simplification - par exemple, le remplacement des termes "Communauté" par "Union" et "traité" par "Constitution" - comporte parfois l'extension de la portée d'un certain nombre de dispositions du traité CE. Il en est ainsi notamment :
 - des clauses horizontales d'intégration de certaines politiques;
 - des dispositions sur les attributions du Parlement, de la Commission et de la Cour de justice;
 - des articles finaux du traité CE (protection des données personnelles, obligation de confidentialité, application territoriale, etc.).

En effet, par l'effet des changements terminologiques en question, l'application de ces dispositions - actuellement limitée au champ du traité CE - serait étendue aux domaines couverts par les deuxième et troisième piliers, relatifs à la politique étrangère et de sécurité commune et à la coopération judiciaire et policière dans le domaine pénal.

Il conviendrait d'examiner les conséquences d'une telle extension.

B. Utilisation des abréviations

3. Les traités actuels ne contiennent des abréviations que dans très peu de cas, notamment la "BCE", qui désigne la Banque centrale européenne, et le "SEBC", qui désigne le Système européen de banques centrales.

On peut se demander s'il est souhaitable que de telles abréviations soient utilisées dans la Constitution, et s'il ne serait pas plus clair pour les lecteurs d'utiliser, dans ce texte, la dénomination officielle de l'institution ou de l'entité concernée. Par exemple, à la différence de la Banque centrale européenne, la Banque européenne d'investissement n'est pas abrégée en "BEI" dans le traité CE actuel. En tout état de cause, si de telles abréviations étaient utilisées, les explications appropriées devraient clairement figurer dans la Constitution.

C. Structure de la partie II de la Constitution

4. L'intégration des traités CE et UE dans la II de la Constitution a fait surgir un certain nombre de questions sur lesquelles le groupe attire l'attention de la Convention, telles que:

- le fait que certaines dispositions ne trouvent pas leur place dans la structure du 28 octobre 2002, telles que, par exemple, des dispositions d'application générale (articles 3(2), 6, 16, 295 et 296 du traité CE), les dispositions sur la non-discrimination et la citoyenneté (articles 12, 13 et 18 à 22), celles sur la fiscalité (articles 90 à 93), la coopération douanière (article 135) ou la coopération économique, financière et technique avec les pays tiers (article 181A). Le groupe a donc fait des suggestions sur leur place dans la partie II;
- le fait que la structure d'octobre 2002 devrait être actualisée pour tenir compte des travaux de la Convention en cours. Ainsi:
 - la structure d'octobre 2002 regroupe les domaines de compétence sans référence à leur classification par catégorie, sauf pour ce qui concerne les domaines d'action d'appui;
 - certaines compétences proposées entre temps par le Praesidium et examinées par la Convention ne sont pas reprises dans la structure, telles que l'énergie, l'espace, l'aide humanitaire, la protection contre les catastrophes et le sport. La Convention pourrait examiner l'opportunité de prévoir des bases juridiques spécifiques dans ces domaines;
 - dans la structure d'octobre 2002, la santé publique apparaît sous "actions d'appui" alors que le Praesidium l'a entre temps proposée comme "compétence partagée";
- le caractère tout à fait provisoire de certains regroupements d'articles tels que par exemple dans le domaine des relations extérieures, du fait que ces regroupements nécessiteraient au préalable des choix de substance de la part de la Convention;
- l'étendue du chapitre D sur le fonctionnement de l'Union, où le groupe a, à ce stade repris en bloc l'ensemble des dispositions institutionnelles et budgétaires du traité CE, dans l'attente des décisions de la Convention sur ce sujet. De même, le groupe a inséré dans ce chapitre D certaines dispositions d'application générale du traité CE telles que les articles 282 à 292 et les articles 11 et 11A relatifs à la coopération renforcée.

II. SUGGESTIONS DE SIMPLIFICATION TECHNIQUE

A. Suggestions de suppression

a. suppressions pour obsolescence

5. Certaines dispositions du traité CE évoquent des dates ou des événements dépassés. Ainsi, par exemple, l'article 14 CE (et, par renvoi, l'article 93 CE) vise la date du 31 décembre 1992, date prévue pour l'achèvement du marché intérieur, et l'article 37 paragraphe 1, CE se réfère à une conférence qui a eu lieu à Stresa en 1958 et dont les résultats font désormais partie de l'acquis. Ces références sont obsolètes.

b. suppressions en conformité avec les conclusions du groupe de travail IX, "Simplification"

6. Le rapport du groupe de travail IX, "Simplification" propose l'abandon de la procédure de coopération prévue à l'article 252 CE (CONV 424/02, page 16).

c. autres suppressions possibles

7. Certaines dispositions actuelles du traité CE ne semblent pas conformes à des propositions déjà faites à la Convention : ainsi, l'article 293 CE prône la conclusion de conventions entre les Etats membres, alors que les conclusions des groupes de travail IX, "Simplification", et X "Liberté, sécurité et justice", proposent de supprimer ce type d'instrument.

Des doutes peuvent subsister, par ailleurs, sur les articles 78 et 87, paragraphe 2, point c), CE, qui concernent le régime spécial applicable pour tenir compte de la division de l'Allemagne.

Il a été estimé opportun d'attirer l'attention de la Convention sur ces questions, pour l'inviter à examiner l'opportunité de leur maintien ou de leur suppression.

B. Suggestions de fusion/scission

a. Fusions et scissions réalisées

8. Dans un souci de simplification, le groupe a procédé à un certain nombre de fusions d'articles ou de paragraphes, lorsqu'une telle opération n'affectait en rien le sens des dispositions en cause. Ainsi, par exemple, il a fusionné les articles 28 et 29 CE, qui interdisent, dans des termes identiques, tant les restrictions quantitatives à l'importation que les restrictions quantitatives à l'exportation.

Il en est de même des paragraphes 1 et 2 de l'article 56 CE qui interdisent, dans des termes identiques, les restrictions respectivement aux mouvements de capitaux et aux paiements entre Etats membres et entre les Etats membres et les pays tiers.

9. Le groupe a également scindé des dispositions lorsque ceci rendait le texte plus clair sans en modifier le sens. Ainsi, par exemple, l'article 172 CE, qui fournit les règles de procédure pour l'adoption d'un certain nombre d'actes juridiques en matière de recherche et de développement technologique, a été scindé pour rattacher les règles de procédure à chacune des bases juridiques concernées, à savoir, les articles 167, 168, 169 et 171 CE.
- b. Fusions suggérées*
10. Dans d'autres cas, et pour respecter les termes de son mandat, le groupe s'est limité à évoquer une éventuelle fusion, sans procéder à cette opération dans le texte lui-même. Il en est ainsi des quatre cas suivants:
- i) Les paragraphes 1 et 2 de l'article 19 CE
11. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 19 CE fournissent la base juridique pour l'adoption de modalités d'exécution du droit de vote et d'éligibilité tant aux élections municipales qu'aux élections au Parlement européen. Bien que ces dispositions soient formulées dans des termes quasiment identiques et que les droits y afférents soient regroupés à l'article 7, paragraphe 2, deuxième tiret, du projet de la première partie de la Constitution (CONV 528/03 du 6 février 2003), le groupe a considéré que leur fusion soulevait des questions auxquelles une réponse politique serait nécessaire. D'abord, le droit de vote aux élections municipales et celui aux élections "européennes" soulèvent des questions différentes; d'ailleurs les deux questions ont été traitées séparément dans le passé. En outre, le fait que le droit de vote aux élections européennes visé à l'article 19, paragraphe 2, CE est exprimé "[sans] préjudice de l'article 190, paragraphe 4" CE, rend plus difficile la fusion de ces dispositions, dans l'état actuel des textes.
- ii) Les articles 60 et 301 CE
12. Le groupe n'a proposé de modification ni à l'article 60 CE, ni à l'article 301 CE, puisque ces dispositions relèvent toutes deux du domaine des relations extérieures de l'Union qui sera traité ultérieurement par la Convention. Ces deux articles concernant des sanctions financières et économiques à l'égard de pays tiers, il serait éventuellement approprié de les regrouper dans un article unique dans le futur chapitre sur les relations extérieures.
- iii) Les articles 70 et 80 CE
13. L'article 70 CE établit une politique commune des transports, alors que l'article 80 CE en définit l'étendue et notamment la procédure pour son application à la navigation maritime et aérienne. Le groupe a constaté que, suite aux modifications successives du traité CE, l'habilitation conférée au Conseil par l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa, s'avère difficilement conciliable avec le 2ème alinéa de cette même disposition. Du reste, en pratique, il semble qu'il n'ait pas été fait usage de l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa, CE. Depuis l'Acte unique européen de 1986, on a directement procédé à l'adoption de dispositions en matière de navigation maritime et aérienne sans habilitation préalable.

14. Une possibilité de simplification plus concise et plus lisible serait de rédiger ainsi le paragraphe 2 : *"Des mesures appropriées peuvent être adoptées pour la navigation maritime et aérienne, conformément à la procédure prévue à l'article 71"*.
15. Un changement plus substantiel consisterait à fusionner les articles 70 et 80 CE, ce qui comporterait un changement de fond, raison pour laquelle la rédaction suivante de l'article 70 n'est que suggérée ici :

"Les objectifs de la Constitution sont poursuivis, en ce qui concerne les transports, par une politique commune.

La politique commune des transports prévue par le présent titre s'applique aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

Elle peut comprendre des mesures appropriées relatives à la navigation maritime et aérienne."

iv) Les articles 94 et 95 CE

16. L'attention de la Convention est également attirée sur la question de la relation entre les articles 94 et 95 du traité CE. Alors que l'article 94 CE constitue la base juridique pour le rapprochement des législations nationales qui ont une *"incidence directe"* sur l'établissement et le fonctionnement du marché commun (intérieur), l'article 95 CE est la base juridique pour le rapprochement des législations nationales qui ont *"pour objet"* l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur.

On notera que l'application de ces dispositions se fait selon des procédures décisionnelles différentes: l'article 94 CE prévoit l'unanimité du Conseil et un simple avis du Parlement européen, tandis que l'article 95 CE prévoit la codécision et donc le vote à la majorité qualifiée au Conseil.

17. Ceci s'explique par des motifs historiques : l'ancien article 100A (actuel 95 CE) inséré dans le traité aux fins de la réalisation du marché intérieur était conçu à l'époque comme une exception, certes très large, à l'article 100 (actuel 94 CE). Néanmoins, le recours à l'article 95 CE a été beaucoup plus fréquent que le recours à l'article 94 CE.

Ainsi, bien que l'article 95 CE soit, selon ses termes mêmes, une disposition dérogatoire par rapport à l'article 94 CE, dans la pratique, les institutions ont recours à l'article 95 CE pour adopter des mesures visant à améliorer le fonctionnement du marché intérieur, sauf pour ce qui concerne les dispositions exclues en vertu du paragraphe 2 de cet article (dispositions fiscales, libre circulation des personnes, droits et intérêts des travailleurs salariés).

La Convention pourrait donc examiner s'il ne conviendrait pas d'aménager les textes en question afin de reconnaître que, désormais, l'article 95 CE constitue la règle générale, et l'article 94 CE l'exception.

C. Clauses horizontales générales

18. Dans la version actuelle du traité CE, existent différentes dispositions de portée générale, c'est-à-dire intégrées à tous les niveaux de l'activité de la Communauté, indistinctement des politiques sectorielles suivies.

Ces clauses figurent soit dans la première partie du traité CE ("Principes") soit à la troisième partie ("Politiques"). Il s'agit notamment:

- de l'article 3, paragraphe 2, tendant à *"éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes"*;
- de l'article 6, qui dispose que *"les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de la Communauté...."*;
- de l'article 127, paragraphe 2, selon lequel un *"niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition de la mise en œuvre des politiques..."*;
- de l'article 151, paragraphe 4, selon lequel *"la Communauté tient compte des aspects culturels... et de la diversité de ses cultures"*;
- de l'article 152, paragraphe 1, pour qui *"un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré"* dans la mise en œuvre des politiques;
- de l'article 153, paragraphe 4, selon lequel il en va de même pour *"les exigences de la protection des consommateurs"*.

Le même concept se retrouve s'agissant de la compétitivité de l'industrie dans la Communauté (article 157, paragraphe 3, CE), de la cohésion économique et sociale (article 159 CE) et de la coopération au développement (article 178 CE).

19. Deux solutions de simplification sont envisageables. L'une consisterait à reprendre, dans un article unique en première partie de la Constitution, les deux types de clauses figurant actuellement dans la première partie du traité CE, à savoir les articles 3, paragraphe 2, et 6 CE. L'autre consiste à reprendre en début de partie II l'ensemble des concepts mentionnés ci-dessus, à titre de *"clause horizontale"* générale.
20. À toutes fins utiles, un modèle pour chacune de ces options est repris ci-après.

Option A (courte, l'article 3, paragraphe 2, et l'article 6 qui figurent dans la partie "Principes" du traité CE)

"Les exigences suivantes sont intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union visées par la présente partie :

- a. l'élimination des inégalités, et la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes;*
- b. la protection de l'environnement, en particulier pour promouvoir le développement durable."*

Option B (longue, toutes les dispositions horizontales du traité CE)

"Les exigences suivantes sont intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de l'Union visées par la présente Partie:

- a. l'élimination des inégalités, et la promotion de l'égalité, entre les hommes et les femmes;*
- b. la protection de l'environnement, en particulier pour promouvoir le développement durable;*
- c. la protection de la santé humaine.*

L'Union tient compte des objectifs suivants, lorsqu'elle définit et met en œuvre les politiques et actions visées par la présente Partie

- a. la réalisation d'un niveau d'emploi élevé;*
- b. les aspects culturels, notamment pour respecter et promouvoir la diversité des cultures;.*
- c. la protection des consommateurs;*
- d. la réalisation des conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de l'Union;*
- e. le renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union et les objectifs de cette politique;*
- f. les objectifs de la coopération au développement, lorsque les politiques et actions sont susceptibles d'affecter les pays en développement."*

D. Réaménagement de certains articles

21. Certains réaménagements, d'une portée limitée, ont été effectués dans le volume I:

- a. l'article 4 CE pourrait être déplacé en tête du titre "*politique économique et monétaire*".
- b. les articles 14 et 15 CE pourraient figurer plutôt en tête d'un nouveau titre ou chapitre consacré au marché intérieur, regroupant également les articles 94 à 97 CE.
- c. si le titre II "*Agriculture*" du traité CE était complété par les mots "*et pêche*", afin de refléter dans le titre le champ d'application de l'article 32, paragraphe 1, CE, il conviendrait d'adapter le texte de cet article pour en tenir compte.

- d. la quatrième partie du traité CE, concernant l'association des pays et territoires d'outre-mer, vise à une application partielle du régime du traité aux pays et territoires concernés. De ce fait, elle semble devoir se rapprocher avec la clause d'application territoriale du traité.

III. SUGGESTIONS DE SIMPLIFICATION

A. Les actes non visés aux projets d'articles 24 à 33 de la Constitution

22. Certaines dispositions du traité CE, susceptibles de figurer dans la partie II de la Constitution, prévoient des procédures et des actes non visés actuellement dans les articles 24 à 33 du projet (CONV 571/03 du 26 février 2003).

On pourrait s'interroger sur l'opportunité d'intervenir pour rendre compatibles l'approche générale et les dispositions spécifiques.

a. les actes du Parlement européen

23. Le Parlement européen détient des pouvoirs de décision qui ne sont pas visés dans les projets d'articles en question et qui ne relèvent pas de son pouvoir d'auto-organisation.

Conformément à l'article 195, paragraphe 1, CE, "*le Parlement européen nomme un médiateur*" dont il "*fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions...après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil...*" (article 195, paragraphe 4, CE). De même, conformément à l'article 190, paragraphe 5, CE, il "*fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil...*".

Le fait que ces actes soient adoptés "*avec l'approbation du Conseil*" ne retire rien au pouvoir de décision conféré au Parlement en l'espèce.

En outre, dans la procédure budgétaire, "*le Président du Parlement européen constate que le budget est définitivement arrêté*" (article 272, paragraphe 7, CE). Enfin, le Parlement détient encore la compétence de donner, seul, décharge à la Commission pour l'exécution du budget, "*sur recommandation du Conseil*" (article 276, paragraphe 1, CE).

b. les actes de portée générale adoptés par les instances juridictionnelles de l'Union

24. Conformément à l'article 223, alinéa 6, CE, "*la Cour de justice établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil...*". Il en va de même pour le Tribunal de première instance et les chambres juridictionnelles, en application respectivement de l'article 224, alinéa 5, CE, et de l'article 225 A, alinéa 5, CE.

Il y a bien là un pouvoir de décision imparti aux instances juridictionnelles de l'Union, le règlement de procédure de telles instances ne pouvant s'assimiler à un règlement intérieur.

c. les actes adoptés d'un commun accord

25. Conformément à l'article 193, alinéa 3, du traité CE "*les modalités d'exercice de droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord par le Parlement européen, le Conseil et la Commission*".

Il en est de même de l'accord conclu entre la Cour des comptes, la Banque européenne d'investissement et la Commission conformément à l'article 247, paragraphe 3, alinéa 3, CE, et concernant le droit d'accès de la Cour à des informations détenues par la Banque.

B. Procédures de décision

a. le Parlement européen

26. Lorsque le Parlement vote à la majorité usuellement dénommée "*simple*" ou "*relative*" - ce qui est la règle générale - la terminologie du traité CE utilise la formule "*majorité absolue des suffrages exprimés*" (articles 198, alinéa 1; 251, alinéa 5; 272, alinéa 4). Lorsqu'il s'exprime à la majorité usuellement connue comme la majorité absolue, le traité en langue française parle de "*majorité des membres qui le composent*". Il utilise aussi la formule "*majorité de ses membres*" ou "*majorité des membres du Parlement européen*". Ceci est aussi la formule retenue dans les versions anglaise et allemande.

L'usage de l'adjectif "*absolue*" peut donc conduire à confusion, alors qu'il ne s'agit, en fait, que d'une majorité relative.

Dans ces conditions, il est proposé d'utiliser les termes "*majorité des suffrages exprimés*" d'une part, et "*majorité des membres qui composent le Parlement européen*" ou "*majorité des membres qui le composent*" d'autre part.

b. le Conseil

27. On peut se demander si la règle de vote actuelle selon laquelle "*les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent*" (article 205., par. 1 CE) ne devrait être substituée par la formule "*les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité qualifiée*".

En réalité, on sait que le Conseil s'exprime principalement à la majorité qualifiée, plus rarement à l'unanimité ou à la majorité simple. Il en résulte qu'en principe la règle de vote à la majorité qualifiée est conforme à la majorité des cas et une telle modification faciliterait singulièrement la lisibilité du texte de la Constitution.

Ainsi, la mention du Conseil dans la Constitution n'apparaîtrait plus assortie des termes "*statuant à la majorité qualifiée*", la règle de vote (majorité simple ou unanimité) apparaissant par contre de manière expresse dans les cas exceptionnels.

c. *la Commission*

28. Le groupe d'experts s'interroge aussi sur la nécessité de reproduire, dans chaque article opérationnel de la Constitution constituant base juridique, les différentes phases institutionnelles de l'acte complexe que forme la procédure législative de l'Union.

Ainsi, compte tenu du pouvoir d'initiative quasi général de la Commission pour toute action normative de la Communauté, on peut se demander si l'on ne pourrait pas s'abstenir de reproduire systématiquement la formule : "*sur proposition de la Commission*" dans chaque acte.

Il suffirait de prévoir, dans l'article de la première partie de la Constitution consacré à la Commission, ou éventuellement de la deuxième partie concernant spécifiquement le fonctionnement de la Commission, une formule du genre : "*Sauf disposition contraire expresse, un acte de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission*".

Pour les autres cas, on pourrait dire, par exemple, "*Le Conseil, à son initiative/sur initiative d'un État membre/sur recommandation de la Commission, adopte...*".¹

C. Dénomination des actes législatifs

29. Conformément aux conclusions du groupe de travail IX, "Simplification" (CONV 424/02, partie II, D, c), le groupe d'experts a utilisé le terme "*procédure législative*" chaque fois qu'il s'agit d'actes adoptés en codécision. La formule utilisée s'inspire de celle retenue par le Praesidium au projet d'article 28, paragraphe 3, de la Constitution, "*Le Parlement et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent...*".

Il reste, que dans des cas exceptionnels prévus par la Constitution, le Conseil seul dispose également d'une compétence législative (projet d'article 25, paragraphe 2).

On ne peut nier qu'il existe un risque de confusion, du fait que certaines lois/lois-cadre, c'est à dire les lois/lois-cadre du Conseil, seraient adoptées selon une procédure autre que la procédure législative.

¹ Les suggestions contenues au deuxième, troisième et quatrième alinéa du paragraphe 28 n'emportent pas l'adhésion des membres du groupe désignées par le Service juridique du Conseil, qui considèrent qu'elles devraient encore faire l'objet d'un examen complémentaire.

D. Ventilation entre les actes législatifs et non législatifs du Conseil

30. Il ressort du projet de l'article 25, paragraphe 1, de la première partie de la Constitution et des commentaires qui l'accompagnent que la règle générale pour l'adoption des actes législatifs est la procédure de codécision.

Le paragraphe 2 de cet article indique que, par exception à cette règle, le Conseil seul peut également adopter des actes législatifs. Les cas dans lesquels le Conseil dispose seul du pouvoir législatif doivent être expressément prévus par la Constitution.

La liste de ces exceptions n'ayant à ce stade pas encore été établie par la Convention, le groupe d'experts n'a pu en tenir compte lors de l'établissement de ce rapport.

31. De même, si la Convention considérait que, dans le cadre d'une politique ou action déterminée, le Conseil devait disposer à la fois d'une compétence législative au titre du projet d'article 25, paragraphe 2 (adoption de loi ou de loi-cadre), et d'une compétence non législative au titre du projet d'article 26 (adoption de règlement ou de décision), il conviendrait d'indiquer précisément, dans le cadre de cette politique ou action, les cas dans lesquels le Conseil dispose d'une compétence législative et ceux dans lesquels il dispose d'une compétence non législative.
32. De manière plus générale, le groupe d'experts attire l'attention de la Convention sur la nécessité d'opérer une ventilation précise entre les compétences législatives et non législatives du Conseil, comme le prévoient les projets d'articles 25, paragraphe 2, et 26 de la Constitution.

Il note à cet égard que l'exercice par le Conseil de compétences législatives emporterait, à ce stade des travaux de la Convention, deux conséquences de procédure : d'abord, le Conseil est tenu de siéger en public (projet d'article 25, paragraphe 3); ensuite, selon le projet de protocole sur la subsidiarité, le "*mécanisme d'alerte précoce*" ne s'applique qu'aux seules propositions législatives.

E. Dénomination de la procédure d'avis conforme

33. S'agissant du pouvoir spécifique d'avis conforme attribué au Parlement européen, on peut se demander si ce terme ne pourrait pas être remplacé par celui de "*approbation*", ce qui ne changerait pas la nature de l'acte demandé à l'institution consultée. Cette fonction d'approbation apparaît déjà dans le traité CE, notamment à l'article 214, relatif à la nomination des membres de la Commission.

Lorsque l'assentiment du Conseil est requis préalablement à l'adoption d'un acte par une autre institution, le Conseil s'exprime également en émettant une "*approbation*" (voir par exemple les articles 199, paragraphe 5, ou 195 paragraphe 4, CE).

À cet égard, on peut noter que la version allemande du traité, par exemple, utilise, tant pour le terme "*avis conforme*" que pour la formule "*approbation*", le même vocable "*Zustimmung*".

D'ailleurs, le mot "*approbation*" semble plus facilement compréhensible au citoyen que le terme "*avis conforme*".

F. Clarification de bases juridiques

34. Le rapport du groupe V, "Compétences complémentaires" (CONV 375/1/02/REC, du 4 novembre 2002) recommande de réduire les cas de recours à l'article 308 CE, en introduisant les bases juridiques nécessaires pour permettre à l'Union d'agir dans les domaines dans lesquels actuellement elle ne peut intervenir que par recours à cette disposition. A titre d'exemple, on peut mentionner:
- l'extension du règlement "sécurité sociale" pour les non-salariés, l'article 42 CE constituant la base juridique appropriée uniquement pour les travailleurs salariés;
 - les sanctions économiques et financières aux particuliers ou aux associations en dehors de l'Union, les articles 60 et 301 du traité CE s'appliquant uniquement aux "pays tiers"; ou
 - les actes relatifs à la réalisation du marché intérieur qui vont au-delà du rapprochement des législations nationales (voir les articles 94 et 95 CE), entre autres ceux relatifs aux titres de propriété intellectuelle au niveau de l'Union.
35. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308 CE, elle pourrait prévoir, dans tous les cas appropriés, une base juridique spécifique. Dans chaque cas, différentes solutions peuvent être envisagées. Par exemple, pour ce qui concerne l'extension du règlement "sécurité sociale" aux non-salariés, on pourrait envisager une base juridique dans le chapitre relatif à "l'établissement".

Pour les actes relatifs à la réalisation du marché intérieur qui vont au-delà du rapprochement des législations nationales, entre autres la création de titres de propriété intellectuelle au niveau de l'Union, on pourrait envisager soit une adaptation à la référence au rapprochement des législations dans les articles 94 et 95 CE, soit la création d'une base juridique spécifique.

G. Les sessions annuelles du Parlement européen

36. Le Parlement tient une session annuelle (article 196, alinéa 1, CE). Depuis le traité de Rome, il a décidé dans le cadre de son pouvoir d'auto-organisation, d'agencer son calendrier de travail en fonction de "*périodes de session*", état de choses largement entériné par la jurisprudence de la Cour de justice.

La formule figurant au 2ème alinéa de l'article 196 CE "*le Parlement européen peut se réunir en session extraordinaire....*" pouvant aisément créer des confusions et soulever des interrogations aux yeux du citoyen, il est proposé de retenir, dans ce cas précis, la formule retenue par le Règlement du Parlement depuis 1958, à savoir "*la période de session*".

C'est pourquoi le groupe suggère que l'alinéa 2 de l'article 196 soit modifié comme suit : "*Le Parlement européen peut se réunir en période de session extraordinaire...*".

* * *

VOLUME II

AVANT-PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Suggestions d'adaptations techniques des dispositions des traités CE et UE

* * *

La partie A de ce volume contient les dispositions du traité CE (page 2 à 140)
La partie B de ce volume contient les dispositions du traité UE (page 141 à 170)

Ce volume doit être lu à la lumière des annexes I et II du volume I.

Partie A

**Dispositions du traité instituant la Communauté européenne
(traité CE)**

Table des matières

	page
Première partie Les principes	6
Deuxième partie La citoyenneté de l'Union	13
Troisième partie Les politiques de la Communauté l'Union	16
TITRE I La libre circulation des marchandises	16
Chapitre 1 L'union douanière	17
Chapitre 2 L'interdiction des restrictions quantitatives entre États membres	18
TITRE II L'agriculture	19
TITRE III La libre circulation des personnes, des services et des capitaux	23
Chapitre 1 Les travailleurs	23
Chapitre 2 Le droit d'établissement	25
Chapitre 3 Les services	28
Chapitre 4 Les capitaux et les paiements	30
TITRE IV Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes	32
TITRE V Les transports	37
TITRE VI Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations	41
Chapitre 1 Les règles de concurrence	41
Section 1 Les règles applicables aux entreprises	41
Section 2 Les aides accordées par les États	44
Chapitre 2 Dispositions fiscales	46
Chapitre 3 Le rapprochement des législations	48
TITRE VII La politique économique et monétaire	51
Chapitre 1 La politique économique	
Chapitre 2 La politique monétaire	
Chapitre 3 Dispositions institutionnelles	
Chapitre 4 Dispositions transitoires	

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume II - Partie A (traité CE)

TITRE VIII	L'emploi	51
TITRE IX	La politique commerciale commune	54
TITRE X	La coopération douanière	56
TITRE XI	Politique sociale, éducation, formation professionnelle et jeunesse	57
Chapitre 1	Dispositions sociales	57
Chapitre 2	Le Fonds social européen	63
Chapitre 3	Éducation, formation professionnelle et jeunesse	64
TITRE XII	Culture	65
TITRE XIII	Santé publique	67
TITRE XIV	Protection des consommateurs	68
TITRE XV	Réseaux transeuropéens	69
TITRE XVI	Industrie	71
TITRE XVII	Cohésion économique et sociale	72
TITRE XVIII	Recherche et développement technologique	74
TITRE XIX	Environnement	78
TITRE XX	Coopération au développement	80
TITRE XXI	Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers	82
Quatrième partie	L'association des pays et territoires d'outre-mer	83
Cinquième partie	Les institutions de la Communauté	86
TITRE I	Dispositions institutionnelles	86
Chapitre 1	Les institutions	86
Section 1	Le Parlement européen	86
Section 2	Le Conseil	91
Section 3	La Commission	94
Section 4	La Cour de justice	97
Section 5	La Cour des comptes	107

Chapitre 2	Dispositions communes à plusieurs institutions	110
Chapitre 3	Le Comité économique et social	115
Chapitre 4	Le Comité des régions	118
Chapitre 5	La Banque européenne d'investissement	119
TITRE II	Dispositions financières	121
Sixième partie	Dispositions générales et finales	128
Dispositions finales		139

* * *

PREMIERE PARTIE

LES PRINCIPES

Article premier¹

~~Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTE EUROPÉENNE.~~

Article 2

~~La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 4, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.~~

Article 3

~~1. Aux fins énoncées à l'article 2, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent traité:~~

- ~~a) l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent,~~
- ~~b) une politique commerciale commune,~~
- ~~c) un marché intérieur caractérisé par l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux,~~
- ~~d) des mesures relatives à l'entrée et à la circulation des personnes conformément au titre IV,~~
- ~~e) une politique commune dans les domaines de l'agriculture et de la pêche,~~
- ~~f) une politique commune dans le domaine des transports,~~

¹ Les articles 1, 2 et 3(1) sont supprimés et remplacés par des projets d'article (établissement, valeurs et objectifs de l'Union) de la partie I (articles 1, 2 et 3 CONV 528/03).

- g) — ~~un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur,~~
- h) — ~~le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,~~
- i) — ~~la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des États membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi;~~
- j) — ~~une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen,~~
- k) — ~~le renforcement de la cohésion économique et sociale,~~
- l) — ~~une politique dans le domaine de l'environnement,~~
- m) — ~~le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté,~~
- n) — ~~la promotion de la recherche et du développement technologique,~~
- o) — ~~l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens,~~
- p) — ~~une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé,~~
- q) — ~~une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres,~~
- r) — ~~une politique dans le domaine de la coopération au développement,~~
- s) — ~~l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social,~~
- t) — ~~une contribution au renforcement de la protection des consommateurs,~~
- u) — ~~des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.~~

2. Pour toutes les actions visées au présent article **par la présente Partie**, la Communauté **l'Union** cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes.¹

¹ Ce paragraphe, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec l'article 6 (environnement), voire même avec les autres dispositions de ce type éparses dans les chapitres, par exemple sous un intitulé "dispositions communes". On notera en outre que la mention de "la présente partie", dans la mesure où celle-ci contiendrait des matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers, élargirait le champ d'application de ce (ou de ces) paragraphe(s) "horizontal(aux)".

Article 4¹

1. Aux fins énoncées à [l'article 2]², l'action des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~ comporte, dans les conditions [et selon les rythmes]³ prévus par ~~le présent traité la Constitution~~, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
2. Parallèlement, dans les conditions et selon [les rythmes et]⁴ les procédures **prévues** par ~~le présent traité la Constitution~~, cette action comporte ~~la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, l'Écu l'euro~~, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans ~~la Communauté l'Union~~, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.
3. Cette action des États membres et de ~~la Communauté l'Union~~ implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

Article 5⁵

~~La Communauté agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le présent traité.~~

~~Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.~~

~~L'action de la Communauté n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs du présent traité.~~

¹ Cet article pourrait être transféré au début du titre VII "Politique économique et monétaire".

² L'article 2 est supprimé et remplacé par le projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3(2) CONV 528/03).

³ On peut s'interroger sur la pertinence de maintenir cette mention (les rythmes..).

⁴ On peut s'interroger sur la pertinence de maintenir cette mention (les rythmes..).

⁵ L'article 5 est supprimé et remplacé par le projet d'article "principes fondamentaux" de la partie I (article 8 CONV 528/03).

Article 6¹

Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **l'Union** visées à l'~~article 3~~ **par la présente Partie**, en particulier afin de promouvoir le développement durable.

Article 7²

1. *La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assurée par:*

- *un PARLEMENT EUROPÉEN,*
- *un CONSEIL,*
- *une COMMISSION,*
- *une COUR DE JUSTICE,*
- *une COUR DES COMPTES.*

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité.

2. *Le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions exerçant des fonctions consultatives.*

Article 8³

Il est institué, selon les procédures prévues par le présent traité, un Système européen de banques centrales, ci-après dénommé «SEBC», et une Banque centrale européenne, ci-après dénommée «BCE»; ils agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par le présent traité et les statuts du SEBC et de la BCE, ci-après dénommés «statuts du SEBC», qui lui sont annexés.

¹ Cet article, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupé en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)). Même remarque que dans ladite footnote concernant l'usage des termes "la présente partie".

² Les articles 7 à 11A sont ou seront couverts par la partie I.

³ On peut se demander s'il est souhaitable que la Constitution contienne des abréviations ("BCE" pour "Banque centrale européenne" par exemple) ou s'il n'est pas plus clair pour les lecteurs d'utiliser le nom usuel de l'institution ou de l'organe concerné. La Banque européenne d'investissement, (article 9), n'est pas abrégée "BEI" dans les articles du traité. Si l'on compte utiliser de telles abréviations il faudra s'assurer que les explications de ces abréviations figureront quelque part dans la Constitution.

Article 9

Il est institué une Banque européenne d'investissement qui agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité et les statuts qui lui sont annexés.

Article 10

Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent traité.

Article 11

1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par le présent traité adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée visée au paragraphe 1 est accordée, dans le respect des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen. Lorsque la coopération renforcée vise un domaine qui relève de la procédure visée à l'article 251 du présent traité, l'avis conforme du Parlement européen est requis.

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe.

3. Les actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre des actions de coopération renforcée sont soumis à toutes les dispositions pertinentes du présent traité, sauf dispositions contraires du présent article et des articles 43 à 45 du traité sur l'Union européenne.

Article 11 A

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 11 notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission statue à son sujet, ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires.

Article 12

~~Dans le domaine d'application du présent traité, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.~~

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative, visée à l'article 251, peut prendre toute réglementation peuvent adopter toute mesure en vue de l'interdiction de ces des discriminations en raison de la nationalité telle que visée à [l'article (...)]¹.

Article 13

1. Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~ et dans les limites des compétences que ~~celui-ci~~ **celle-ci** confère à ~~la Communauté l'Union~~, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, peut prendre~~ **peut adopter, à l'unanimité**, les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

2. Par dérogation au paragraphe 1, ~~lorsque le Conseil adopte des~~ **les** mesures d'encouragement ~~communautaires de l'Union~~, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres, ~~pour appuyer~~ **qui appuient** les actions des États membres prises en vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1, ~~il statue conformément à la procédure visée à l'article 251 sont adoptées par le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative.~~

Article 14²

1. ~~La Communauté arrête~~ **L'Union adopte** les mesures destinées à établir ~~progressivement~~ le marché intérieur ~~au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992,~~³ conformément ~~aux dispositions du~~ **au** présent article, ~~des~~ **aux** [articles 15 et 26], ~~de~~ **à** [l'article 47, paragraphe 2,] et ~~des~~ **aux** [articles 49, 80, 93 et 95] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~

2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions ~~du présent traité de la Constitution.~~

¹ Insérer référence au projet d'article "non-discrimination en raison de la nationalité" de la partie I (article 6 CONV 528/03).

² Les articles 14 et 15 pourraient être transférés au début de la troisième partie actuelle "les politiques de la Communauté". On pourrait en outre s'interroger s'il ne serait pas approprié de prévoir un titre ou chapitre "marché intérieur" au début duquel ces deux articles pourraient figurer.

³ La référence à ce délai est obsolète. Il est suggéré de la supprimer.

Rapport consolidé du groupe d'experts des Services juridiques du 13 mars 2003 - Volume II - Partie A (traité CE)

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, ~~défini~~ **adopte à la majorité qualifiée les mesures qui définissent** les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés.¹

Article 15²

Lors de la formulation de ses propositions en vue de la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14], la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter ~~au cours de la période d'~~ **pour** l'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les ~~dispositions~~ **mesures** appropriées.

Si ces ~~dispositions~~ **mesures** prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

Article 16

Sans préjudice des [articles 73, 86 et 87], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les [valeurs communes]³ de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale ~~de l'Union, la Communauté~~ **l'Union** et ses États membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application ~~du présent traité de la Constitution~~, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

¹ Il semble que ce paragraphe n'ait jamais été utilisé. Faudrait-il le supprimer ?

² Il a été suggéré de supprimer la référence à la période d'établissement du marché intérieur (cf. footnote ad article 14). Cependant, la suppression de cette référence pourrait entraîner ici une pérennisation des possibilités de dérogations prévues à l'article 15 et qui ne pouvaient s'appliquer que pendant la période en question.

³ On peut s'interroger sur cette notion de "valeurs communes", alors que la notion de "valeurs" est définie au projet d'article "valeurs de l'Union" de la partie I (article 2 CONV 528/03) et se réfère à des valeurs du type droits de l'homme. Il est suggéré d'essayer de trouver un autre terme.

DEUXIÈME PARTIE

LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

~~Article 17~~¹

~~1. — Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.~~

~~2. — Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.~~

Article 18

~~1. — Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le présent traité et par les dispositions prises pour son application.~~²

2. Si une action de la ~~Communauté~~ **l'Union** apparaît nécessaire pour atteindre ~~et~~ **l'objectif, visé à [l'article (...)]³, du droit de libre circulation et de libre séjour pour tout citoyen de l'Union,** et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** a prévu des pouvoirs d'action à cet effet, ~~le Conseil peut arrêter des dispositions~~ **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des mesures** visant à faciliter l'exercice ~~des droits visés au paragraphe 1 de ce droit. Il statue conformément à la procédure visée à l'article 251.~~

3. Le [paragraphe 2] ne s'applique pas aux ~~dispositions~~ **mesures** concernant les passeports, les cartes d'identité, les titres de séjour ou tout autre document assimilé, ni aux dispositions concernant la sécurité sociale ou la protection sociale.⁴

¹ L'article 17 est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(1) CONV 528/03).

² L'article 18(1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

³ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 1er tiret CONV 528/03).

⁴ Il est suggéré d'élucider si ce paragraphe vise à exclure toute compétence au titre de cet article dans les domaines énumérés ou s'il s'agissait d'exclure la codécision ou la seule majorité qualifiée au Conseil. Dans le deuxième cas, il conviendrait que la Convention examine l'opportunité d'introduire une base juridique spécifique pour les mesures visées au paragraphe 3.

Article 19¹

1. ~~Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit² sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité les mesures fixant les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)]³, de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour tout citoyen de l'Union dans l'État membre où il réside. Il statue après consultation du Parlement européen.** Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

2. ~~Sans préjudice des dispositions de [l'article 190, paragraphe 4],⁴ et des dispositions prises pour son application, tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État. Ce droit sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen;~~ **le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité les mesures fixant les modalités d'exercice du droit, visé à [l'article (...)]⁵, de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour tout citoyen de l'Union dans l'État membre où il réside. Il statue après consultation du Parlement européen.** Ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

¹ Il est suggéré de fusionner ces deux paragraphes qui sont pratiquement identiques, sous réserve de trouver une solution à la problématique de la référence à l'article 190(4) (voir footnote ad article 19(2) ci-dessous).

² La première phrase des paragraphes 1 et 2 de l'article 19 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03).

³ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) 2ème tiret CONV 528/03).

⁴ La référence à l'article 190 (la procédure électorale uniforme pour les membres du Parlement européen, qui sera couverte par la partie I) visait le droit (de vote/éligibilité aux élections européennes) et non pas la procédure pour adopter les dispositions pour l'exercice de ce droit (prévue ici). Or, le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 2ème tiret CONV 528/03), qui contient ce droit, ne se réfère plus à l'article 190. Laisser ici la référence à l'article 190, liée à la seule procédure, modifierait donc le champ de cette référence, à moins d'en faire une phrase séparée spécifiant qu'elle ne s'applique qu'au droit de vote et d'éligibilité.

⁵ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) 2ème tiret CONV 528/03).

Article 20¹

~~Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles nécessaires et engagent les négociations internationales requises en vue d'assurer cette la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union dans les Etats tiers, telle que visée à [l'article (...)]²~~

Article 21³

~~Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen conformément aux dispositions de l'article 194.~~

~~Tout citoyen de l'Union peut s'adresser au médiateur institué conformément aux dispositions de l'article 195.~~

Les langues dans lesquelles tout citoyen de l'Union peut écrire à toute aux institutions ou organes en vertu de [l'article (...)]⁴, et recevoir une réponse dans la même langue, sont celles énumérées à l'article 314 visé au présent article ou à l'article 7 dans l'une des langues visées à l'article 314 et recevoir une réponse rédigée dans la même langue. Les institutions et organes visés par le présent article sont ceux énumérés à [l'article ...], ainsi que le médiateur.⁵

Article 22

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des dispositions de [l'article (...)]⁶ et de la [présente partie]. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

¹ La première phrase de l'article 20 est supprimée et remplacée par le projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03). Pour donner suite à cette disposition, les Etats membres ont négocié au sein du Conseil et conclu entre eux un accord international. La Convention pourrait examiner s'il serait approprié de modifier la procédure selon lesquelles les règles prévues par cet article doivent être établies et notamment la possibilité de ne plus recourir à un instrument conventionnel (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 5).

² Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), 3ème tiret CONV 528/03).

³ Les deux premiers alinéas qui ne sont pas opérationnels et ne font que renvoyer aux articles 194 et 195 doivent être supprimés dès lors que le droit qu'ils prévoient est énoncé au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

⁴ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2), dernier tiret CONV 528/03).

⁵ Insérer référence au projet d'article de la partie I qui contiendra la liste des institutions et des deux organes consultatifs (Comité économique et social et Comité des régions).

⁶ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

Sur cette base, et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions~~ **peut adopter à l'unanimité des mesures** tendant à compléter les droits prévus à ~~la présente partie [l'article (...)]¹~~, ~~dispositions~~ **mesures** dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.**

TROISIÈME PARTIE

LES POLITIQUES DE ~~LA COMMUNAUTÉ~~ **L'UNION**

TITRE I

LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

Article 23

1. ~~La Communauté L'Union est fondée sur~~ **comprend** une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.
2. ~~Les dispositions de [L'article 25] et du [le chapitre 2] du [présent titre]~~ s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

Article 24

Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

¹ Insérer référence au projet d'article "citoyenneté" de la partie I (article 7(2) CONV 528/03).

CHAPITRE 1

L'UNION DOUANIÈRE

Article 25

Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 26

~~Les droits du tarif douanier commun sont fixés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée les mesures fixant les droits du tarif douanier commun.**

Article 27

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du [présent chapitre], la Commission s'inspire:

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,
- c) des nécessités d'approvisionnement de ~~la Communauté~~ **l'Union** en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans ~~la Communauté~~ **l'Union**.

CHAPITRE 2

L'INTERDICTION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES ENTRE LES ÉTATS MEMBRES

Article 28¹

Les restrictions quantitatives **tant** à l'importation **qu'à l'exportation** ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

~~Article 29~~

~~Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.~~

Article 30

~~Les dispositions des [L'articles 28] et 29 ne font fait~~ pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

Article 31

1. Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

~~Les dispositions du~~ présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. ~~Ces dispositions II~~ s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au [paragraphe 1] ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

¹ Il est suggéré de fusionner cet article avec l'article 29.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application ~~des règles~~ du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

TITRE II

L'AGRICULTURE¹

Article 32

1. Le marché ~~commun~~ **intérieur** s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.
2. Sauf dispositions contraires des [articles 33 à 38] ~~inclus~~, les règles prévues pour l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur** sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits **énumérés à [l'annexe I]** ~~qui sont soumis aux dispositions des articles 33 à 38 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I du présent traité²~~.
4. Le fonctionnement et le développement du marché ~~commun~~ **intérieur** pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

Article 33

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
 - c) de stabiliser les marchés,
 - d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.

¹ Il est suggéré d'examiner s'il serait approprié d'ajouter "ET LA PECHE" dans le titre. Si cette suggestion était acceptée, il faudrait adapter la rédaction de l'article 32.

² Il est suggéré de supprimer ces formulations superflues, la référence à l'annexe ne pouvant se référer qu'à la Constitution.

2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:

- a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,
- b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,
- c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

Article 34

1. En vue d'atteindre les objectifs prévus à [l'article 33], il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

- a) des règles communes en matière de concurrence,
- b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,
- c) une organisation européenne du marché.

2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à [l'article 33], notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à [l'article 33] et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricole.

Article 35

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à [l'article 33], il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

Article 36

~~Les dispositions du~~ Le [chapitre] relatif aux règles de concurrence ~~ne sont n'est pas~~ applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à [l'article 37, paragraphes 2 et 3,] compte tenu des objectifs énoncés à [l'article 33].

Le Conseil peut notamment **adopter des mesures** autorisant l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

Article 37

~~1. — Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.¹~~

2. La Commission, ~~en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1,~~ présente, après consultation du Comité économique et social ~~et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité,~~ des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à [l'article 34, paragraphe 1,] ainsi que la mise en œuvre des mesures ~~spécialement~~ mentionnées au [présent titre].

Ces propositions ~~doivent tenir~~ **tiennent** compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

¹ Ce paragraphe est obsolète. La conférence a eu lieu à Stresa en 1958. Ses résultats font donc déjà partie de l'acquis.

~~Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend~~ **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée des lois/règlements¹, des lois-cadre, des décisions, sans préjudice et des recommandations qu'il pourrait formuler. Il statue après consultation du Parlement européen.**

3. L'organisation commune prévue à [l'article 34, paragraphe 1,] peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2, ~~par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.~~²

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 38

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

² Cette mention est superflue puisque la procédure applicable est déjà visée par le renvoi à l'article 37(2).

TITRE III

LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX

CHAPITRE 1

LES TRAVAILLEURS

Article 39

1. ~~La libre circulation des travailleurs est assurée~~ **Les travailleurs ont le droit de circuler librement** à l'intérieur de ~~la Communauté l'Union~~.¹
2. ~~Elle implique l'abolition de~~ Toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail **est interdite**.²
3. ~~Elle comporte~~ **Les travailleurs ont** ³le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:
 - a) de répondre à des emplois effectivement offerts,
 - b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
 - c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
 - d) de demeurer, dans des conditions qui ~~feront font~~ l'objet de règlements ~~d'application établis~~ **adoptés** par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.
4. ~~Les dispositions du présent article ne sont~~ **n'est** pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

¹ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

² Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

³ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

Article 40

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête, par voie de directives ou de règlements, les mesures~~ **La Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les lois ou les lois-cadre nécessaires en vue de** ~~pour~~ réaliser la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à [l'article 39]. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social. Ces lois et lois-cadre visent** notamment à:

- a) ~~en assurant~~ **assurer** une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,
- b) ~~en éliminant~~ **éliminer**, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,
- c) ~~en éliminant~~ **éliminer** tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,
- d) ~~en établissant~~ **établir** des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

Article 41

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.¹

Article 42

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251,~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent**, dans le domaine de la sécurité sociale, les mesures nécessaires pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs², en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit:

¹ Il est suggéré d'examiner s'il serait utile de "moderniser" cette disposition en prévoyant une compétence de l'Union dont la nature serait à définir.

² Cette base juridique ne permet l'adoption de mesures que pour les "travailleurs", c'est-à-dire pour les salariés. L'extension du règlement "sécurité sociale" pour les non-salariés a été faite sur la base de l'article 308 TCE. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié de prévoir, dans le chapitre "établissement" qui s'applique aux non-salariés, une base juridique spécifique couvrant ce sujet.

- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
- b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251.~~¹

CHAPITRE 2

LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT

Article 43

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du [présent chapitre]**, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

~~La liberté d'établissement comporte l'accès~~ **Les ressortissants d'un État membre ont le droit, dans le territoire d'un autre État membre, d'accéder** aux activités non salariées et ~~leur exercice de les exercer~~, ainsi que ~~la constitution et la gestion d'entreprises de constituer et de gérer des entreprises~~, et notamment des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] dans les conditions définies par la législation ~~du pays de l'Etat membre~~ d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du [chapitre] relatif aux capitaux.²

Article 44

1. **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre** pour réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée, ~~le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, statue par voie de directives. Ils statuent après consultation du Comité économique et social.~~

2. **Le Parlement européen, le Conseil et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par les dispositions ci-dessus le paragraphe 1**, notamment:

¹ Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

² Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance (cf. aussi article 39 sur les travailleurs).

- a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,
- b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** des diverses activités intéressées,
- c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,
- d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,
- e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à [l'article 33, paragraphe 2],
- f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,
- g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de [l'article 48, deuxième alinéa,] pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,
- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

Article 45

~~Sont exceptées de l'application des dispositions du~~ Le présent chapitre **ne s'applique pas**, en ce qui concerne l'État membre intéressé, ~~les~~ **aux** activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.¹

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut ~~excepter~~ **adopter à la majorité qualifiée des mesures qui exemptent** certaines activités de l'application ~~des dispositions~~ du présent chapitre.

¹ Cette formulation est plus directe, plus claire et ne change rien en substance.

Article 46

1. Les ~~prescriptions du~~ [présent chapitre] et les mesures ~~prises~~ **adoptées** en vertu de ~~celles-ci~~ **celui-ci** ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives **des Etats membres** prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.
2. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre** pour la coordination des dispositions ~~précitées~~ **nationales visées au paragraphe 1.**

Article 47¹

2. Afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ~~le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives~~ **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois-cadre** visant à:
 - a) la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres;
 - b) la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci.
2. ~~Aux mêmes fins, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251 sur les directives dont l'exécution dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à la majorité qualifiée.²~~
3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions ~~sera~~ **est** subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

¹ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2 qui suivent la même procédure (suite à la suppression de l'unanimité au Conseil comme indiqué dans le rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

² Suppression de l'unanimité au Conseil (cf. rapport du groupe de travail IX "Simplification", page 14).

Article 48

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont assimilées, pour l'application ~~des dispositions~~ du [présent chapitre], aux personnes physiques ressortissantes des États membres.

Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

CHAPITRE 3

LES SERVICES

Article 49

Dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ du [présent chapitre], les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un ~~pays de la Communauté~~ **État membre** autre que celui du destinataire de la prestation.

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut **adopter à la majorité qualifiée des mesures visant à** étendre le bénéfice ~~des dispositions~~ du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 50

Au sens ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice ~~des dispositions~~ du [chapitre] relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans ~~le pays~~ **l'Etat membre** où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ~~ce pays~~ **cet Etat** impose à ses propres ressortissants.

Article 51

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par ~~les dispositions du le~~ [titre] relatif aux transports.
2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération de la circulation des capitaux.

Article 52

1. Pour réaliser la libération d'un service déterminé, le Conseil, sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives, à la majorité qualifiée~~ **adopte à la majorité qualifiée des lois-cadre. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**
2. Les ~~directives~~ **lois-cadre** visées au paragraphe 1 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

Article 53¹

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des ~~directives arrêtées~~ **lois-cadre adoptées** en application de [l'article 52, paragraphe 1,] si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

Article 54²

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à [l'article 49, premier alinéa].

¹ On peut s'interroger sur la pertinence du maintien d'une telle disposition.

² Dans un souci de cohérence, on peut s'interroger s'il ne serait pas approprié de prévoir une telle disposition horizontalement pour les quatre libertés.

Article 55

Les dispositions des [articles 45 à 48] ~~inclus~~ sont applicables à la matière régie par le [présent chapitre].

CHAPITRE 4

LES CAPITAUX ET LES PAIEMENTS

Article 56¹

1. Dans le cadre ~~des dispositions~~ du présent chapitre, ~~toutes~~ les restrictions **tant** aux mouvements de capitaux **qu'aux paiements** entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

~~2. Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions aux paiements entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.~~

Article 57

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

2. Tout en s'efforçant de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice des autres [chapitres] ~~du présent traité de la Constitution~~, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission, peut adopter **à la majorité qualifiée** des mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux. ~~L'unanimité est requise pour l'adoption de~~ **Le Conseil statue à l'unanimité lorsqu'il adopte des** mesures en vertu du présent paragraphe qui constituent un pas en arrière dans le droit ~~communautaire de l'Union~~ en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers.

¹ Il est suggéré de fusionner les paragraphes 1 et 2.

Article 58

1. [L'article 56] ne porte pas atteinte au droit qu'ont les États membres:
 - a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
 - b) de prendre toutes les **dispositions** indispensables pour faire échec aux infractions à leurs ~~lois et règlements~~ **dispositions législatives et réglementaires**, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.
2. Le présent [chapitre] ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.
3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à [l'article 56].

Article 59

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation de la BCE, peut prendre,~~ **peut adopter à la majorité qualifiée des mesures de sauvegarde** à l'égard de pays tiers, ~~des mesures de sauvegarde~~ pour une période ne dépassant pas six mois pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires. **Il statue après consultation de la BCE¹.**

Article 60²

1. Si, dans les cas envisagés à [l'article 301], une action de la Communauté est jugée nécessaire, le Conseil, conformément à la procédure prévue à [l'article 301], peut prendre, à l'égard des pays³ tiers concernés, les mesures urgentes nécessaires en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les paiements.

¹ Question sur l'utilisation d'abréviations dans la Constitution (cf. footnote ad article 8 ci-dessus).

² Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" et n'est donc pas traité ici. Il est suggéré d'examiner s'il serait approprié de fusionner cet article avec l'article 301.

³ La mention des seuls "pays" empêche actuellement d'utiliser cet article pour des sanctions à l'égard d'individus ou d'entités non étatiques (par exemple les sanctions contre les talibans et les terroristes nommément désignés). Cette lacune oblige actuellement à recourir, à titre additionnel, à l'article 308 TCE. Il est donc suggéré d'examiner s'il serait utile de prévoir une extension du champ d'application de cet article (cf. également suggestion ad article 301).

2. Sans préjudice de [l'article 297] et aussi longtemps que le Conseil n'a pas pris de mesures conformément au paragraphe 1, un État membre peut, pour des raisons politiques graves et pour des motifs d'urgence, prendre des mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements. La Commission et les autres États membres sont informés de ces mesures au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que l'État membre concerné doit modifier ou abolir les mesures en question. Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises par le Conseil.

TITRE IV¹

VISAS, ASILE, IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Article 61

Afin de mettre en place progressivement un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil arrête:

- 3) a) dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, des mesures visant à assurer la libre circulation des personnes conformément à l'article 14, en liaison avec des mesures d'accompagnement directement liées à cette libre circulation et concernant les contrôles aux frontières extérieures, l'asile et l'immigration, conformément à l'article 62, points 2) et 3), et à l'article 63, point 1), sous a), et point 2), sous a), ainsi que de mesures visant à prévenir et à combattre la criminalité, conformément à l'article 31, point e), du traité sur l'Union européenne;*
- b) d'autres mesures en matière d'asile, d'immigration et de protection des droits de ressortissants des pays tiers, conformément à l'article 63;*
- c) des mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile, visées à l'article 65;*
- d) des mesures appropriées visant à encourager et à renforcer la coopération administrative visée à l'article 66;*

¹ Ce titre sera réexaminé par la Convention. Il n'est donc pas traité ici.

- e) *des mesures dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale visant un niveau élevé de sécurité par la prévention de la criminalité et la lutte contre ce phénomène au sein de l'Union, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne.*

Article 62

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) des mesures visant, conformément à l'article 14, à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, qu'il s'agisse de citoyens de l'Union ou de ressortissants des pays tiers, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;*
- 2) des mesures relatives au franchissement des frontières extérieures des États membres qui fixent:*
 - a) les normes et les modalités auxquelles doivent se conformer les États membres pour effectuer les contrôles des personnes aux frontières extérieures;*
 - b) les règles relatives aux visas pour les séjours prévus d'une durée maximale de trois mois, notamment:*
 - i) la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation;*
 - ii) les procédures et conditions de délivrance des visas par les États membres;*
 - iii) un modèle type de visa;*
 - iv) des règles en matière de visa uniforme;*
- 3) des mesures fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement sur le territoire des États membres pendant une durée maximale de trois mois.*

Article 63

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) des mesures relatives à l'asile, conformes à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'aux autres traités pertinents, dans les domaines suivants:*

- a) *critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers;*
 - b) *normes minimales régissant l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;*
 - c) *normes minimales concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers pour pouvoir prétendre au statut de réfugié;*
 - d) *normes minimales concernant la procédure d'octroi ou de retrait du statut de réfugié dans les États membres;*
- 2) *des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées, dans les domaines suivants:*
- a) *normes minimales relatives à l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine et aux personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale;*
 - b) *mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil;*
- 3) *des mesures relatives à la politique d'immigration, dans les domaines suivants:*
- a) *conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant les procédures de délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;*
 - b) *immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;*
- 4) *des mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre de séjourner dans les autres États membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire.*

Les mesures adoptées par le Conseil en vertu des points 3) et 4) n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire, dans les domaines concernés, des dispositions nationales compatibles avec le présent traité et avec les accords internationaux.

Les mesures arrêtées en vertu du point 2), sous b), du point 3), sous a), et du point 4) ne sont pas soumises à la période de cinq ans visée ci-dessus.

Article 64

- 1. Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.*
- 2. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers et sans préjudice du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut arrêter au profit du ou des États membres concernés des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois.*

Article 65

Les mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, qui doivent être prises conformément à l'article 67 et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, visent entre autres à:

- a) améliorer et simplifier:*
 - le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires;*
 - la coopération en matière d'obtention des preuves;*
 - la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, y compris les décisions extrajudiciaires;*
- b) favoriser la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflits de lois et de compétence;*
- c) éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres.*

Article 66

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête des mesures pour assurer une coopération entre les services compétents des administrations des États membres dans les domaines visés par le présent titre, ainsi qu'entre ces services et la Commission.

Article 67

1. *Pendant une période transitoire de cinq ans après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'un État membre et après consultation du Parlement européen.*
2. *Après cette période de cinq ans:*
 - *le Conseil statue sur des propositions de la Commission; la Commission examine toute demande d'un État membre visant à ce qu'elle soumette une proposition au Conseil;*
 - *le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen, prend une décision en vue de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable à tous les domaines couverts par le présent titre ou à certains d'entre eux et d'adapter les dispositions relatives aux compétences de la Cour de justice.*
3. *Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera i) et iii), sont, à compter de l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.*
4. *Par dérogation au paragraphe 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera ii) et iv), sont, après une période de cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251.*
5. *Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil arrête selon la procédure visée à l'article 251:*
 - *les mesures prévues à l'article 63, point 1), et point 2), sous a), pour autant que le Conseil aura arrêté préalablement et conformément au paragraphe 1 du présent article une législation communautaire définissant les règles communes et les principes essentiels régissant ces matières;*
 - *les mesures prévues à l'article 65, à l'exclusion des aspects touchant le droit de la famille.*

Article 68

1. *L'article 234 est applicable au présent titre dans les circonstances et conditions suivantes: lorsqu'une question sur l'interprétation du présent titre ou sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté sur la base du présent titre est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demande à la Cour de justice de statuer sur cette question.*

2. *En tout état de cause, la Cour de justice n'est pas compétente pour statuer sur les mesures ou décisions prises en application de l'article 62, point 1), portant sur le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.*

3. *Le Conseil, la Commission ou un État membre a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer sur une question d'interprétation du présent titre ou d'actes pris par les institutions de la Communauté sur la base de celui-ci. L'arrêt rendu par la Cour de justice en réponse à une telle demande n'est pas applicable aux décisions des juridictions des États membres qui ont force de chose jugée.*

Article 69

Le présent titre s'applique sous réserve des dispositions du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande et du protocole sur la position du Danemark et sans préjudice du protocole sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité instituant la Communauté européenne au Royaume-Uni et à l'Irlande.

TITRE V

LES TRANSPORTS

Article 70

Les objectifs ~~du traité de la Constitution~~ sont poursuivis ~~par les États membres~~¹, en ce qui concerne la matière régie par le présent titre, dans le cadre d'une politique commune des transports.

Article 71

1. ~~En vue de réaliser la mise~~ **Afin de mettre** en œuvre de [l'article 70] et compte tenu des aspects spéciaux des transports, **le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure législative, ~~visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, établit adoptent des mesures. Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions. Ces mesures comprennent:~~

- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres;
- b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre;

¹ S'agissant d'une compétence partagée, il est suggéré de biffer cette mention qui n'est pas reprise en tête des autres politiques. Voir aussi suggestion de fusion avec l'article 80 (ci-après).

- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toutes autres ~~dispositions~~ **mesures** utiles.

2. Par dérogation à la procédure prévue au [paragraphe 1], les ~~dispositions~~ **mesures** portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché ~~commun~~ **intérieur**, sont ~~arrêtées~~ **adoptées à l'unanimité** par le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission. **Il statue** et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

Article 72

Jusqu'à l'établissement des ~~dispositions~~ **l'adoption des mesures** visées à [l'article 71, paragraphe 1,] et sauf ~~accord unanime du~~ **adoption à l'unanimité par le Conseil de mesures accordant une dérogation**, aucun des États membres ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, à la date de leur adhésion.

Article 73

Sont compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution** les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

Article 74

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, ~~prise~~ **adoptée** dans le cadre ~~du présent traité de la Constitution~~, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

Article 75

1. ~~Doivent être supprimées~~ **Sont interdites**, dans le trafic à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison ~~du pays de l'Etat membre~~ d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres mesures puissent être adoptées par le **Parlement européen et le Conseil** en application de [l'article 71, paragraphe 1].

3. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, établit, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social, une réglementation~~ **adopte à la majorité qualifiée des mesures** assurant la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 1. **Il statue après consultation du Comité économique et social.**

Il peut notamment ~~prendre les dispositions~~ **adopter les mesures** nécessaires pour permettre aux institutions ~~de la Communauté~~ de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, ~~prend~~ **adopte**, dans le cadre ~~de la réglementation arrêtée des mesures conformément aux dispositions du~~ **visées au** paragraphe 3, les décisions nécessaires.

Article 76

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union**, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite à sauf si elle est autorisée par **une décision de** la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle ~~prend~~ **adopte** les décisions nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne ~~frappe~~ **s'applique** pas ~~les~~ **aux** tarifs de concurrence.

Article 77

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par¹ un transporteur [au passage des frontières] ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire ~~progressivement~~ ces frais.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

¹ On peut s'interroger sur quel type de taxes sont ainsi perçues par le transporteur. En outre, dans un marché intérieur sans frontières internes, la mention "au passage des frontières" semble obsolète. Il faudrait examiner si cet article n'est pas obsolète.

[Article 78¹

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la république fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.]

Article 79

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports[, sans préjudice des attributions du Comité économique et social]².

Article 80

1. ~~Les dispositions du présent titre s'appliquent~~ aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.
2. **Le Parlement européen et le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, conformément à la procédure législative, pourra décider peuvent adopter des mesures si, dans quelle mesure et par quelle procédure³ des dispositions appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne.⁴ Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

~~Les dispositions de procédure de l'article 71 s'appliquent.~~

¹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si cet article est encore d'actualité (voir aussi article 87(2)(c)).

² Il est suggéré de supprimer cette phrase superflue puisqu'il est évident que la consultation de ce comité ne pourrait pas préjuger les attributions du Comité économique et social.

³ Cette référence à "la procédure appropriée" n'a pas de sens puisque cette procédure, la codécision, est déjà déterminée par le second alinéa.

⁴ Suite aux modifications successives du traité CE, l'habilitation conférée au Conseil par l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa, s'avère difficilement conciliable avec le 2ème alinéa de cette disposition. Du reste, en pratique, il semble qu'il n'ait pas été fait usage de l'article 80, paragraphe 2, 1er alinéa. Depuis l'adoption de l'Acte unique européen, on a directement procédé à l'adoption de dispositions en matière de navigation maritime et aérienne.

Une autre possibilité plus concise et lisible serait de rédiger ainsi le paragraphe 2: "Des mesures appropriées peuvent être adoptées pour la navigation maritime et aérienne, conformément à la procédure prévue à l'article 71".

TITRE VI

LES RÈGLES COMMUNES SUR LA CONCURRENCE, LA FISCALITÉ ET LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

CHAPITRE 1

LES RÈGLES DE CONCURRENCE

SECTION 1

LES RÈGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES

Article 81

1. Sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché ~~commun~~ **intérieur**, et notamment ceux qui consistent à:
 - a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
 - b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
 - c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
 - d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
 - e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.
2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.
3. Toutefois, les ~~dispositions du~~ paragraphe 1 ~~peuvent~~ **peut** être déclarées inapplicables:
 - a) à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
 - b) à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et

- c) à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- d) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
- e) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Article 82

Est incompatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché ~~commun~~ **intérieur** ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Article 83

1. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée** ~~Les règlements ou directives les lois/règlements¹ ou lois-cadre~~ utiles en vue de l'application des principes figurant aux [articles 81 et 82]. ~~sont établis par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.~~ **Il statue** après consultation du Parlement européen.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences" de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

2. Les ~~dispositions~~ **lois/règlements ou lois-cadre** visé(e)s au paragraphe 1 ont pour but notamment:

- a) d'assurer le respect des interdictions visées à [l'article 81, paragraphe 1,] et à [l'article 82,] par l'institution d'amendes et d'astreintes,
- b) de déterminer les modalités d'application de [l'article 81, paragraphe 3,] en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,
- c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des [articles 81 et 82],
- d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,
- e) de définir les rapports entre les législations nationales, d'une part, et, d'autre part, ~~les dispositions de la présente section ainsi que celles~~ **les mesures** adoptées en application du présent article.

Article 84

Jusqu'~~au moment de l'~~ **à la date d'**entrée en vigueur des ~~dispositions prises~~ **lois/règlements ou lois-cadre adopté(e)s** en application de [l'article 83], les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché ~~commun intérieur~~, en conformité ~~du droit de leur pays~~ **avec leur droit interne** et les ~~dispositions des~~ [articles 81, notamment paragraphe 3, et 82].

Article 85

1. Sans préjudice de [article 84] la Commission veille à l'application des principes fixés par les [articles 81 et 82]. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission ~~constate l'infraction aux principes par une décision motivée~~ **adopte une décision motivée constatant l'infraction aux principes**. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les ~~mesures~~ **dispositions** nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

Article 86

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment à celles prévues aux [articles 12 et 81 à 89]~~inclus~~.
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux ~~règles du présent traité~~ **dispositions de la Constitution**, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**.
3. La Commission veille à l'application ~~des dispositions~~ du présent article et ~~adresse~~ **adopte**, en tant que de besoin, les ~~directives ou~~ **[règlements¹ ou]** décisions appropriées ~~aux États membres~~.

SECTION 2

LES AIDES ACCORDÉES PAR LES ÉTATS **MEMBRES**

Article 87

1. Sauf dérogations prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, sont incompatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États **membres** ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.
2. Sont compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
 - a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,
 - b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,

¹ L'instrument de la directive n'étant plus prévu parmi les instruments que la Commission peut adopter (cf. le projet de titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (CONV 571/03)), seul resterait l'instrument de la décision (cf. article 26 dudit projet) et celui du règlement. Le règlement est cependant un instrument qui, contrairement à la directive, ne laisse en principe aucune marge de manoeuvre aux États membres. Le prévoir ici constitue donc une modification par rapport à la situation actuelle.

- [c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la république fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.]¹
3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché ~~commun~~ **intérieur**:
- a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,
 - b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,
 - c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans ~~la Communauté~~ **l'Union** dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
 - e) les autres catégories d'aides déterminées par ~~décision du~~ **des mesures adoptées à la majorité qualifiée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

Article 88

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État **membre** ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur** aux termes de [l'article 87], ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle ~~décide~~ **adopte une décision visant à ce** que l'État intéressé ~~doit~~ la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État **membre** intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux [articles 226 et 227].

¹ La Convention estimera peut être utile d'examiner si ce paragraphe est encore d'actualité (voir aussi article 78).

Sur demande d'un État membre, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut ~~décider~~ **adopter à l'unanimité une décision selon laquelle** qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, en dérogation ~~des dispositions de [l'article 87] ou des règlements prévus~~ **lois/règlements prévues** à [l'article 89], si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée **par les États membres**, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché ~~commun~~ **intérieur**, aux termes de [l'article 87], elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe ~~précédent~~ **2**. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

Article 89

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen~~, peut prendre tous règlements **peut, à la majorité qualifiée, adopter des lois/règlements¹ utiles en vue de** pour l'application des [articles 87 et 88] et fixer notamment les conditions d'application de [l'article 88, paragraphe 3,] et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS FISCALES

Article 90

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

Article 91

Les produits exportés¹ **d'un Etat membre** vers le territoire d'un ~~des~~ **autre** États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

Article 92

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par **une décision adoptée à la majorité qualifiée par** le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission.

Article 93

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions~~ **adopte à l'unanimité les mesures** touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur ~~dans le délai prévu à l'article 14.~~² **Le Conseil statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

¹ L'utilisation du mot "exportés" s'agissant du commerce entre États membres devrait être réexaminé.

² Il a été suggéré de supprimer ce délai (31.12.1992) (voir footnote ad article 14).

CHAPITRE 3

LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS¹

Article 94²

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête des directives~~ **adopte à l'unanimité des lois-cadre** pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Article 95³

1. Par dérogation à [l'article 94] et sauf si ~~le présent traité~~ **la Constitution** en dispose autrement, ~~les dispositions suivantes le présent article s'appliquent~~ pour la réalisation des objectifs énoncés à [l'article 14]. ~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent** les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.
3. La Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.

¹ La place de ce chapitre qui contient les bases juridiques générales pour l'établissement du marché intérieur, pourrait être examinée. Il serait peut être approprié de le placer dans un éventuel nouveau titre ou chapitre "marché intérieur" (cf. également footnote ad articles 14 et 15).

² A l'heure actuelle, les articles 94 et 95 ne permettent d'adopter que des mesures constituant un "rapprochement des législations nationales". Cela conduit à utiliser l'article 308 dans un certain nombre de cas qui concernent le marché intérieur sans pour autant supposer une harmonisation des législations nationales. Il en est ainsi, entre autres, lorsqu'il s'agit de créer un titre communautaire de propriété intellectuelle qui se superpose aux titres nationaux. Si la Convention souhaitait limiter les cas de recours à l'article 308, elle pourrait examiner s'il serait approprié soit de créer des bases juridiques spécifiques, soit de modifier la référence au "rapprochement des législations" aux articles 94 et 95 pour permettre les actions en question. En outre, la Convention pourrait examiner la question de la relation entre les articles 94 et 95 (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

³ Voir suggestion à la note précédente.

4. Si, après l'adoption par le **Parlement européen et le Conseil** ou par la Commission¹ d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à [l'article 30] ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption par le **Parlement européen et le Conseil** ou par la Commission² d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les ~~mesures~~ **dispositions** envisagées ainsi que ~~les raisons de leur adoption~~ **leur motivation**.

6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission ~~approuve ou rejette~~ **adopte une décision approuvant ou rejetant** les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du [paragraphe 6], un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées au **Parlement européen et au Conseil**.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

¹ Pour rappel, la Commission n'adopte des mesures d'harmonisation qu'en vertu des pouvoirs d'exécution qui lui sont conférés dans le cadre de l'article 202.

² Même remarque que footnote ad article 95(4) ci-dessus.

10. Les mesures d'harmonisation visées ~~ei-dessus~~ **au présent article** comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à [l'article 30], des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

Article 96

Au cas où la Commission constate qu'une disparité ~~existant~~ entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché ~~commun~~ **intérieur** et provoque, ~~de ce fait,~~ une distorsion qui doit être éliminée, elle ~~entre en consultation avec~~ **consulte** les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas à ~~un accord éliminant~~ **l'élimination de** la distorsion en cause, le Conseil ~~arrête,~~ sur proposition de la Commission, ~~les directives adopte à la majorité qualifiée les~~ **lois-cadre** nécessaires à cette fin, ~~en statuant à la majorité qualifiée~~. La Commission et le Conseil peuvent ~~prendre~~ **adopter** toutes autres mesures utiles prévues par le présent traité.

Article 97

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que ~~l'établissement~~ **l'adoption** ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative **nationale** ne provoque une distorsion au sens de [l'article ~~précédent~~ **96**], l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission ~~adresse recommande~~ aux États intéressés **une recommandation sur** les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'État **membre** qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de [l'article 96], de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, ~~les dispositions de [l'article 96] ne sont~~ **n'est** pas applicables.

TITRE VII

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Ce titre fera l'objet d'un addendum à ce rapport

TITRE VIII

EMPLOI¹

Article 125

Les États membres et ~~la Communauté~~ **L'Union** s'attachent, conformément au présent [titre], à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'œuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'~~[article 2 du traité sur l'Union européenne et à l'article 2...]~~² **du présent traité de la Constitution.**

Article 126

1. Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à [l'article 125] d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de ~~la Communauté~~ **L'Union**, adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].
2. Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à [l'article 128].

Article 127

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les États membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des États membres en la matière.

¹ Le contenu de ce titre sera éventuellement à revoir en fonction des conclusions de la Convention sur le rapport du groupe de travail XI "Europe sociale" (CONV 516/03).

² Insérer référence au projet d'article "objectifs de l'Union" de la partie I (article 3 CONV 528/03).

2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des actions de ~~la Communauté~~ **l'Union**.¹

Article 128

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.

2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, **sur proposition de la Commission, statue et adopte chaque année à la majorité qualifiée** ~~sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à l'article 130, élabore chaque année des lignes directrices, dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. Il statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi.~~

Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de [l'article 99, paragraphe 2].

3. Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales ~~mesures~~ **dispositions** qu'il a prises pour mettre en œuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en œuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, **statuant sur recommandation de la Commission, peut adopter à la majorité qualifiée** ~~sur recommandation de la Commission, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations qu'il adresse~~ aux États membres.

5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans ~~la Communauté~~ **l'Union** et la mise en œuvre des lignes directrices pour l'emploi.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Article 129

~~Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peut législative,~~
peuvent adopter des ~~actions-mesures~~ d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

Ces mesures ne comportent pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Article 130

~~Le Conseil, après consultation du Parlement européen,~~ institue un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le comité a pour mission:

- a) de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- b) sans préjudice de [l'article 207], de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à [l'article 128].

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

TITRE IX ¹

LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Article 131

En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer, conformément à l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières.

La politique commerciale commune tient compte de l'incidence favorable que la suppression des droits entre les États membres peut exercer sur l'accroissement de la force concurrentielle des entreprises de ces États.

Article 132

1. Sans préjudice des engagements assumés par les États membres dans le cadre d'autres organisations internationales, les régimes d'aides accordées par les États membres aux exportations vers les pays tiers sont progressivement harmonisés, dans la mesure nécessaire pour éviter que la concurrence entre les entreprises de la Communauté soit faussée.

Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête à la majorité qualifiée les directives nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux ristournes de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent ni à celles d'impositions indirectes, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, accordées à l'occasion de l'exportation d'une marchandise d'un État membre vers un pays tiers, dans la mesure où ces ristournes n'excèdent pas les charges dont les produits exportés ont été frappés directement ou indirectement.

Article 133

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions.

2. La Commission, pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil.

¹ Le Titre IX devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici.

3. *Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de la Communauté.*

Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations.

Les dispositions pertinentes de l'article 300 sont applicables.

4. *Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée.*

5. *Les paragraphes 1 à 4 s'appliquent également à la négociation et à la conclusion d'accords dans les domaines du commerce des services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, dans la mesure où ces accords ne sont pas visés par lesdits paragraphes et sans préjudice du paragraphe 6.*

Par dérogation au paragraphe 4, le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord dans l'un des domaines visés au premier alinéa, lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel la Communauté n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité.

Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale, dans la mesure où il concerne aussi le précédent alinéa ou le paragraphe 6, deuxième alinéa.

Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.

6. *Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de la Communauté, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans un domaine où le présent traité exclut une telle harmonisation.*

À cet égard, par dérogation au paragraphe 5, premier alinéa, les accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre la Communauté et ses États membres. Dès lors, leur négociation requiert, outre une décision communautaire prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article 300, le commun accord des États membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par la Communauté et par les États membres.

La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports restent soumises aux dispositions du titre V et de l'article 300.

7. *Sans préjudice du paragraphe 6, premier alinéa, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut étendre l'application des paragraphes 1 à 4 aux négociations et accords internationaux portant sur la propriété intellectuelle, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas visés par le paragraphe 5.*

Article 134

Aux fins d'assurer que l'exécution des mesures de politique commerciale prises, conformément au présent traité, par tout État membre ne soit empêchée par des détournements de trafic ou lorsque des disparités dans ces mesures entraînent des difficultés économiques dans un ou plusieurs États, la Commission recommande les méthodes par lesquelles les autres États membres apportent la coopération nécessaire. À défaut, elle peut autoriser les États membres à prendre les mesures de protection nécessaires dont elle définit les conditions et modalités.

En cas d'urgence, les États membres demandent l'autorisation de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à la Commission, qui se prononce dans les plus brefs délais; les États membres concernés les notifient ensuite aux autres États membres. La Commission peut décider à tout moment que les États membres concernés doivent modifier ou supprimer les mesures en cause.

Par priorité doivent être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du marché commun.

TITRE X

COOPÉRATION DOUANIÈRE

Article 135

Dans les limites du champ d'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution, le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, prend conformément à la procédure législative, adoptent** des mesures ~~afin de~~ **pour** renforcer la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

TITRE XI

POLITIQUE SOCIALE, ÉDUCATION,
FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS SOCIALES

Article 136

~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, ~~la Communauté~~ **L'Union** et les États membres ~~mettent en œuvre des mesures qui tiennent~~ **agissent en tenant** compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.¹

Article 137

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136], ~~la Communauté~~ **L'Union** soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;

¹ Cet alinéa ne semble avoir qu'une valeur déclaratoire.

- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de ~~la Communauté~~ **l'Union**;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article 150];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin, ~~le Conseil~~ **peuvent être adoptées**:

- a) ~~peut adopter~~ des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- b) ~~peut arrêter~~ dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), ~~par voie de directives des lois-cadres fixant~~ des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Ces ~~directives-lois-cadres~~ évitent d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans les domaines visés au paragraphe 1, points a), b), e), i), j) et k), le Parlement européen et le Conseil statuent conformément à la procédure législative, après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.¹

Dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

2bis. Le Conseil, sur proposition de la Commission, peut décider à l'unanimité, de rendre la procédure législative applicable au paragraphe 1, points d), f) et g). Il statue après consultation du Parlement européen.

¹ Dans un souci de clarification, les trois alinéas qui suivent reproduisent les dispositions de l'actuel deuxième alinéa de l'article 137, paragraphe 2, CE.

~~Le Conseil statue conformément à la procédure visée à l'article 251 après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, sauf dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), d), f) et g), du présent article, où le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et desdits Comités. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission après consultation du Parlement européen, peut décider de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable au paragraphe 1, points d), f) et g), du présent article.¹~~

3. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des ~~directives-lois-cadre~~ **prises adoptées** en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une ~~directive-loi-cadre~~ doit être transposée ~~conformément à l'article 249~~, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite ~~directiveloi-cadre~~.

4. Les ~~dispositions arrêtées-mesures~~ **adoptées** en vertu du présent article:

- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
- b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

5. ~~Les dispositions du~~ **Le** présent article ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

Article 138

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau ~~communautaire de l'Union~~ et ~~prend adopte~~ toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.

2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action ~~communautaire de l'Union~~.

3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action ~~communautaire de l'Union~~ est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.

¹ L'ensemble de cet alinéa est repris ci-dessus.

4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

Article 139

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau ~~communautaire~~ **de l'Union** peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

2. La mise en œuvre des accords conclus au niveau ~~communautaire~~ **de l'Union** intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'article 137], à la demande conjointe des parties signataires, par une ~~décision~~ **mesure**¹ du Conseil **adoptée à la majorité qualifiée** sur proposition de la Commission.

~~Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf~~ Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines pour lesquels l'unanimité est requise en vertu de [l'article 137, paragraphe 2], ~~Dans ce cas, le Conseil statue à l'unanimité.~~

Article 140

En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article 136] et sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, la Commission encourage la coopération entre les États membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant du [présent chapitre], et notamment dans les matières relatives:

- a) à l'emploi;
- b) au droit du travail et aux conditions de travail;
- c) à la formation et au perfectionnement professionnels;
- d) à la sécurité sociale;
- e) à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- f) à l'hygiène du travail;
- g) au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

¹ Il semble que, dans ce cas, le terme "décision" est utilisé dans son sens générique, ce qui ne correspond pas à la définition de "décision" de l'article 249, quatrième alinéa, CE. Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite préciser l'acte juridique à utiliser, qui, à ce jour, a été celui de la directive et devrait donc être la loi-cadre (voir Annexe II au présent rapport).

À cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

Article 141

1. Chaque État membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.

2. Aux fins du présent article, on entend par rémunération, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
- b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

3. Le **Parlement européen et le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social conformément à la procédure législative**, adoptent des mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social.**

4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

Article 142

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés¹.

¹ On s'interroge sur l'opérationalité de cette disposition.

Article 143

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article 136], y compris la situation démographique dans ~~la Communauté~~**l'Union**. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

~~Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.¹~~

Article 144

~~Le Conseil, après consultation du Parlement européen,~~ institue un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. **Il statue après consultation du Parlement européen.** Le comité a pour mission:

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les États membres et dans ~~la Communauté~~**l'Union**;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de [l'article 207], de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de sa compétence, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Article 145

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans ~~la Communauté~~**l'Union**.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

¹ Cet alinéa est identique au second alinéa de l'article 145, et pourrait dès lors être supprimé.

CHAPITRE 2

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Article 146

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre ~~des dispositions ci-après~~ **du présent [chapitre]** un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de ~~la Communauté~~ **l'Union** les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

Article 147

~~L'administration du Fonds incombe à la Commission~~ **administre le Fonds.**

~~La Commission~~ **Elle** est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des ~~gouvernements~~ **Etats membres** et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

Article 148

~~Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, conformément à la~~ **procédure législative**, adoptent les ~~décisions-mesures~~¹ d'application relatives au Fonds social européen. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

¹ Il semble que, dans ce cas, le terme "décision" est utilisé dans son sens générique, ce qui ne correspond pas à la définition de "décision" de l'article 249, quatrième alinéa, CE. Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite préciser l'acte juridique à utiliser.

CHAPITRE 3

ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

Article 149

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres;
 - b) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
 - c) à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
 - d) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres;
 - e) à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs;
 - f) à encourager le développement de l'éducation à distance.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.
4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article,
 - a) **Le Parlement européen et le Conseil adopte, conformément à la procédure législative, des mesures** ~~Le Parlement européen et le Conseil adopte, conformément à la procédure législative, des mesures~~ ~~la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, des actions~~ ~~procédure législative, adoptent des mesures~~ d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres; **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**
 - b) **le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée** ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée~~ des recommandations.

Article 150

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** met en œuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle.
2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise:
 - a) à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
 - b) à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
 - c) à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes;
 - d) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;
 - e) à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres.
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.
4. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **conformément à la procédure législative**, adoptent des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. **Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

TITRE XII

CULTURE

Article 151

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.

2. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à encourager la coopération entre États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens,
- b) la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne,
- c) les échanges culturels non commerciaux,
- d) la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.

4. ~~La Communauté~~ **L'Union** tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.¹

5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés au présent article, ~~le Conseil adopte~~:

- a) ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité des régions, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des actions mesures~~ d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. ~~Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251; Ils statuent après consultation du Comité des régions;~~
- b) ~~le Conseil, statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission, **adopte à l'unanimité** des recommandations.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

TITRE XIII

SANTÉ PUBLIQUE

Article 152¹

1. Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.²

L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union**, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.

~~La Communauté~~ **L'Union** complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

2. ~~La Communauté~~ **L'Union** encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés au paragraphe 1. La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. Le **Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions~~, contribuent à la réalisation des objectifs visés au présent article en adoptant:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;
- b) par dérogation à [l'article 37], des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;

¹ Le groupe de travail XI "Europe sociale" a proposé que la portée de cet article soit étendue pour "couvrir des thèmes tels que les risques transfrontières graves, les maladies transmissibles, le bioterrorisme et les accords de l'OMS" (CONV 516/03, point 35).

² Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

- c) des ~~actions~~ **mesures** d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Aux fins énoncées dans le présent article, le Conseil, ~~statuant sur proposition de la Commission, à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission,~~ peut également adopter à la majorité qualifiée des recommandations ~~aux fins énoncées dans le présent article.~~

5. L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

TITRE XIV

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Article 153

1. Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, ~~la Communauté~~ **L'Union** contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.
2. Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union**.¹
3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 par:
 - a) des mesures ~~qu'elle~~ adoptées en application de [l'article 95] dans le cadre de la réalisation du marché intérieur;
 - b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les États membres, et en assurent le suivi.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

4. Le **Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête adoptent** les mesures visées au paragraphe 3, point b). **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

5. Les mesures ~~arrêtées~~ **adoptées** en application du paragraphe 4 ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des ~~mesures~~ **dispositions** de protection plus strictes. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XV

RÉSEAUX TRANSEUROPEENS

Article 154

1. En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés aux [articles 14 et 158] et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales, de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, ~~la Communauté~~ **l'Union** contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.

2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de ~~la Communauté~~ **l'Union** vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 155

1. Afin de réaliser les objectifs visés à l'article 154, ~~la Communauté~~ **l'Union**:
 - a) établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
 - b) met en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;

- c) peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les États membres et définis dans le cadre des orientations visées au ~~premier tiret~~ **point a)**, en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; ~~la Communauté~~ **L'Union** peut également contribuer au financement, dans les États membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion ~~créé conformément à l'article 161.~~

L'action de ~~la Communauté~~ **L'Union** tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent ~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, au paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Ils statuent** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.¹

~~2-3.~~ Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à [l'article 154]. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

~~3 4~~ ~~La Communauté~~ **L'Union** peut ~~décider de~~ coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

~~Article 156~~

~~Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

~~Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.²~~

¹ Dans un souci de simplification, le nouveau paragraphe 2, qui fournit la base juridique pour l'action de l'Union concernant les réseaux transeuropéens, reprend intégralement le texte de l'article 156; les modifications indiquées sont celles proposées au texte actuel de cet article.

² Cet article pourrait être supprimé; voir la note précédente.

TITRE XVI

INDUSTRIE

Article 157

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** soient assurées.

À cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- a) accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- b) encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, et notamment des petites et moyennes entreprises;
- c) encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- d) favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. Les États membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. ~~La Communauté~~ **L'Union** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~. ¹ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, peuvent décider adopter** des mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les États membres afin de réaliser les objectifs visés au paragraphe 1. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

Le présent titre ne constitue pas une base pour l'introduction, par ~~la Communauté~~ **L'Union**, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence ou comportant des dispositions fiscales ou relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

TITRE XVII

COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Article 158

Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, ~~la Communauté~~ **L'Union** vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales.

Article 159

Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés à [l'article 158]. La formulation et la mise en œuvre des politiques et actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** ainsi que la mise en œuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés à [l'article 158] et participent à leur réalisation.¹ ~~La Communauté~~ **L'Union** soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants.

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter toute ~~Si des actions mesure~~ **spécifiques s'avèrent nécessaires** en dehors des fonds, ~~et sans~~ **préjudice des mesures décidées adoptées** dans le cadre des autres politiques de ~~la Communauté~~ **L'Union**, ~~ces actions peuvent être arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Ils statuent** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

¹ Cette disposition, d'application horizontale pour toutes les politiques, pourrait être regroupée en un seul article avec d'autres du même type (cf. footnote ad article 3(2)).

Article 160

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans ~~la Communauté~~ **l'Union** par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

Article 161

Sans préjudice de [l'article 162], ~~le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures¹ définissant:**

- a) ~~définir~~ les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle, ce qui peut comporter le regroupement des fonds; et
- b) ~~Sont également définies par le Conseil, statuant selon la même procédure,~~ les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants;

Le Parlement européen et le Conseil statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Selon la même procédure, ils adoptent les mesures créant Un Fonds de cohésion, ~~eréé par le Conseil selon la même procédure~~ qui contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

~~À partir du 1^{er} janvier 2007, le Conseil statue à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, dans le cas où les perspectives financières pluriannuelles applicables à partir du 1^{er} janvier 2007 et l'accord interinstitutionnel y afférent ont été adoptés à cette date. Si tel n'est pas le cas, la procédure prévue par le présent alinéa est applicable à compter de la date de leur adoption.~~

¹ Changement de procédure décisionnelle, d'avis conforme en codécision ("procédure législative"), conformément au rapport du groupe de travail IX "Simplification" (CONV 424/02, p. 17).

Article 162

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent ~~Les décisions mesures~~ d'application relatives au Fonds européen de développement régional ~~sont prises par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~ **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation», et le Fonds social européen, les [articles 37 et 148] ~~demeurent~~ **sont** respectivement d'application.

TITRE XVIII

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Article 163

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de ~~la Communauté~~ **L'Union** et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres ~~de présent traité de la Constitution.~~
2. À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de ~~la Communauté~~ **L'Union** les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.
3. Toutes les actions de ~~la Communauté~~ **L'Union** au titre ~~de présent traité de la Constitution,~~ y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en œuvre conformément aux ~~dispositions du~~ [présent titre].

Article 164

Dans la poursuite de ces objectifs, ~~la Communauté~~ **L'Union** mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres:

- a) mise en œuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;
- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~;
- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de ~~la Communauté~~ **L'Union**.

Article 165

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique ~~communautaire de l'Union~~.
2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

Article 166

1. ~~Un~~ **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent une loi établissant** un programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de ~~la Communauté L'Union~~, ~~est arrêté par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251. Ils statuent~~ après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- a) fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à [l'article 164] et les priorités qui s'y attachent;
 - b) indique les grandes lignes de ces actions;
 - c) fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de ~~la Communauté~~ **L'Union** au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.

3. Le programme-cadre est mis en œuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.

4. Le Conseil, **sur proposition de la Commission, adopte** ~~statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête~~ les **mesures établissant les programmes spécifiques. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Article 167¹

Pour la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, le **Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant:**

- a) ~~fixe~~ les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
- b) ~~fixe~~ les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

Ils statuent après consultation du Comité économique et social.

Article 168

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel peuvent être ~~décidés~~ **adoptés** des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains États membres qui assurent leur financement sous réserve d'une participation éventuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le **Parlement européen et le Conseil arrête conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant** les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social.**

L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.²

¹ Dans un souci de lisibilité, les procédures décisionnelles actuellement prévues à l'article 172 CE ont été rattachées aux bases juridiques respectives (articles 167, 168, 169 et 171).

² Alinéa repris de l'actuel article 172, dernière phrase, CE.

Article 169

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~ **L'Union** peut prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures nécessaires. Ils statuent après consultation du Comité économique et social.

Article 170

Dans la mise en œuvre du programme-cadre pluriannuel, ~~la Communauté~~ **L'Union** peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~ avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre ~~la Communauté~~ **L'Union** et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

Article 171

~~La Communauté~~ **L'Union** peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration ~~communautaires de l'Union~~. **Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à la majorité qualifiée les mesures nécessaires. Il statue après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.**

Article 172¹

~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions visées à l'article 171.~~

~~Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les dispositions visées aux articles 167, 168 et 169. L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.~~

¹ Dans un souci de lisibilité, les dispositions de cet article ont toutes été reprises aux articles 167, 168, 169 et 171 ci-dessus.

Article 173

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

TITRE XIX

ENVIRONNEMENT

Article 174

1. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des ~~mesures~~ **dispositions** provisoires soumises à une procédure ~~communautaire~~ de contrôle **par l'Union**.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, ~~la Communauté~~ **l'Union** tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de ~~la Communauté~~ **l'Union**,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,

- d) du développement économique et social de ~~la Communauté~~ **l'Union** dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, ~~la Communauté~~ **l'Union** et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Article 175

1. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décide conformément à la procédure législative, adoptent des actions à entreprendre par la Communauté en vue de mesures~~ **pour** réaliser les objectifs visés à [l'article 174]. **Ils statuent après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.**

2. Par dérogation ~~à la procédure de décision prévue~~ au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article 95], le Conseil, ~~statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions,~~ **arrête adopte à l'unanimité:**

- a) des ~~dispositions~~ **mesures** essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

Selon la même procédure, le Conseil, ~~statuant selon les conditions prévues au premier alinéa,~~ peut définir les questions visées au présent paragraphe ~~au sujet desquelles des décisions doivent être prises~~ **sur lesquelles il statue** à la majorité qualifiée.

3. Dans d'autres domaines¹, **le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent les mesures établissant** des programmes d'action à caractère général **qui fixent** les objectifs prioritaires à atteindre ~~et sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et.~~ **Ils statuent** après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~Le Conseil, statuant~~ **Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées** selon les conditions ~~la~~ **procédure** prévues ~~respectivement~~ au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, ~~selon le cas, arrête les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes.~~

4. Sans préjudice de certaines mesures ~~ayant un caractère communautaire~~ **adoptées par l'Union**, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, ~~le Conseil~~ **cette mesure prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme sous une forme appropriée:**

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) ~~d'un soutien financier du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161~~².

Article 176

Les ~~mesures~~ **dispositions** de protection ~~arrêtées~~ **adoptées** en vertu de [l'article 175] ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de ~~mesures~~ **dispositions** de protection renforcées. Ces ~~mesures~~ **dispositions** doivent être compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XX

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT³

Article 177

1. La politique de la Communauté dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les États membres, favorise:

¹ Ce membre de phrase pourrait être supprimé étant donné que dans la réalité le Parlement européen et le Conseil adoptent des programmes-cadre à portée générale.

² Cette précision est superflue, vu qu'il n'y a qu'un Fonds de cohésion.

³ Le Titre XX devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici.

- *le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux;*
 - *l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale;*
 - *la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.*
2. *La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*
3. *La Communauté et les États membres respectent les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales compétentes.*

Article 178

La Communauté tient compte des objectifs visés à l'article 177 dans les politiques qu'elle met en œuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement.

Article 179

1. *Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête les mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés à l'article 177. Ces mesures peuvent prendre la forme de programmes pluriannuels.*
2. *La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1.*
3. *Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CE.*

Article 180

1. *La Communauté et les États membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les États membres contribuent, si nécessaire, à la mise en œuvre des programmes d'aide communautaires.*
2. *La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.*

Article 181

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

TITRE XXI¹

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET TECHNIQUE AVEC LES PAYS TIERS

Article 181 A

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment de celles du titre XX, la Communauté mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont complémentaires de celles qui sont menées par les États membres et cohérentes avec la politique de développement de la Communauté.

La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général du développement et de la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1. Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à l'article 310 ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union.

3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

¹ Le Titre XXI devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" de l'Union, et n'est donc pas traité ici.

QUATRIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER¹

Article 182

Les États membres conviennent d'associer à la Communauté pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières **sont associées à l'Union**. Ces pays et territoires, ci-après dénommés «pays et territoires», sont énumérés à la liste qui fait l'objet de [l'annexe II] du présent traité.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté **l'Union** dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés ~~dans le préambule du présent traité...~~², l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

Article 183

L'association poursuit les objectifs ci-après.

- 1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.
- 2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
- 3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
- 4) Pour les investissements financés par ~~la Communauté~~ **l'Union**, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.

¹ La partie "PTOM" vise à une application partielle du régime du traité CE aux pays et territoires concernés. Elle pourrait être placée entre les actuels articles 299 CE (application territoriale du traité) et 300 CE (relations extérieures). En outre, il conviendrait d'inclure une référence au régime d'association dans la première partie de la Constitution.

² Il conviendrait de reprendre les principes en question, qui figurent actuellement au préambule du traité CE. Ils devraient être repris dans la Constitution et, le cas échéant, dans cette disposition.

- 5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au [chapitre] relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des ~~dispositions~~ **mesures** particulières ~~prises~~ **adoptées** en vertu de [l'article 187].

Article 184

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane ~~qui intervient entre les États membres conformément aux dispositions du présent traité~~ **prévues par la Constitution**.
2. À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément ~~aux dispositions de~~ à [l'article 25].
3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés ~~à l'~~ **au premier** alinéa ~~ci-dessus~~ ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.
5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

Article 185

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application ~~des dispositions~~ de [l'article 184, paragraphe 1], de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres **de prendre les mesures dispositions** nécessaires pour remédier à cette situation.

Article 186¹

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres.

Article 187

Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité, établit~~ **adopte à l'unanimité**, ²à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté~~ **l'Union** et sur la base des principes inscrits ~~dans le présent traité...~~ ³, les ~~dispositions~~ **mesures** relatives aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 188

Les ~~dispositions des~~ articles 182 à 187 sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, ~~annexé au présent traité~~.

¹ Cet article devrait être adapté pour tenir compte de la compétence de l'Union de régler la libre circulation des travailleurs des pays tiers dans les États membres (voir l'article 187 ci-dessous). En outre, il est rappelé que le groupe de travail X "Liberté, sécurité et justice" a recommandé de supprimer le recours à la convention entre États membres comme instrument juridique pour atteindre les objectifs de l'Union.

² On notera qu'ici le Conseil statue sans proposition de la Commission.

³ Voir footnote ad l'article 182, alinéa 3, CE, ci-dessus.

CINQUIÈME PARTIE
LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ UNION

Cette partie a fait l'objet de modifications techniques conformément au mandat. Celles-ci ne préjugent pas des modifications de fond que la Convention pourrait apporter.

En particulier, les dispositions relatives à la composition des institutions et organes figurent en italiques puisqu'elles seront reprises dans la partie I.

TITRE I
DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

CHAPITRE 1

LES INSTITUTIONS

SECTION 1

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Article 189

Le Parlement européen, composé de représentants des peuples des États réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par le présent traité.

Le nombre des membres du Parlement européen ne dépasse pas sept cent trente-deux.

Article 190

1. Les représentants, au Parlement européen, des peuples des États réunis dans la Communauté sont élus au suffrage universel direct.

2. *Le nombre des représentants élus dans chaque État membre est fixé ainsi qu'il suit:*

<i>Belgique</i>	<i>25</i>
<i>Danemark</i>	<i>16</i>
<i>Allemagne</i>	<i>99</i>
<i>Grèce</i>	<i>25</i>
<i>Espagne</i>	<i>64</i>
<i>France</i>	<i>87</i>
<i>Irlande</i>	<i>15</i>
<i>Italie</i>	<i>87</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>31</i>
<i>Autriche</i>	<i>21</i>
<i>Portugal</i>	<i>25</i>
<i>Finlande</i>	<i>16</i>
<i>Suède</i>	<i>22</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>87.</i>

En cas de modification du présent paragraphe, le nombre des représentants élus dans chaque État membre doit assurer une représentation appropriée des peuples des États réunis dans la Communauté.

3. *Les représentants sont élus pour une période de cinq ans.*

4. *Le Parlement européen élabore un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres.*

Le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

5. *Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres, après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée. Toute règle ou toute condition relatives au régime fiscal des membres ou des anciens membres relèvent de l'unanimité au sein du Conseil.*

Article 191

Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union.

Le Parlement européen et le Conseil, ~~statuant conformément à la procédure visée à l'article 251,~~ fixe conformément à la procédure législative, adoptent les mesures fixant le statut des partis politiques au niveau européen, et notamment les règles relatives à leur financement.

Article 192

Dans la mesure où ~~le présent traité~~ **la Constitution** le prévoit, le Parlement européen participe au processus conduisant à l'adoption des actes ~~communautaires de l'Union~~, en exerçant ses attributions dans le cadre ~~des procédures définies aux articles 251 et 252, de la procédure législative~~ ainsi qu'en rendant des avis conformes ou en donnant des avis consultatifs.¹

Le Parlement européen peut, à la majorité des ~~ses membres~~ **qui le composent**, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'une ~~acte communautaire~~ **mesure de l'Union**² pour la mise en œuvre ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.

Article 193

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart des ~~ses membres~~ **qui le composent**,³ constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par ~~le présent traité~~ **la Constitution** à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit ~~communautaire de l'Union~~⁴, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord⁵ par le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

¹ Cette description générale des tâches du Parlement devrait être complétée par une référence à ses pouvoirs budgétaires, de contrôle et de nomination; il exerce également des pouvoirs de décision autonomes (voir Annexe II au présent rapport).

² On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (demande de soumission d'une proposition) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

³ Clarification, conforme à la rédaction de la plupart des autres dispositions du traité CE qui requièrent une majorité des membres du Parlement pour l'adoption d'une décision.

⁴ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (commission temporaire d'enquête) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

⁵ Cet acte ne rentre pas dans la typologie établie au projet d'article "actes juridiques de l'Union" de la partie I (article 24 CONV 571/03).

Article 194

Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté¹ et qui le ou la concerne directement².

Article 195

1. Le Parlement européen nomme un médiateur³, habilité à recevoir les plaintes émanant de tout citoyen de l'Union ou de toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre et relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires de l'Union⁴, à l'exclusion de la Cour de justice^{et}, du Tribunal de première instance **et des chambres juridictionnelles**⁵ dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution concernée, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire tenir son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution concernée. La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes.

Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes.

2. Le médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

¹ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (droit de pétition) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

² La Convention pourrait examiner s'il conviendrait d'ajouter à cet article une base juridique spécifique pour adopter des modalités d'exercice du droit de pétition.

³ Conformément à l'usage, le terme "le médiateur européen" pourrait être employé ici.

⁴ On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (médiateur) aux matières relevant actuellement du deuxième pilier.

⁵ Même si les chambres juridictionnelles seront "adjointes au Tribunal de première instance", il conviendrait de les mentionner expressément ici.

3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

4. Le Parlement européen **adopte les mesures** ¹ **fixeant** le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur. **Il statue** après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil ~~statuant~~ **qui se prononce** à la majorité qualifiée.

Article 196

Le Parlement européen tient une session annuelle. Il se réunit de plein droit le deuxième mardi de mars.

Le Parlement européen peut se réunir en **période de** session extraordinaire² à la demande de la majorité de ses membres, du Conseil ou de la Commission.

Article 197

Le Parlement européen désigne parmi ses membres son président et son bureau.

Les membres de la Commission peuvent assister à toutes les séances et sont entendus au nom de celle-ci sur leur demande.

La Commission répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par le Parlement européen ou par ses membres.

Le Conseil est entendu par le Parlement européen dans les conditions qu'il arrête dans son règlement intérieur.

Article 198

Sauf dispositions contraires ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, le Parlement européen statue à la majorité ~~absolue~~³ des suffrages exprimés.

Le règlement intérieur fixe le quorum.

¹ Il convient de noter que le projet de Titre V de la partie I de la Constitution (CONV 571/03) ne prévoit pas la possibilité pour le Parlement seul d'adopter des actes normatifs (voir Annexe II du présent rapport).

² La terminologie actuelle ne correspond ni à la pratique, ni à la terminologie de l'alinéa précédent; la distinction entre "session" et "période de session" est reprise de l'article 10 du règlement de procédure du Parlement.

³ Le mot "absolue" risque de créer une confusion entre la majorité des suffrages et la majorité (qualifiée) des membres qui composent le Parlement (voir Annexe II au présent rapport).

Article 199

Le Parlement européen ~~arrête~~ **adopte** son règlement intérieur à la majorité des membres qui le composent.

Les actes du Parlement européen sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

Article 200

Le Parlement européen procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission.

Article 201

Le Parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des ~~voix~~ **suffrages** exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à [l'article 214]. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés d'abandonner collectivement leurs fonctions.

SECTION 2

LE CONSEIL

Article 202

En vue d'assurer la réalisation des objets fixés par ~~le présent traité~~ **la Constitution** et dans les conditions prévues par ~~celle-ci~~, le Conseil:

- a) assure la coordination des politiques économiques générales des États membres,
- b) dispose d'un pouvoir de décision,

- c) *confère à la Commission, dans les actes qu'il adopte, les compétences d'exécution des règles qu'il établit. Le Conseil peut soumettre l'exercice de ces compétences à certaines modalités. Il peut également se réserver, dans des cas spécifiques, d'exercer directement des compétences d'exécution. Les modalités visées ci-dessus doivent répondre aux principes et règles que le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, aura préalablement établis.*¹

Article 203

Le Conseil est formé par un représentant de chaque État membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet État membre.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque État membre du Conseil pour une durée de six mois selon un ordre fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Article 204

Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

Article 205

1. *Sauf dispositions contraires du présent traité, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.*

2. *Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:*

<i>Belgique</i>	<i>5</i>
<i>Danemark</i>	<i>3</i>
<i>Allemagne</i>	<i>10</i>
<i>Grèce</i>	<i>5</i>
<i>Espagne</i>	<i>8</i>
<i>France</i>	<i>10</i>
<i>Irlande</i>	<i>3</i>
<i>Italie</i>	<i>10</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>2</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>5</i>
<i>Autriche</i>	<i>4</i>
<i>Portugal</i>	<i>5</i>
<i>Finlande</i>	<i>3</i>
<i>Suède</i>	<i>4</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>10.</i>

¹ Voir le projet d'article "actes d'exécution" de la partie I (article 28(3) CONV 571/03).

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins:

- *soixante-deux voix lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission,*
- *soixante-deux voix exprimant le vote favorable d'au moins dix membres dans les autres cas.*

3. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité.

Article 206

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

Article 207

1. Un comité composé des représentants permanents des États membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci. Le comité peut adopter des décisions de procédure dans les cas prévus par le règlement intérieur du Conseil.

2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la responsabilité d'un secrétaire général, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assisté d'un secrétaire général adjoint chargé de la gestion du secrétariat général. Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint sont nommés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

Le Conseil décide de l'organisation du secrétariat général.

3. Le Conseil adopte son règlement intérieur.

Pour l'application de [l'article 255, paragraphe 3], le Conseil élabore, dans **ee son** règlement **intérieur**, les conditions dans lesquelles le public a accès aux documents du Conseil. Aux fins du présent paragraphe, le Conseil détermine les cas dans lesquels il doit être considéré comme agissant en sa qualité de législateur afin de permettre un meilleur accès aux documents dans ces cas, tout en préservant l'efficacité de son processus de prise de décision. En tout état de cause, lorsque le Conseil agit en sa qualité de législateur, les résultats et les explications des votes, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal, sont rendus publics.

Article 208

Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées.

Article 209

Le Conseil ~~arrête, après avis de la Commission,~~ **adopte les mesures fixant** le statut des comités prévus par ~~le présent traité~~ **la Constitution. Il statue après consultation de la Commission.**

Article 210

Le Conseil, ~~statuant~~ **adopte** à la majorité qualifiée, ~~les mesures fixeant~~ les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice ainsi que des membres et du greffier du Tribunal de première instance. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

SECTION 3

LA COMMISSION

Article 211¹

[En vue d'assurer le fonctionnement et le développement du marché ~~commun~~ **intérieur**]², la Commission:

- a) veille à l'application ~~des dispositions du présent traité de la Constitution~~ ainsi que des ~~dispositions prises~~ **mesures adoptées** par les institutions en vertu de ~~eelui-ci~~ **celle-ci**,
- b) formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet ~~du présent traité de la Constitution~~, si ~~eelui-ci~~ **celle-ci** le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire,
- c) dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes **du Parlement européen et du Conseil et du Parlement européen** dans les conditions prévues ~~au présent traité à la Constitution~~,
- d) exerce les compétences que **le Parlement européen et le Conseil, ou le Conseil lui confère** ~~confèrent~~ pour l'exécution des ~~règles mesures~~ qu'ils ~~établit~~ **adoptent**.

¹ On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension de l'étendue des domaines couverts par les attributions de la Commission aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

² On peut s'interroger sur la cohérence entre la portée de cette phrase et l'étendue des attributions de la Commission visées aux points a) à d) qui suivent.

Article 212

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 213

1. La Commission est composée de vingt membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité.

Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission.

La Commission doit comprendre au moins un national de chacun des États membres, sans que le nombre des membres ayant la nationalité d'un même État membre soit supérieur à deux.

*2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.*

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de justice, saisie par le Conseil ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de [l'article 216] ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

Article 214

1. Les membres de la Commission sont nommés, pour une durée de cinq ans, selon la procédure visée au paragraphe 2, sous réserve, le cas échéant, de l'article 201.

Leur mandat est renouvelable.

2. Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à la majorité qualifiée, désigne la personnalité qu'il envisage de nommer président de la Commission; cette désignation est approuvée par le Parlement européen.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée et d'un commun accord avec le président désigné, adopte la liste des autres personnalités qu'il envisage de nommer membres de la Commission, établie conformément aux propositions faites par chaque État membre.

Le président et les autres membres de la Commission ainsi désignés sont soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation par le Parlement européen. Après l'approbation du Parlement européen, le président et les autres membres de la Commission sont nommés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Article 215

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre nommé par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~, peut décider **à l'unanimité** qu'il n'y a pas lieu à remplacement.

En cas de démission volontaire, de démission d'office ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. La procédure prévue à [l'article 214, paragraphe 2,] est applicable pour son remplacement.

Sauf en cas de démission d'office prévue à [l'article 216], les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement ou jusqu'à ce que le Conseil décide **à l'unanimité** qu'il n'y a pas lieu à remplacement, ~~conformément au deuxième alinéa du présent article.~~

Article 216

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

Article 217

1. La Commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son président, qui décide de son organisation interne afin d'assurer la cohérence, l'efficacité et la collégialité de son action.
2. Les responsabilités incombant à la Commission sont structurées et réparties entre ses membres par le président. Le président peut remanier la répartition de ces responsabilités en cours de mandat. Les membres de la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par le président sous l'autorité de celui-ci.

3. Après approbation du collège, le président nomme des vice-présidents parmi les membres de la Commission.

4. Un membre de la Commission présente sa démission si le président, après approbation du collège, le lui demande.

Article 218

1. Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration¹.

2. La Commission ~~fixe~~ **adopte** son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services ~~dans les conditions prévues par le présent traité~~. Elle assure la publication de ce règlement.

Article 219

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres prévu à [l'article 213].

La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

SECTION 4

LA COUR DE JUSTICE²

Les dispositions de cette section pourraient devoir être adaptées suite aux travaux du cercle de discussion sur la Cour de justice (CONV 543/03)

Article 220

La Cour de justice et le Tribunal de première instance assurent, dans le cadre de leurs compétences respectives, le respect du droit dans l'interprétation et l'application ~~du présent traité de la~~ **Constitution**.

¹ On pourrait s'interroger sur l'utilité de ce paragraphe, qui est purement déclaratoire.

² On notera que la disparition des piliers pourrait avoir des conséquences sur l'étendue des compétences de la Cour de justice. Pour la situation actuelle, voir l'actuel article 46 du traité UE. L'annexe II contient des observations complémentaires à ce sujet.

En outre, des chambres juridictionnelles peuvent être adjointes au Tribunal de première instance dans les conditions prévues à [l'article 225 A] pour exercer, dans certains domaines spécifiques, des compétences juridictionnelles prévues par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

Article 221

La Cour de justice est formée d'un juge par État membre.

La Cour de justice siège en chambres ou en grande chambre, en conformité avec les règles prévues à cet effet par le statut de la Cour de justice.

Lorsque le statut le prévoit, la Cour de justice peut également siéger en assemblée plénière.

Article 222

La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice, requièrent son intervention.

Article 223

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres.

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues par le statut de la Cour de justice.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable.

Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.

La Cour de justice nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

La Cour de justice établit son règlement de procédure¹. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Article 224

Le Tribunal de première instance compte au moins un juge par État membre. Le nombre des juges est fixé par le statut de la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal est assisté d'avocats généraux.

Les membres du Tribunal de première instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres. Un renouvellement partiel a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président du Tribunal de première instance. Son mandat est renouvelable.

Le Tribunal de première instance nomme son greffier, dont il ~~fixe~~ **adopte** le statut.

Le Tribunal de première instance ~~établit~~ **adopte** son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice². ~~Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.~~ **Il statue après l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.**

À moins que le statut de la Cour de justice n'en dispose autrement, les dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution** relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal de première instance.

Article 225

1. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître en première instance des recours visés aux [articles 230, 232, 235, 236 et 238], à l'exception de ceux qui sont attribués à une chambre juridictionnelle et de ceux que le statut réserve à la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal de première instance est compétent pour d'autres catégories de recours.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance en vertu du présent paragraphe peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut.

2. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître des recours qui sont formés contre les décisions des chambres juridictionnelles créées en application de [l'article 225 A].

¹ Cet alinéa prévoit un pouvoir normatif dans le chef de la Cour de justice. Il convient de noter qu'à présent le projet de titre V "exercice des compétences de l'Union" de la partie I (CONV 571/03) ne prévoit pas la possibilité pour la Cour d'adopter des actes normatifs.

² Voir footnote ad article 223.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance en vertu du présent paragraphe peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**.

3. Le Tribunal de première instance est compétent pour connaître des questions préjudicielles, soumises en vertu de [l'article 234], dans des matières spécifiques déterminées par le statut.

Lorsque le Tribunal de première instance estime que l'affaire appelle une décision de principe susceptible d'affecter l'unité ou la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**, il peut renvoyer l'affaire devant la Cour de justice afin qu'elle statue.

Les décisions rendues par le Tribunal de première instance sur des questions préjudicielles peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit ~~communautaire~~ **de l'Union**.

Article 225 A

~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Cour de justice, ou sur demande de la Cour de justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission,~~ peut créer des chambres juridictionnelles chargées de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. **Il statue à l'unanimité soit sur proposition de la Commission après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.**

La ~~décision~~ **mesure**¹ portant création d'une chambre juridictionnelle fixe les règles relatives à la composition de cette chambre et précise l'étendue des compétences qui lui sont conférées.

Les décisions des chambres juridictionnelles peuvent faire l'objet d'un pourvoi limité aux questions de droit ou, lorsque la ~~décision~~ **mesure** portant création de la chambre le prévoit, d'un appel portant également sur les questions de fait, devant le Tribunal de première instance.

Les membres des chambres juridictionnelles sont choisis parmi des personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés par le Conseil, statuant à l'unanimité.

Les chambres juridictionnelles ~~établissent~~ **adoptent** leur règlement de procédure en accord avec la Cour de justice². ~~Ce règlement est soumis à~~ **Elles statuent après** l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

¹ Il semble que le terme « décision » ici est utilisé au sens générique, étant donné qu'il ne correspond pas à la définition de décision qui figure à l'actuel article 249 du traité CE (à savoir acte avec un ou plusieurs destinataires déterminés). Il conviendrait que la Convention indique si elle souhaite prévoir un instrument particulier.

² Voir footnote ad article 223.

À moins que la ~~décision~~ **mesure** portant création de la chambre juridictionnelle n'en dispose autrement, les dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~ relatives à la Cour de justice et les dispositions du statut de la Cour de justice s'appliquent aux chambres juridictionnelles.

Article 226

Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice.

Article 227

Chacun des États membres peut saisir la Cour de justice s'il estime qu'un autre État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~.

Avant qu'un État membre n'introduise, contre un autre État membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les États intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour de justice.

Article 228

1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la Constitution~~, cet État est tenu de prendre les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris ces ~~mesures~~ **dispositions**, elle émet, après avoir donné à cet État la possibilité de présenter ses observations, un avis motivé précisant les points sur lesquels l'État membre concerné ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour de justice.

Si l'État membre concerné n'a pas pris les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour dans le délai fixé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de [l'article 227].

Article 229

Les ~~règlements arrêtés conjointement par le~~ **lois du** Parlement européen et ~~le~~ **du** Conseil, et ~~par le~~ **les lois/règlements**¹ **du** Conseil **adopté(e)s** en vertu ~~des dispositions du présent traité de la~~ **Constitution** peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction ~~en ce qui~~ **concerne pour** les sanctions ~~prévues dans ces règlements~~ **qu'elles prévoient**.

Article 229 A

Sans préjudice des autres dispositions ~~du présent traité de la~~ **Constitution**, le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, peut~~ **arrêter des dispositions peut adopter à l'unanimité des mesures en vue d'attribuer attribuant** à la Cour de justice, ~~dans la mesure qu'il détermine,~~ la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes adoptés sur la base ~~du présent traité de la~~ **Constitution** qui créent des titres ~~communautaires~~ de propriété [industrielle]² **au niveau de l'Union**. Le Conseil **statue après consultation du Parlement européen. Il** recommande l'adoption de ces ~~dispositions~~ **mesures** par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

² On pourrait s'interroger sur la pertinence de cette notion, qui paraît restrictive, et note que l'article 133 (7) du traité CE se réfère à la notion plus large de « propriété intellectuelle ».

Article 230¹

La Cour de justice contrôle la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE², autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers.³

À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes et par la BCE, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de celles-ci.

*Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions dont elle est le destinataire et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence **[d'une loi]⁴**, d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, la concernent directement et individuellement.*

Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

Article 231

Si le recours est fondé, la Cour de justice déclare nul et non avenue l'acte contesté.

Toutefois, ~~en ce qui concerne les règlements, la Cour de justice~~ **elle** indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets ~~du règlement⁵~~ **de l'acte** annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

¹ Cet article fait l'objet d'une analyse spécifique de la part du cercle de discussion sur la Cour de justice et n'est donc pas traité ici.

² Voir footnote ad article 8 sur le caractère approprié d'utiliser des abréviations dans la Constitution et sur l'alternative possible.

³ Dans le cadre des discussions sur la Cour de justice, la Convention pourrait examiner l'opportunité d'étendre la compétence de la Cour visée dans le présent article, en vue de couvrir les actes adoptés par les agences communautaires et autres organes, destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. Au stade actuel, une telle compétence est prévue par certains règlements de création d'agences.

⁴ Il convient de noter que l'insertion du mot "loi" constituerait une modification de substance.

⁵ La substitution du terme « acte » au terme « règlement » est une adaptation nécessaire pour mettre cet alinéa en conformité avec la jurisprudence par laquelle la Cour de justice a maintenu les effets d'actes autres que les règlements.

Article 232

Dans le cas où, en violation ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission s'abstiennent¹ de statuer, les États membres et les autres institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union** peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation.

Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des institutions de ~~la Communauté~~ d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la *BCE* dans les domaines relevant de ses compétences ou intentés contre elle.

Article 233

L'institution ou les institutions dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire ~~au présent traité~~ **à la Constitution**, sont tenues de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de [l'article 288, deuxième alinéa].

Le présent article s'applique également à la *BCE*.

Article 234

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation ~~du présent traité~~ **de la Constitution**,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes ~~pris par les~~ **des** institutions ~~de la Communauté~~ et par la *BCE*,
- c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte [*du Conseil*], lorsque ces statuts le prévoient².

¹ Voir footnote ad article 230 sur l'opportunité de l'extension aux agences et autres entités.

² On peut s'interroger sur la portée de ce point c) par rapport au point précédent. De toute façon, il faudrait adapter le texte pour tenir compte des organismes créés par un acte en codécision.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

Article 235

La Cour de justice est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à [l'article 288, deuxième alinéa].

Article 236

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout litige entre ~~la Communauté~~ **l'Union** et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers.

Article 237

La Cour de justice est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant:

- a) l'exécution des obligations des États membres résultant des statuts de la Banque européenne d'investissement. Le conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226];
- b) les délibérations du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement. Chaque État membre, la Commission et le conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à [l'article 230];
- c) les délibérations du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à [l'article 230], que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 5 à 7 inclus, des statuts de la Banque;
- d) l'exécution par les banques centrales nationales des obligations résultant ~~du présent traité de~~ **la Constitution** et des statuts du *SEBC*. Le conseil de la *BCE* dispose à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226] vis-à-vis des États membres. Si la Cour de justice reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu ~~du présent traité de la~~ **Constitution**, cette banque est tenue de prendre les ~~mesures~~ **dispositions** que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Article 238

La Cour de justice est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par ~~la Communauté~~ **l'Union** ou pour son compte.

Article 239

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet ~~du présent traité~~ **de la Constitution**, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Article 240

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice par ~~le présent traité~~ **la Constitution**, les litiges auxquels ~~la Communauté~~ **l'Union** est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

Article 241

Nonobstant l'expiration du délai prévu à [l'article 230, cinquième alinéa,] toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause ~~un règlement arrêté conjointement par le~~ **une loi du** Parlement européen et ~~le~~ **du Conseil, une loi du Conseil** ou un règlement du Conseil, de la Commission ou de la *BCE*, se prévaloir des moyens prévus à [l'article 230, deuxième alinéa,] pour invoquer devant la Cour de justice l'inapplicabilité de ~~ce règlement~~ **cet acte**.

Article 242

Les recours formés devant la Cour de justice n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

Article 243

Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

Article 244

Les arrêts de la Cour de justice ont force exécutoire dans les conditions fixées à [l'article 256].

Article 245

Le statut de la Cour de justice est fixé par un protocole ~~séparé~~.

~~Le Conseil, statuant à l'unanimité sur demande de la Cour de justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission, ou sur demande de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Cour de justice, peut modifier les dispositions du statut, à l'exception de son titre I. Il statue à l'unanimité soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission, soit sur demande de la Commission après consultation de la Cour de justice. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.~~

SECTION 5

LA COUR DES COMPTES

Article 246

La Cour des comptes assure le contrôle des comptes.

Article 247

1. *La Cour des comptes est composée d'un national de chaque État membre.*
 2. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux institutions de contrôle externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.
 3. Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans. **Leur mandat est renouvelable.** ~~Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée après consultation du Parlement européen adopte à la majorité qualifiée la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. Le mandat des membres de la Cour des comptes est renouvelable. Il statue après consultation du Parlement européen.~~¹
- ~~Ils~~ **Les membres de la Cour des comptes** désignent parmi eux, pour trois ans, ~~leur~~ **leur** président ~~de la Cour des comptes. Le Son~~ mandat ~~de celui-ci~~ est renouvelable.
4. Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

¹ Il paraît plus logique de traiter d'abord de la durée et du renouvellement du mandat, puis de la procédure de désignation.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

5. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

6. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Cour des comptes prennent fin individuellement par démission volontaire ou par démission d'office déclarée par la Cour de justice conformément aux dispositions du paragraphe 7.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Sauf en cas de démission d'office, les membres de la Cour des comptes restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

7. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si la Cour de justice constate, à la demande de la Cour des comptes, qu'ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

8. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~, fixe **à la majorité qualifiée** les conditions d'emploi, et notamment les traitements, indemnités et pensions, du président et des membres de la Cour des comptes. ~~Il fixe également, statuant à la même majorité,~~ **ainsi que** toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

9. Les dispositions du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes¹ qui sont applicables aux juges de la Cour de justice sont également applicables aux membres de la Cour des comptes².

Article 248

1. La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de ~~la Communauté l'Union~~. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et dépenses de tout organisme créé par ~~la Communauté l'Union~~ dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen.

¹ Il faudra veiller au changement de dénomination de ce protocole, suite à la nouvelle dénomination de l'Union.

² Dans un souci de simplification, on pourrait se demander si ce paragraphe ne trouverait pas mieux sa place directement dans le protocole, comme c'est le cas pour les membres des autres institutions.

La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, qui est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*. Cette déclaration peut être complétée par des appréciations spécifiques pour chaque domaine majeur de l'activité communautaire de l'Union.

2. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et dépenses et s'assure de la bonne gestion financière. Ce faisant, elle signale en particulier toute irrégularité.

Le contrôle des recettes s'effectue sur la base des constatations comme des versements des recettes à la Communauté l'Union.

Le contrôle des dépenses s'effectue sur la base des engagements comme des paiements.

Ces contrôles peuvent être effectués avant la clôture des comptes de l'exercice budgétaire considéré.

3. Le contrôle a lieu sur pièces et, au besoin, sur place auprès des autres institutions de la Communauté, dans les locaux de tout organisme gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté l'Union et dans les États membres, y compris dans les locaux de toute personne physique ou morale bénéficiaire de versements provenant du budget. Le contrôle dans les États membres s'effectue en liaison avec les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, avec les services nationaux compétents. La Cour des comptes et les institutions de contrôle nationales des États membres pratiquent une coopération empreinte de confiance et respectueuse de leur indépendance. Ces institutions ou services font connaître à la Cour des comptes s'ils entendent participer au contrôle.

Tout document ou toute information nécessaire à l'accomplissement de la mission de la Cour des comptes est communiqué à celle-ci, sur sa demande, par les autres institutions de la Communauté, par les organismes gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté l'Union, par les personnes physiques ou morales bénéficiaires de versements provenant du budget et par les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, par les services nationaux compétents.

En ce qui concerne l'activité de gestion de recettes et de dépenses communautaires de l'Union exercée par la Banque européenne d'investissement, le droit d'accès de la Cour aux informations détenues par la Banque est régi par un accord conclu entre la Cour, la Banque et la Commission. En l'absence d'accord, la Cour a néanmoins accès aux informations nécessaires pour effectuer le contrôle des recettes et des dépenses communautaires de l'Union gérées par la Banque.

4. La Cour des comptes établit un rapport annuel après la clôture de chaque exercice. Ce rapport est transmis aux autres institutions de la Communauté et publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, accompagné des réponses desdites institutions aux observations de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut, en outre, présenter à tout moment ses observations, notamment sous forme de rapports spéciaux, sur des questions particulières et rendre des avis à la demande d'une des autres institutions ~~de la Communauté~~.

Elle adopte ses rapports annuels, rapports spéciaux ou avis à la majorité des membres qui la composent. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres en vue d'adopter certaines catégories de rapports ou d'avis, dans les conditions prévues par son règlement intérieur.

Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget.

La Cour des comptes ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur. ~~Celui-ci est soumis à~~ **Elle statue après** l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS COMMUNES À PLUSIEURS INSTITUTIONS

~~Article 249~~¹

~~Pour l'accomplissement de leur mission et dans les conditions prévues au présent traité, le Parlement européen conjointement avec le Conseil, le Conseil et la Commission arrêtent des règlements et des directives, prennent des décisions et formulent des recommandations ou des avis.~~

~~Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.~~

~~La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.~~

~~La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.~~

~~Les recommandations et les avis ne lient pas.~~

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « actes juridiques de l'Union » du titre V de la partie I (article 24 CONV 571/03).

Article 250¹

1. Lorsque, en vertu du présent traité, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité, sous réserve de l'article 251, paragraphes 4 et 5.

2. Tant que le Conseil n'a pas statué, la Commission peut modifier sa proposition tout au long des procédures conduisant à l'adoption d'un acte communautaire.

Article 251²

1. Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable.

2. La Commission présente une proposition au Parlement européen et au Conseil.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis du Parlement européen:

- s'il approuve tous les amendements figurant dans l'avis du Parlement européen, peut arrêter l'acte proposé ainsi amendé;*
- si le Parlement européen ne propose aucun amendement, peut arrêter l'acte proposé;*
- dans les autres cas, arrête une position commune et la transmet au Parlement européen. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position commune. La Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.*

Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen:

- a) approuve la position commune ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé arrêté conformément à cette position commune;*
- b) rejette, à la majorité absolue des membres qui le composent, la position commune, l'acte proposé est réputé non adopté;*
- c) propose, à la majorité absolue des membres qui le composent, des amendements à la position commune, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.*

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I de la Constitution et n'est donc pas traité ici.

² Cet article devrait être adapté en fonction de l'article 250 du traité CE et des recommandations du groupe IX « Simplification » ; il n'est donc pas traité ici.

3. *Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé arrêté sous la forme de la position commune ainsi amendée; toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.*
4. *Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des représentants du Parlement européen. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil. Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine la position commune sur la base des amendements proposés par le Parlement européen.*
5. *Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun, à la majorité absolue des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil. En l'absence d'approbation par l'une ou l'autre des deux institutions dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.*
6. *Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.*
7. *Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.]*

Article 252 ¹

~~Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable:~~

- ~~a) — le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, arrête une position commune;~~
- ~~b) — la position commune du Conseil est transmise au Parlement européen. Le Conseil et la Commission informent pleinement le Parlement européen des raisons qui ont conduit le Conseil à adopter sa position commune ainsi que de la position de la Commission.~~

¹ Article supprimé, voir le rapport du groupe de travail IX, « Simplification », page 16.

- ~~— Si, dans un délai de trois mois après cette communication, le Parlement européen approuve cette position commune ou s'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, le Conseil arrête définitivement l'acte concerné conformément à la position commune;~~
- e) ~~le Parlement européen, dans le délai de trois mois visé au point b), peut, à la majorité absolue des membres qui le composent, proposer des amendements à la position commune du Conseil. Il peut également, à la même majorité, rejeter la position commune du Conseil. Le résultat des délibérations est transmis au Conseil et à la Commission.~~
- ~~— Si le Parlement européen a rejeté la position commune du Conseil, celui-ci ne peut statuer en deuxième lecture qu'à l'unanimité;~~
- d) ~~la Commission réexamine, dans un délai d'un mois, la proposition sur la base de laquelle le Conseil a arrêté sa position commune à partir des amendements proposés par le Parlement européen.~~
- ~~— La Commission transmet au Conseil, en même temps que sa proposition réexaminée, les amendements du Parlement européen qu'elle n'a pas repris, en exprimant son avis à leur sujet. Le Conseil peut adopter ces amendements à l'unanimité;~~
- e) ~~le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte la proposition réexaminée par la Commission.~~
- ~~— Le Conseil ne peut modifier la proposition réexaminée de la Commission qu'à l'unanimité;~~
- f) ~~dans les cas visés aux points c), d) et e), le Conseil est tenu de statuer dans un délai de trois mois. À défaut d'une décision dans ce délai, la proposition de la Commission est réputée non adoptée;~~
- g) ~~les délais visés aux points b) et f) peuvent être prolongés d'un commun accord entre le Conseil et le Parlement européen d'un mois au maximum.~~

Article 253 ¹

~~Les règlements, les directives et les décisions adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil ainsi que lesdits actes adoptés par le Conseil ou la Commission sont motivés et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis en exécution du présent traité.~~

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « principes communs aux actes de l'Union » du titre V de la partie I (article 32 CONV 571/03).

Article 254¹

~~1. Les règlements, les directives et les décisions adoptés conformément à la procédure visée à l'article 251 sont signés par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, et publiés dans le *Journal officiel de l'Union européenne*. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.~~

~~2. Les règlements du Conseil et de la Commission, ainsi que les directives de ces institutions qui sont adressées à tous les États membres, sont publiés dans le *Journal officiel de l'Union européenne*. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.~~

~~3. Les autres directives, ainsi que les décisions, sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.~~

Article 255²

1. Tout citoyen de l'Union et toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège dans un État membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, sous réserve des principes et des conditions qui seront fixés conformément aux paragraphes 2 et 3.

2. Les principes généraux et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice de ce droit d'accès aux documents sont fixés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam.

3. Chaque institution visée ci-dessus élabore dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents.

Article 256

Les ~~décisions~~ **mesures**³ du Conseil, ~~ou~~ de la Commission **ou de la Banque centrale européenne**⁴ qui comportent, à la charge des personnes autres que les États, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « publication et entrée en vigueur » du titre V de la partie I (article 33 CONV 571/03).

² Cet article pourrait être repris dans la partie I de la Constitution, voir CONV 369/02. Il n'est donc pas traité ici. Néanmoins, il est suggéré que la Convention examine l'opportunité d'étendre l'obligation visée dans le présent article aux agences et autres entités. Au stade actuel, une telle obligation est prévue par certains règlements ayant créés des agences.

³ Le terme « décision » est utilisé ici au sens générique. Il est donc suggéré de le remplacer par « mesures » pour tenir compte du fait qu'il pourrait couvrir d'autres types d'actes.

⁴ Cet ajout permet de procéder à la suppression de l'article 110 (2), quatrième alinéa du traité CE, qui fait renvoi au présent article.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'État **membre** sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet et dont il ~~donnera connaissance à~~ **informera** la Commission et à la Cour de justice.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, suivant la législation nationale.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice. Toutefois, le contrôle de la régularité des ~~mesures~~ **dispositions** d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

CHAPITRE 3

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL¹

Article 257

Il est institué un Comité économique et social, à caractère consultatif.

Le Comité est composé de représentants des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales, des consommateurs et de l'intérêt général.

Article 258

Le nombre des membres du Comité économique et social ne dépasse pas trois cent cinquante.

¹ Il est suggéré d'examiner si conformément à la dénomination utilisée actuellement par ce Comité, le terme « européen » devrait être ajouté.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

<i>Belgique</i>	<i>12</i>
<i>Danemark</i>	<i>9</i>
<i>Allemagne</i>	<i>24</i>
<i>Grèce</i>	<i>12</i>
<i>Espagne</i>	<i>21</i>
<i>France</i>	<i>24</i>
<i>Irlande</i>	<i>9</i>
<i>Italie</i>	<i>24</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>12</i>
<i>Autriche</i>	<i>12</i>
<i>Portugal</i>	<i>12</i>
<i>Finlande</i>	<i>9</i>
<i>Suède</i>	<i>12</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>24</i>

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, fixe~~ **adopte à la majorité qualifiée les mesures fixant** les indemnités des membres du Comité.

Article 259

~~1.— Les membres du Comité sont nommés, sur proposition des États membres,~~¹ pour quatre ans. **Leur mandat est renouvelable.** Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée,~~ **adopte à la majorité qualifiée** la liste des membres établie conformément aux propositions faites par chaque État membre. ~~Le mandat des membres du Comité est renouvelable.~~²

~~2.— Le Conseil consulte~~ **Il statue après consultation de** la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux intéressés à l'activité de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 260

Le Comité désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur.

¹ La référence à la proposition des États membres fait double emploi avec la phrase suivante.

² Le groupe estime plus logique de traiter d'abord de la durée et du renouvellement du mandat, puis de la procédure de désignation.

Le Comité est convoqué par son président à la demande **du Parlement européen**,¹ du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Article 261

Le Comité comprend des sections spécialisées pour les principaux domaines couverts par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

Le fonctionnement des sections spécialisées s'exerce dans le cadre des compétences générales du Comité. Les sections spécialisées ne peuvent être consultées indépendamment du Comité.

Il peut être institué, d'autre part, au sein du Comité des sous-comités appelés à élaborer, sur des questions ou dans des domaines déterminés, des projets d'avis à soumettre aux délibérations du Comité.

Le règlement intérieur fixe les modalités de composition et les règles de compétence concernant les sections spécialisées et les sous-comités.

Article 262

Le Comité est obligatoirement consulté par **le Parlement européen**, le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus ~~au présent traité à la Constitution~~. **Il Dans tous les autres cas, il** peut être consulté par ces institutions ~~dans tous les cas où elles le jugent opportun~~. Il peut **également** prendre l'initiative d'émettre un avis dans les cas où il le juge opportun.

S'il l'estime nécessaire, **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du Comité et l'avis de la section spécialisée, ainsi qu'un compte rendu des délibérations, sont transmis **au Parlement européen**, au Conseil et à la Commission.

~~Le Comité peut être consulté par le Parlement européen.~~²

¹ Cette modification, tout comme celles aux articles 262, 264 et 265 sont opportunes pour mettre le Parlement européen sur pied d'égalité avec le Conseil, dans le cadre de la procédure législative, comme recommandé par le rapport du groupe de travail IX « Simplification », CONV 424/02, page 15.

² Cette suppression est la conséquence des autres modifications apportées au présent article, voir footnote ad article 260.

CHAPITRE 4

LE COMITÉ DES RÉGIONS

Article 263

Il est institué un comité à caractère consultatif, ci-après dénommé "Comité des régions", composé de représentants des collectivités régionales et locales qui sont soit titulaires d'un mandat électoral au sein d'une collectivité régionale ou locale, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.

Le nombre des membres du Comité des régions ne dépasse pas trois cent cinquante.

Le nombre des membres du Comité est fixé comme suit:

<i>Belgique</i>	<i>12</i>
<i>Danemark</i>	<i>9</i>
<i>Allemagne</i>	<i>24</i>
<i>Grèce</i>	<i>12</i>
<i>Espagne</i>	<i>21</i>
<i>France</i>	<i>24</i>
<i>Irlande</i>	<i>9</i>
<i>Italie</i>	<i>24</i>
<i>Luxembourg</i>	<i>6</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>12</i>
<i>Autriche</i>	<i>12</i>
<i>Portugal</i>	<i>12</i>
<i>Finlande</i>	<i>9</i>
<i>Suède</i>	<i>12</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>24</i>

Les membres du Comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, ~~sur proposition des États membres respectifs,~~¹ pour quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée,~~ adopte **à la majorité qualifiée** la liste des membres et des suppléants établie conformément aux propositions faites par ~~chaque~~ **les États membres respectifs**. À l'échéance du mandat visé au premier alinéa en vertu duquel ils ont été proposés, le mandat des membres du Comité prend fin d'office et ils sont remplacés pour la période restante dudit mandat selon la même procédure. Ils ne peuvent pas être simultanément membres du Parlement européen.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

¹ La référence à la proposition des États membres fait double emploi avec la phrase suivante.

Article 264

Le Comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il ~~établit~~ **adopte** son règlement intérieur.

Le Comité est convoqué par son président à la demande **du Parlement européen**, du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

Article 265

Le Comité des régions est consulté par **le Parlement européen**, le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus ~~au présent traité~~ **à la Constitution** et dans tous les autres cas, en particulier lorsqu'ils ont trait à la coopération transfrontière, où l'une de ces deux institutions le juge opportun.

S'il l'estime nécessaire, **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

Lorsque le Comité économique et social est consulté en application de [l'article 262], le Comité des régions est informé par **le Parlement européen**, le Conseil ou la Commission de cette demande d'avis. [~~Le Comité des régions peut, lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu, émettre un avis à ce sujet.~~]¹

~~Le Comité des régions peut être consulté par le Parlement européen.~~²

Il peut émettre un avis de sa propre initiative **lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu** ~~dans les cas où il le juge utile.~~

L'avis du Comité ainsi qu'un compte rendu des délibérations sont transmis **au Parlement européen**, au Conseil et à la Commission.

CHAPITRE 5

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Article 266

La Banque européenne d'investissement est dotée de la personnalité juridique.

¹ Il est suggéré de fusionner cette phrase avec l'avant-dernier alinéa du présent article, compte tenu du fait que ce dernier prévoit que le Comité peut émettre un avis de sa propre initiative dans tous les cas.

² Cette suppression est la conséquence des autres modifications apportées au présent article, voir footnote ad article 260.

Les membres de la Banque européenne d'investissement sont les États membres.

Les statuts de la Banque européenne d'investissement font l'objet d'un protocole ~~annexé au présent traité. Le Conseil, statuant à l'unanimité, à la demande de la Banque européenne d'investissement et après consultation du Parlement européen et de la Commission, ou à la demande de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la Banque européenne d'investissement,~~ peut modifier les articles 4, 11 et 12 et l'article 18, paragraphe 5, des statuts de la Banque. **Il statue à l'unanimité soit à la demande de la Banque européenne d'investissement après consultation de la Commission, soit à la demande de la Commission après consultation de la Banque européenne d'investissement. Dans les deux cas, il statue après consultation du Parlement européen.**

Article 267

La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché ~~commun~~ **intérieur** dans l'intérêt de ~~la Communauté~~ **l'Union**. À cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets ci-après, dans tous les secteurs de l'économie:

- a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées;
- b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché ~~commun~~ **intérieur**, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres;
- c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres.

Dans l'accomplissement de sa mission, la Banque facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des fonds structurels et des autres instruments financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

TITRE II¹

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 268²

Toutes les recettes et les dépenses de la Communauté, y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions du traité sur l'Union européenne relatives à la politique étrangère et de sécurité commune et à la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures³ sont à la charge du budget. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions peuvent, selon les conditions visées par celles-ci, être mises à la charge du budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Article 269

Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les dispositions relatives au système des ressources propres de la Communauté dont il recommande l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 270

En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte communautaire, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas de mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de la Communauté découlant des dispositions fixées par le Conseil en vertu de l'article 269.

¹ Certaines dispositions de ce titre pourraient être reprises dans la partie I de la Constitution, voir CONV 369/02.

² Les articles 268 à 273 devraient être examinés par la Convention dans le cadre de la partie I et ne sont donc pas traités ici.

³ Cette référence n'est pas conforme aux modifications apportées au traité UE par le traité d'Amsterdam ; l'intitulé correct est « dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale ».

Article 271

Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire, sauf dispositions contraires du règlement pris en exécution de [l'article 279].

Dans les conditions qui seront déterminées en application de [l'article 279], les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant.

Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement pris en exécution de [l'article 279].

Les dépenses du Parlement européen, du Conseil, de la Commission et de la Cour de justice font l'objet de parties séparées du budget sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

Article 272

1. L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

2. Chacune des institutions de la Communauté dresse, avant le 1^{er} juillet, un état prévisionnel de ses dépenses. La Commission groupe ces états dans un avant-projet de budget. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes.

Cet avant-projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.

3. Le Conseil doit être saisi par la Commission de l'avant-projet de budget au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il consulte la Commission et, le cas échéant, les autres institutions intéressées toutes les fois qu'il entend s'écarter de cet avant-projet.

Statuant à la majorité qualifiée, il établit le projet de budget et le transmet au Parlement européen.

4. Le Parlement européen doit être saisi du projet de budget au plus tard le 5 octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il a le droit d'amender, à la majorité des membres qui le composent, le projet de budget et de proposer au Conseil, à la majorité absolue des suffrages exprimés, des modifications au projet en ce qui concerne les dépenses découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci.

Si, dans un délai de quarante-cinq jours après communication du projet de budget, le Parlement européen a donné son approbation, le budget est définitivement arrêté. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas amendé le projet de budget ni proposé de modification à celui-ci, le budget est réputé définitivement arrêté.

Si, dans ce délai, le Parlement européen a adopté des amendements ou proposé des modifications, le projet de budget ainsi amendé ou assorti de propositions de modification est transmis au Conseil.

5. Après avoir délibéré du projet de budget avec la Commission et, le cas échéant, avec les autres institutions intéressées, le Conseil statue dans les conditions suivantes:

- a) le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, modifier chacun des amendements adoptés par le Parlement européen;*
- b) en ce qui concerne les propositions de modification:*
 - si une modification proposée par le Parlement européen n'a pas pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, notamment du fait que l'augmentation des dépenses qu'elle entraînerait serait expressément compensée par une ou plusieurs modifications proposées comportant une diminution correspondante des dépenses, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, rejeter cette proposition de modification. À défaut d'une décision de rejet, la proposition de modification est acceptée;*
 - si une modification proposée par le Parlement européen a pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, accepter cette proposition de modification. À défaut d'une décision d'acceptation, la proposition de modification est rejetée;*
 - si, en application des dispositions de l'un des deux alinéas précédents, le Conseil a rejeté une proposition de modification, il peut, statuant à la majorité qualifiée, soit maintenir le montant figurant dans le projet de budget, soit fixer un autre montant.*

Le projet de budget est modifié en fonction des propositions de modification acceptées par le Conseil.

Si, dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Conseil n'a modifié aucun des amendements adoptés par le Parlement européen et si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été acceptées, le budget est réputé définitivement arrêté. Le Conseil informe le Parlement européen du fait qu'il n'a modifié aucun des amendements et que les propositions de modification ont été acceptées.

Si, dans ce délai, le Conseil a modifié un ou plusieurs des amendements adoptés par le Parlement européen ou si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été rejetées ou modifiées, le projet de budget modifié est transmis de nouveau au Parlement européen. Le Conseil expose à celui-ci le résultat de ses délibérations.

6. Dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Parlement européen, informé de la suite donnée à ses propositions de modification, peut, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, amender ou rejeter les modifications apportées par le Conseil à ses amendements et arrête en conséquence le budget. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas statué, le budget est réputé définitivement arrêté.

7. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que le budget est définitivement arrêté.

8. Toutefois, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des deux tiers des suffrages exprimés, peut, pour des motifs importants, rejeter le projet de budget et demander qu'un nouveau projet lui soit soumis.

9. Pour l'ensemble des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, un taux maximal d'augmentation par rapport aux dépenses de même nature de l'exercice en cours est fixé chaque année.

La Commission, après avoir consulté le comité de politique économique, constate ce taux maximal, qui résulte:

- de l'évolution du produit national brut en volume dans la Communauté,
 - de la variation moyenne des budgets des États membres
- et
- de l'évolution du coût de la vie au cours du dernier exercice.

Le taux maximal est communiqué, avant le 1^{er} mai, à toutes les institutions de la Communauté. Celles-ci sont tenues de le respecter au cours de la procédure budgétaire, sous réserve des dispositions des quatrième et cinquième alinéas du présent paragraphe.

Si, pour les dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le taux d'augmentation qui résulte du projet de budget établi par le Conseil est supérieur à la moitié du taux maximal, le Parlement européen, dans l'exercice de son droit d'amendement, peut encore augmenter le montant total desdites dépenses dans la limite de la moitié du taux maximal.

Lorsque le Parlement européen, le Conseil ou la Commission estime que les activités des Communautés exigent un dépassement du taux établi selon la procédure définie au présent paragraphe, un nouveau taux peut être fixé par accord entre le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, et le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

10. Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect des dispositions du traité et des actes arrêtés en vertu de celui-ci, notamment en matière de ressources propres aux Communautés et d'équilibre des recettes et des dépenses.

Article 273

Si, au début d'un exercice budgétaire, le budget n'a pas encore été voté, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre division, d'après les dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut, sous réserve que les autres conditions fixées au premier alinéa soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième.

Si cette décision concerne des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le Conseil la transmet immédiatement au Parlement européen; dans un délai de trente jours, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, peut prendre une décision différente sur ces dépenses en ce qui concerne la partie excédant le douzième visé au premier alinéa. Cette partie de la décision du Conseil est suspendue jusqu'à ce que le Parlement européen ait pris sa décision. Si, dans le délai précité, le Parlement européen n'a pas pris une décision différente de la décision du Conseil, cette dernière est réputée définitivement arrêtée.

Les décisions visées aux deuxième et troisième alinéas prévoient les mesures nécessaires en matière de ressources pour l'application du présent article.

Article 274

La Commission exécute le budget, conformément ~~aux dispositions des règlements pris aux~~ **lois/règlements adopté(e)s** en exécution de [l'article 279], sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués, conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres coopèrent avec la Commission pour faire en sorte que les crédits soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière.

~~Le règlement~~ **La loi/règlement** prévoit les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres.

À l'intérieur du budget, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions fixées par ~~le règlement pris~~ **la loi/règlement adopté(e)** en exécution de [l'article 279], à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

Article 275

La Commission soumet chaque année **au Parlement européen et au Conseil** ~~et au Parlement européen~~ les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Article 276

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. À cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes et le bilan financier visés à [l'article 275], le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contrôlées aux observations de la Cour des comptes, la déclaration d'assurance visée à [l'article 248, paragraphe 1, second alinéa,] ainsi que les rapports spéciaux pertinents de la Cour des comptes.
2. Avant de donner décharge à la Commission, ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.
3. La Commission met tout en œuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.

À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

Article 277

~~Le budget est établi dans l'unité de compte fixée conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279 en euros.~~

Article 278

La Commission peut, sous réserve d'en informer les autorités compétentes des États intéressés, transférer dans la monnaie de l'un des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par ~~le présent traité~~ **la Constitution**. La Commission évite, dans la mesure du possible, de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans les monnaies dont elle a besoin.

La Commission communique avec chacun des États membres par l'intermédiaire de l'autorité qu'il désigne. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la banque d'émission de l'État membre intéressé ou à une autre institution financière agréée par celui-ci.

Article 279

1. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes~~:

- a) ~~arrête les~~ **adopte les lois financières**/règlements financiers¹ spécifiant notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes;
- b) détermine les règles et organise le contrôle de la responsabilité des contrôleurs financiers, ordonnateurs et comptables.

Le Conseil statue à l'unanimité et, À à partir du 1^{er} janvier 2007, ~~le Conseil statue~~ à la majorité qualifiée. ~~sur proposition de la Commission et~~ **Il statue** après consultation du Parlement européen et ~~avis~~ de la Cour des comptes.

2. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes~~, **adopte à l'unanimité les mesures fixe fixant** les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont mises à la disposition de la Commission, **ainsi que et définit** les mesures à appliquer pour faire face, le cas échéant, aux besoins de trésorerie. **Il statue après consultation du Parlement européen et de la Cour des comptes.**

Article 280

1. ~~La Communauté~~ **L'Union** et les États membres combattent la fraude et tout autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** par des mesures prises conformément au présent article qui sont dissuasives et offrent une protection effective dans les États membres.

2. Les États membres prennent les mêmes ~~mesures~~ **dispositions** pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers.

3. Sans préjudice d'autres dispositions ~~du présent traité de la Constitution~~, les États membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de ~~la Communauté~~ **l'Union** contre la fraude. À cette fin, ils organisent, avec la Commission, une collaboration étroite et régulière entre les autorités compétentes.

¹ Le Conseil pouvant, d'après les projets d'articles du titre V "exercice des compétences de l'Union " de la partie I (articles 25 et 26 CONV 571/03) adopter soit des lois, soit des règlements, il serait nécessaire que la Convention identifie les cas dans lesquels, dans le domaine couvert par cet article, le Conseil peut adopter l'un ou l'autre type d'acte ou les deux types d'actes (voir explication dans l'Annexe II du présent rapport).

4. Le **Parlement européen et le Conseil**, ~~statuant~~ conformément à la procédure visée à l'article 251, ~~arrête, après consultation de la Cour des comptes,~~ **législative, adoptent** les mesures nécessaires dans les domaines de la prévention de la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de ~~la Communauté l'Union~~ et de la lutte contre cette fraude en vue d'offrir une protection effective et équivalente dans les États membres. **Il statue après consultation de la Cour des comptes.** Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

5. La Commission, en coopération avec les États membres, adresse chaque année au Parlement européen et au Conseil un rapport sur les mesures ~~prises et dispositions adoptées~~ pour la mise en œuvre du présent article.

SIXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 281¹

~~La Communauté a la personnalité juridique.~~

Article 282

Dans chacun des États membres, ~~la Communauté l'Union~~ possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice. À cet effet, elle est représentée par la Commission.

Article 283

Le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée, arrête,~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation des autres institutions intéressées,~~ **adopte à la majorité qualifiée** le statut des fonctionnaires ~~des Communautés européennes de l'Union~~ et le régime applicable aux autres agents de ~~ces Communautés de l'Union.~~ **Il statue après consultation des autres institutions intéressées.**

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « personnalité juridique » du titre I de la partie I (article 4 CONV 528/03).

Article 284

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions fixées par le Conseil en conformité avec ~~les dispositions du présent traité~~ **la Constitution**.

Article 285

1. Sans préjudice de l'article 5 du protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, **le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure ~~visée à l'article 251, arrête~~ **législative, adoptent** des mesures ~~en vue de~~ **pour** l'établissement de statistiques, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement des activités de ~~la Communauté~~ **l'Union**.
2. L'établissement des statistiques se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques.

Article 286¹

1. ~~À partir du 1^{er} janvier 1999, les~~ **Les** ~~actes communautaires de l'Union~~ relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes institués par ~~le présent traité~~ **la Constitution** ou sur la base de ~~celui-ci~~ **celle-ci**.
2. ~~Avant la date visée au paragraphe 1,~~ **Le Parlement européen et le Conseil, statuant** conformément à la procédure ~~visée à l'article 251, institue~~ **législative, adoptent les mesures instituant** un organe indépendant de contrôle chargé de surveiller l'application des ~~dits~~ **actes communautaires visés au paragraphe 1** aux institutions et organes ~~communautaires de l'Union, et adopte, le cas échéant, ainsi que~~ **toute autre disposition mesure** utile.

¹ On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cette disposition aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

Article 287 ¹

Les membres des institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union**, les membres des comités ainsi que les fonctionnaires et agents de ~~la Communauté~~ **l'Union** sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.

Article 288

La responsabilité contractuelle de ~~la Communauté~~ **l'Union** est régie par la loi applicable au contrat en cause.

En matière de responsabilité non contractuelle, ~~la Communauté~~ **l'Union**² doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres, les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Le deuxième alinéa s'applique selon les mêmes conditions aux dommages causés par la *BCE* ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La responsabilité personnelle des agents envers ~~la Communauté~~ **l'Union** est réglée dans les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable.

Article 289

Le siège des institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union** est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

Article 290

Le **Conseil adopte à l'unanimité les mesures fixant le** régime linguistique des institutions de ~~la Communauté~~ **l'Union** ~~est fixé, sans préjudice des dispositions prévues par le~~ **du** statut de la Cour de justice, ~~par le Conseil statuant à l'unanimité.~~

¹ On pourrait s'interroger sur l'opportunité d'étendre l'obligation visée dans le présent article aux agences et autres entités, compte tenu aussi de l'éventuelle extension de l'obligation prévue à l'article 255 du traité CE.

² On notera que le remplacement du mot « Communauté par « Union » pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension du champ d'application de cet article (responsabilité extracontractuelle) aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

Article 291

~~La Communauté~~ **L'Union** jouit sur le territoire des États membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions définies au protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes¹. Il en est de même de la Banque centrale européenne, ~~de l'Institut monétaire européen~~ et de la Banque européenne d'investissement.

Article 292²

Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application ~~du présent traité~~ **de la Constitution** à un mode de règlement autre que ceux prévus par ~~celui-ci~~ **celle-ci**.

[Article 293³

Les États membres engageront entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants:

- la protection des personnes, ainsi que la jouissance et la protection des droits dans les conditions accordées par chaque État à ses propres ressortissants,
- l'élimination de la double imposition à l'intérieur de la Communauté,
- la reconnaissance mutuelle des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, le maintien de la personnalité juridique en cas de transfert du siège de pays en pays et la possibilité de fusion de sociétés relevant de législations nationales différentes,
- la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales.]

Article 294⁴

Les États membres accordent le traitement national en ce qui concerne la participation financière des ressortissants des autres États membres au capital des sociétés au sens de [l'article 48], sans préjudice de l'application des autres dispositions ~~du présent traité~~ **de la Constitution**.

¹ Voir footnote ad article 247 (changement de la dénomination du protocole).

² On notera que la disparition des piliers pourrait comporter, sauf dispositions particulières, une extension de du champ d'application de cette disposition aux matières relevant actuellement des deuxième et troisième piliers.

³ Au vu des recommandations des groupes de travail IX « Simplification » et X « Liberté, sécurité et justice », concernant la suppression de l'instrument de la convention, il est suggéré que la Convention examine quel sort elle devrait réserver à cet article.

⁴ Cette disposition concerne la liberté d'établissement et la libre circulation des capitaux. Il est suggéré de la déplacer dans le titre ou chapitre consacré à ces libertés dans le marché intérieur.

Article 295

~~Le présent traité~~ **La Constitution** ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États membres.

Article 296¹

1. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ne ~~font fait~~ pas obstacle aux règles ci-après:

- a) aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité,
- b) tout État membre peut prendre les ~~mesures~~ **dispositions** qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; ces ~~mesures~~ **dispositions** ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché ~~commun~~ **intérieur** en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires.

2. Le Conseil, ~~statuant à l'unanimité~~ sur proposition de la Commission, peut apporter à **l'unanimité** des modifications à la liste, qu'il a fixée le 15 avril 1958, des produits auxquels les dispositions du paragraphe 1, point b), s'appliquent.

Article 297

Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché ~~commun~~ **intérieur** ne soit affecté par les ~~mesures~~ **dispositions** qu'un État membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour faire face aux engagements contractés par lui en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Article 298

Si des ~~mesures~~ **dispositions** prises dans les cas prévus aux [articles 296 et 297] ont pour effet de fausser les conditions de la concurrence dans le marché ~~commun~~ **intérieur**, la Commission examine avec l'État intéressé les conditions dans lesquelles ces ~~mesures~~ **dispositions** peuvent être adaptées aux règles établies par ~~le présent traité~~ **la Constitution**.

¹ Cet article pourrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions de la défense commune.

Par dérogation à la procédure prévue aux [articles 226 et 227], la Commission ou tout État membre peut saisir directement la Cour de justice, s'il estime qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus aux [articles 296 et 297]. La Cour de justice statue à huis clos.

Article 299

1. ~~Le présent traité~~ **La Constitution**¹ s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord².

2. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ~~sont~~ **est** applicables aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries.

Toutefois, compte tenu de la situation économique et sociale structurelle des départements français d'outre-mer, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, ~~statuant à la majorité qualifiée~~ sur proposition de la Commission ~~et après consultation du Parlement européen, arrête,~~ **adopte à la majorité qualifiée** des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application ~~du présent traité de la Constitution~~ à ces régions, y compris les politiques communes. **Il statue après consultation du Parlement européen.**

Le Conseil, en ~~arrétant~~ **adoptant** les mesures visées au deuxième alinéa, tient compte des domaines tels que les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les conditions d'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides d'État, et les conditions d'accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de ~~la Communauté~~ **l'Union**.

Le Conseil ~~arrête~~ **adopte** les mesures visées au deuxième alinéa en tenant compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultrapériphériques sans nuire à l'intégrité et à la cohérence de l'ordre juridique ~~communautaire~~ **de l'Union**, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à [l'annexe II] ~~du présent traité~~ font l'objet du régime spécial d'association défini dans la [quatrième partie] de ~~ce traité~~ **la Constitution**.

¹ On notera que l'article 299 ne s'applique qu'au seul TCE et que le remplacement du mot « traité par « Constitution » soulève la question du champ d'application territoriale de la Constitution.

² Ce paragraphe devra être adapté conformément à l'Acte d'adhésion.

~~Le présent traité~~ **La Constitution** ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste ~~précitée~~ **figurant à l'annexe II**.

4. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** s'appliquent aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.

5. ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** s'appliquent aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

6. Par dérogation aux paragraphes précédents:

- a) ~~le présent traité~~ **la Constitution** ne s'applique pas aux îles Féroé;
- b) ~~le présent traité~~ **la Constitution** ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;
- c) ~~les dispositions du présent traité~~ **la Constitution** ne sont **n'est** applicables aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.

[Insérer ici les dispositions sur les PTOM]¹

Article 300²

1. Dans les cas où les dispositions du présent traité prévoient la conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux désignés par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où le paragraphe 2, premier alinéa, prévoit que le Conseil statue à l'unanimité.

¹ Comme suggéré dans la footnote ad quatrième partie (articles 182 – 188 du traité CE), les dispositions sur les pays et territoires d'outre-mer pourraient trouver ici leur place.

² Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici.

2. *Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, qui peut être accompagnée d'une décision d'application provisoire avant l'entrée en vigueur, ainsi que la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que pour les accords visés à l'article 310.*

Les mêmes procédures sont applicables, par dérogation aux règles du paragraphe 3, pour décider de la suspension de l'application d'un accord, ainsi que pour établir les positions à prendre au nom de la Communauté dans une instance créée par un accord, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision prise au titre du présent paragraphe et concernant l'application provisoire ou la suspension d'accords, ou l'établissement de la position communautaire dans une instance créée par un accord.

3. *Le Conseil conclut les accords après consultation du Parlement européen, sauf pour les accords visés à l'article 133, paragraphe 3, y compris lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel la procédure visée à l'article 251 ou celle visée à l'article 252 est requise pour l'adoption de règles internes. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer.*

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, sont conclus après avis conforme du Parlement européen les accords visés à l'article 310, ainsi que les autres accords qui créent un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour la Communauté et les accords impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure visée à l'article 251.

Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.

4. *Lors de la conclusion d'un accord, le Conseil peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, habiliter la Commission à approuver les modifications au nom de la Communauté lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.*

5. *Lorsque le Conseil envisage de conclure un accord modifiant le présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à l'article 48 du traité sur l'Union européenne.*

6. *Le Parlement européen, le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions du présent traité. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées à l'article 48 du traité sur l'Union européenne.*

7. *Les accords conclus selon les conditions fixées au présent article lient les institutions de la Communauté et les États membres.*

Article 301¹

Lorsqu'une position commune ou une action commune adoptées en vertu des dispositions du traité sur l'Union européenne relatives à la politique étrangère et de sécurité commune prévoient une action de la Communauté visant à interrompre ou à réduire, en tout ou en partie, les relations économiques avec un ou plusieurs pays² tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prend les mesures urgentes nécessaires.

Article 302³

La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées .

Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toutes organisations internationales.

Article 303

La Communauté établit avec le Conseil de l'Europe toutes coopérations utiles.

Article 304

La Communauté établit avec l'Organisation de coopération et de développement économiques une étroite collaboration dont les modalités sont fixées d'un commun accord.

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici. Néanmoins, il est suggéré d'examiner s'il serait approprié de le fusionner avec l'actuel article 60 du traité CE.

² La mention de seuls « pays » empêche actuellement d'utiliser cet article pour des sanctions à l'égard d'individus ou d'entités non étatiques. Pour des développements et des suggestions à ce sujet, voir footnote ad article 60.

³ Les articles 302 à 304 devraient être examinés par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et ne sont donc pas traités ici.

Article 305¹

1. — ~~Les dispositions du présent traité ne modifient pas celles du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des États membres, les pouvoirs des institutions de cette Communauté et les règles posées par ce traité pour le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier.~~

2. — ~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ne dérogent pas ~~aux stipulations du~~ **au** traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Article 306

~~Les dispositions du présent traité~~ **La Constitution** ne ~~font fait~~ pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application ~~du présent traité~~ **La Constitution**.

Article 307

Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, antérieurement à la date de leur adhésion, entre un ou plusieurs États membres, d'une part, et un ou plusieurs États tiers, d'autre part, ne sont pas affectés par ~~les dispositions du présent traité~~ **la Constitution**.

Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec ~~le présent traité~~ **la Constitution**, le ou les États membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin et adoptent le cas échéant une attitude commune.

Dans l'application des conventions visées au premier alinéa, les États membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans ~~le présent traité~~ **la Constitution** par chacun des États membres font partie intégrante ~~de l'établissement de la Communauté~~ **l'Union** et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions communes, à l'attribution de compétences en leur faveur et à l'octroi des mêmes avantages par tous les autres États membres.

¹ Cet article pourrait être réexaminé, en fonction du traitement de la question relative au traité EURATOM.

Article 308¹

~~Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées.~~

Article 309²

1. *Lorsqu'il a été décidé de suspendre les droits de vote du représentant du gouvernement d'un État membre conformément à l'article 7, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne, ces droits de vote sont également suspendus en ce qui concerne le présent traité.*

2. *En outre, lorsque l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne a été constatée conformément à l'article 7, paragraphe 2, dudit traité, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'État membre en question. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.*

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du présent traité restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

3. *Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 2 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.*

4. *Lorsqu'il prend les décisions visées aux paragraphes 2 et 3, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Par dérogation à l'article 205, paragraphe 2, la majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2.*

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 1. Dans ces cas, une décision requérant l'unanimité est prise sans le vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question.

¹ Cet article est supprimé et remplacé par le projet d'article « clause de flexibilité » du titre III de la partie I (article 16 CONV 528/03).

² Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I et n'est donc pas traité ici.

Article 310¹

La Communauté peut conclure avec un ou plusieurs États ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

Article 311²

Les protocoles qui, du commun accord des États membres, seront annexés au présent traité en font partie intégrante.

Article 312

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

DISPOSITIONS FINALES

Article 313

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

Le présent traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si ce dépôt a lieu moins de quinze jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du traité est reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

Article 314

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

¹ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre des questions relatives aux relations extérieures et n'est donc pas traité ici.

² Les articles 311 à 314 devraient être repris dans la partie III (voir CONV 369/02) et ne sont donc pas traités ici.

En vertu des traités d'adhésion, font également foi les versions du présent traité en langues anglaise, danoise, espagnole, finnoise, grecque, irlandaise, portugaise et suédoise.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Partie B

Dispositions du traité sur l'Union européenne

Table des matières

	page
TITRE I — Dispositions communes	143
TITRE II — Dispositions portant modification du traité instituant la Communauté économique européenne en vue d'établir la Communauté européenne	146
TITRE III — Dispositions modifiant le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier	147
TITRE IV — Dispositions modifiant le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique	147
TITRE V — Dispositions concernant une politique étrangère et de sécurité commune	147
TITRE VI — Dispositions relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale	158
TITRE VII — Dispositions sur la coopération renforcée	166
TITRE VIII — Dispositions finales	168

* * *

TITRE I

DISPOSITIONS COMMUNES

Article premier¹

Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre elles une UNION EUROPÉENNE, ci après dénommée «Union».

Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens.

L'Union est fondée sur les Communautés européennes complétées par les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité. Elle a pour mission d'organiser de façon cohérente et solidaire les relations entre les États membres et entre leurs peuples.

Article 2

L'Union se donne pour objectifs:

- de promouvoir le progrès économique et social ainsi qu'un niveau d'emploi élevé, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux dispositions du présent traité;
- d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 17;
- de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses États membres par l'instauration d'une citoyenneté de l'Union;
- de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d'asile, d'immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène;

¹ Les articles 1 et 2 sont supprimés et remplacés par des projets d'articles (établissement, valeurs et objectifs de l'Union) de la partie I (articles 1, 2 et 3 CONV 528/03).

~~de maintenir intégralement l'acquis communautaire et de le développer afin d'examiner dans quelle mesure les politiques et formes de coopération instaurées par le présent traité devraient être révisées en vue d'assurer l'efficacité des mécanismes et institutions communautaires.~~

~~Les objectifs de l'Union sont atteints conformément aux dispositions du présent traité, dans les conditions et selon les rythmes qui y sont prévus, dans le respect du principe de subsidiarité tel qu'il est défini à l'article 5 du traité instituant la Communauté européenne.~~

Article 3

L'Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées en vue d'atteindre ses objectifs, tout en respectant et en développant l'acquis communautaire.¹

L'Union veille, en particulier, à la cohérence de l'ensemble de son action extérieure dans le cadre de ses politiques en matière de relations extérieures, de sécurité, d'économie et de développement. Le Conseil et la Commission ont la responsabilité d'assurer cette cohérence et coopèrent à cet effet. Ils assurent, chacun selon ses compétences, la mise en œuvre de ces politiques.²

Article 4³

Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le Conseil européen réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par les ministres chargés des affaires étrangères des États membres et par un membre de la Commission. Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil.

Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

¹ Ce point sera couvert par le titre IV (institutions) de la partie I.

² Ce point devrait être examiné par la Convention dans le cadre des "relations extérieures" et n'est donc pas traité ici.

³ Les articles 4 et 5 seront couverts par le titre IV (institutions) de la partie I.

Article 5

Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de justice et la Cour des comptes exercent leurs attributions dans les conditions et aux fins prévues, d'une part, par les dispositions des traités instituant les Communautés européennes et des traités et actes subséquents qui les ont modifiés ou complétés et, d'autre part, par les autres dispositions du présent traité.

Article 6¹

- ~~1. — L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres.~~
- ~~2. — L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.~~
- ~~3. — L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres.~~
4. [L'Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.]²

Article 7³

1. Sur proposition motivée d'un tiers des États membres, du Parlement européen ou de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres après avis conforme du Parlement européen, peut constater qu'il existe un risque clair de violation grave par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, et lui adresser des recommandations appropriées. Avant de procéder à cette constatation, le Conseil entend l'État membre en question et peut, statuant selon la même procédure, demander à des personnalités indépendantes de présenter dans un délai raisonnable un rapport sur la situation dans l'État membre en question.

Le Conseil vérifie régulièrement si les motifs qui ont conduit à une telle constatation restent valables.

¹ Le paragraphe (1) est supprimé et remplacé par le projet d'article "valeurs" de la partie I (article 2 CONV 528/03); le paragraphe (2) est supprimé et remplacé par le projet d'article "droits fondamentaux" de la partie I (article 5(3) CONV 528/03; le paragraphe (3) est supprimé et remplacé par le projet d'article "établissement de l'Union" de la partie I (article 1(2) CONV 528/03).

² Il est suggéré que ce paragraphe soit en effet couvert par la partie I, et pourrait être supprimé.

³ Cet article devrait être examiné par la Convention dans le cadre de la partie I et n'est donc pas traité ici.

2. *Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, après avoir invité le gouvernement de cet État membre à présenter toute observation en la matière.*

3. *Lorsque la constatation visée au paragraphe 2 a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'État membre en question, y compris les droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.*

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du présent traité restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

4. *Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 3 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.*

5. *Aux fins du présent article, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 2. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.*

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 3.

6. *Aux fins des paragraphes 1 et 2, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.*

TITRE II

DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE EN VUE D'ÉTABLIR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Article 8 (non reproduit)

TITRE III

~~DISPOSITIONS MODIFIANT LE TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER~~

~~Article 9
(non reproduit)~~

TITRE IV

~~DISPOSITIONS MODIFIANT LE TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE~~

~~Article 10
(non reproduit)~~

TITRE V¹

DISPOSITIONS CONCERNANT UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE

Article 11

1. L'Union définit et met en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont:

- la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;*
- le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes;*
- le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et aux objectifs de la Charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures;*
- la promotion de la coopération internationale;*

¹ Ce titre sera réexaminé par la Convention. Il n'est donc pas traité ici.

- *le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.*

2. *Les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.*

Les États membres œuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Le Conseil veille au respect de ces principes.

Article 12

L'Union poursuit les objectifs énoncés à l'article 11:

- *en définissant les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune;*
- *en décidant des stratégies communes;*
- *en adoptant des actions communes;*
- *en adoptant des positions communes;*
- *et en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique.*

Article 13

1. *Le Conseil européen définit les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense.*

2. *Le Conseil européen décide des stratégies communes qui seront mises en œuvre par l'Union dans des domaines où les États membres ont des intérêts communs importants.*

Les stratégies communes précisent leurs objectifs, leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

3. *Le Conseil prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des orientations générales définies par le Conseil européen.*

Le Conseil recommande des stratégies communes au Conseil européen et les met en œuvre, notamment en arrêtant des actions communes et des positions communes.

Le Conseil veille à l'unité, à la cohérence et à l'efficacité de l'action de l'Union.

Article 14

- 1. Le Conseil arrête des actions communes. Celles-ci concernent certaines situations où une action opérationnelle de l'Union est jugée nécessaire. Elles fixent leurs objectifs, leur portée, les moyens à mettre à la disposition de l'Union, les conditions relatives à leur mise en œuvre et, si nécessaire, leur durée.*
- 2. S'il se produit un changement de circonstances ayant une nette incidence sur une question faisant l'objet d'une action commune, le Conseil révisé les principes et les objectifs de cette action et adopte les décisions nécessaires. Aussi longtemps que le Conseil n'a pas statué, l'action commune est maintenue.*
- 3. Les actions communes engagent les États membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action.*
- 4. Le Conseil peut demander à la Commission de lui présenter toute proposition appropriée relative à la politique étrangère et de sécurité commune pour assurer la mise en œuvre d'une action commune.*
- 5. Toute prise de position ou toute action nationale envisagée en application d'une action commune fait l'objet d'une information dans des délais permettant, en cas de nécessité, une concertation préalable au sein du Conseil. L'obligation d'information préalable ne s'applique pas aux mesures qui constituent une simple transposition sur le plan national des décisions du Conseil.*
- 6. En cas de nécessité impérieuse liée à l'évolution de la situation et à défaut d'une décision du Conseil, les États membres peuvent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, en tenant compte des objectifs généraux de l'action commune. L'État membre qui prend de telles mesures en informe immédiatement le Conseil.*
- 7. En cas de difficultés majeures pour appliquer une action commune, un État membre saisit le Conseil, qui en délibère et recherche les solutions appropriées. Celles-ci ne peuvent aller à l'encontre des objectifs de l'action ni nuire à son efficacité.*

Article 15

Le Conseil arrête des positions communes. Celles-ci définissent la position de l'Union sur une question particulière de nature géographique ou thématique. Les États membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions communes.

Article 16

Les États membres s'informent mutuellement et se concertent au sein du Conseil sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général, en vue d'assurer que l'influence de l'Union s'exerce de la manière la plus efficace par la convergence de leurs actions.

Article 17

1. La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, si le Conseil européen en décide ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

La définition progressive d'une politique de défense commune est étayée, dans la mesure où les États membres le jugent approprié, par une coopération entre eux en matière d'armements.

2. Les questions visées au présent article incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.

3. Les décisions ayant des implications dans le domaine de la défense dont il est question au présent article sont prises sans préjudice des politiques et des obligations visées au paragraphe 1, deuxième alinéa.

4. Le présent article ne fait pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs États membres au niveau bilatéral, dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de l'OTAN, dans la mesure où cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue au présent titre ni ne l'entrave.

5. *En vue de promouvoir la réalisation des objectifs définis au présent article, les dispositions de celui-ci seront réexaminées conformément à l'article 48.*

Article 18

1. *La présidence représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune.*

2. *La présidence a la responsabilité de la mise en œuvre des décisions prises en vertu du présent titre; à ce titre, elle exprime, en principe, la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.*

3. *La présidence est assistée par le Secrétaire général du Conseil, qui exerce les fonctions de Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune.*

4. *La Commission est pleinement associée aux tâches visées aux paragraphes 1 et 2. Dans l'exercice de ces tâches, la présidence est assistée, le cas échéant, par l'État membre qui exercera la présidence suivante.*

5. *Le Conseil peut, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières.*

Article 19

1. *Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions communes.*

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions communes.

2. *Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 14, paragraphe 3, les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent ces derniers informés de toute question présentant un intérêt commun.*

Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. Les États membres qui sont membres permanents du Conseil de sécurité veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies.

Article 20

Les missions diplomatiques et consulaires des États membres et les délégations de la Commission dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales, coopèrent pour assurer le respect et la mise en œuvre des positions communes et des actions communes arrêtées par le Conseil.

Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations, en procédant à des évaluations communes et en contribuant à la mise en œuvre des dispositions visées à l'article 20 du traité instituant la Communauté européenne.

Article 21

La présidence consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par la présidence et la Commission de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité de l'Union.

Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Article 22

1. Chaque État membre ou la Commission peut saisir le Conseil de toute question relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et soumettre des propositions au Conseil.

2. Dans les cas exigeant une décision rapide, la présidence convoque, soit d'office, soit à la demande de la Commission ou d'un État membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.

Article 23

1. Les décisions relevant du présent titre sont prises par le Conseil statuant à l'unanimité. Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent alinéa, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, la décision n'est pas adoptée.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:

- lorsque, sur la base d'une stratégie commune, il adopte des actions communes et des positions communes ou qu'il prend toute autre décision;
- lorsqu'il adopte toute décision mettant en œuvre une action commune ou une position commune;
- lorsqu'il nomme un représentant spécial conformément à l'article 18, paragraphe 5.

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

3. Pour les questions de procédure, le Conseil statue à la majorité de ses membres.

Article 24

1. *Lorsqu'il est nécessaire de conclure un accord avec un ou plusieurs États ou organisations internationales en application du présent titre, le Conseil peut autoriser la présidence, assistée, le cas échéant, par la Commission, à engager des négociations à cet effet. De tels accords sont conclus par le Conseil sur recommandation de la présidence.*
2. *Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur une question pour laquelle l'unanimité est requise pour l'adoption de décisions internes.*
3. *Lorsque l'accord est envisagé pour mettre en œuvre une action commune ou une position commune, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 23, paragraphe 2.*
4. *Les dispositions du présent article sont également applicables aux matières relevant du titre VI. Lorsque l'accord porte sur une question pour laquelle la majorité qualifiée est requise pour l'adoption de décisions ou de mesures internes, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 34, paragraphe 3.*
5. *Aucun accord ne lie un État membre dont le représentant au sein du Conseil déclare qu'il doit se conformer à ses propres règles constitutionnelles; les autres membres du Conseil peuvent convenir que l'accord est néanmoins applicable à titre provisoire.*
6. *Les accords conclus selon les conditions fixées par le présent article lient les institutions de l'Union.*

Article 25

Sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, un comité politique et de sécurité suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en œuvre des politiques convenues, sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission.

Dans le cadre du présent titre, le comité exerce, sous la responsabilité du Conseil, le contrôle politique et la direction stratégique des opérations de gestion de crise.

Le Conseil peut autoriser le comité, aux fins d'une opération de gestion de crise et pour la durée de celle-ci, telles que déterminées par le Conseil, à prendre les décisions appropriées concernant le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération, sans préjudice de l'article 47.

Article 26

Le Secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assiste le Conseil pour les questions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, en contribuant notamment à la formulation, à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions de politique et, le cas échéant, en agissant au nom du Conseil et à la demande de la présidence, en conduisant le dialogue politique avec des tiers.

Article 27

La Commission est pleinement associée aux travaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

Article 27 A

1. Les coopérations renforcées dans l'un des domaines visés dans le présent titre ont pour but de sauvegarder les valeurs et de servir les intérêts de l'Union dans son ensemble en affirmant son identité en tant que force cohérente sur la scène internationale. Elles respectent:

- les principes, les objectifs, les orientations générales et la cohérence de la politique étrangère et de sécurité commune ainsi que les décisions prises dans le cadre de cette politique;*
- les compétences de la Communauté européenne, et*
- la cohérence entre l'ensemble des politiques de l'Union et son action extérieure.*

2. Les articles 11 à 27 et les articles 27 B à 28 s'appliquent aux coopérations renforcées prévues par le présent article, sauf dispositions contraires de l'article 27 C et des articles 43 à 45.

Article 27 B

Les coopérations renforcées en vertu du présent titre portent sur la mise en œuvre d'une action commune ou d'une position commune. Elles ne peuvent pas porter sur des questions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Article 27 C

Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée en vertu de l'article 27 B adressent une demande en ce sens au Conseil.

La demande est transmise à la Commission et, pour information, au Parlement européen. La Commission donne son avis notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les politiques de l'Union. L'autorisation est accordée par le Conseil, statuant conformément à l'article 23, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas, dans le respect des articles 43 à 45.

Article 27 D

Sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission, le secrétaire général du Conseil, haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, veille en particulier à ce que le Parlement européen et tous les membres du Conseil soient pleinement informés de la mise en œuvre des coopérations renforcées dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune.

Article 27 E

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 27 C notifie son intention au Conseil et informe la Commission. La Commission transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, le Conseil statue sur la demande ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'il peut juger nécessaires. La décision est réputée approuvée, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée dans ce même délai, ne décide de la tenir en suspens; dans ce cas, le Conseil indique les motifs de sa décision et fixe un délai pour son réexamen.

Aux fins du présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres concernés du Conseil que celles prévues à l'article 23, paragraphe 2, troisième alinéa.

Article 28

1. *Les articles 189, 190, 196 à 199, 203, 204, 206 à 209, 213 à 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines visés au présent titre.*
 2. *Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions visées au présent titre sont à la charge du budget des Communautés européennes.*
 3. *Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.*
- Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.*
4. *La procédure budgétaire fixée dans le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.*

TITRE VI¹

DISPOSITIONS RELATIVES À LA COOPÉRATION POLICIÈRE ET JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Article 29

Sans préjudice des compétences de la Communauté européenne, l'objectif de l'Union est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et de justice, en élaborant une action en commun entre les États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en prévenant le racisme et la xénophobie et en luttant contre ces phénomènes.

Cet objectif est atteint par la prévention de la criminalité, organisée ou autre, et la lutte contre ce phénomène, notamment le terrorisme, la traite d'êtres humains et les crimes contre des enfants, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la corruption et la fraude, grâce:

- à une coopération plus étroite entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres, à la fois directement et par l'intermédiaire de l'Office européen de police (Europol), conformément aux articles 30 et 32;*
- à une coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres autorités compétentes des États membres, y compris par l'intermédiaire de l'Unité européenne de coopération judiciaire (Eurojust), conformément aux articles 31 et 32;*
- au rapprochement, en tant que de besoin, des règles de droit pénal des États membres, conformément à l'article 31, point e).*

Article 30

- 1. L'action en commun dans le domaine de la coopération policière couvre entre autres:*
 - a) la coopération opérationnelle entre les autorités compétentes, y compris les services de police, les services des douanes et autres services répressifs spécialisés des États membres, dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière;*

¹ Ce titre sera réexaminé par la Convention. Il n'est donc pas traité ici.

- b) *la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes, y compris d'informations détenues par des services répressifs concernant des signalements de transactions financières douteuses, notamment par l'intermédiaire d'Europol, sous réserve des dispositions appropriées relatives à la protection des données à caractère personnel;*
- c) *la coopération et les initiatives conjointes dans les domaines de la formation, des échanges d'officiers de liaison, des détachements, de l'utilisation des équipements et de la recherche en criminalistique;*
- d) *l'évaluation en commun de techniques d'enquête particulières concernant la détection des formes graves de criminalité organisée.*

2. *Le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Europol et, en particulier, dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:*

- a) *permet à Europol de faciliter et d'appuyer la préparation, et d'encourager la coordination et la mise en œuvre d'actions spécifiques d'enquête menées par les autorités compétentes des États membres, y compris des actions opérationnelles d'équipes conjointes, comprenant des représentants d'Europol à titre d'appui;*
- b) *arrête des mesures destinées à permettre à Europol de demander aux autorités compétentes des États membres de mener et de coordonner leurs enquêtes dans des affaires précises, et de développer des compétences spécialisées pouvant être mises à la disposition des États membres pour les aider dans des enquêtes sur la criminalité organisée;*
- c) *favorise l'établissement de contacts entre magistrats et enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée et travaillant en étroite coopération avec Europol;*
- d) *instaure un réseau de recherche, de documentation et de statistiques sur la criminalité transfrontière.*

Article 31

1. *L'action en commun dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale vise, entre autres à:*

- a) *faciliter et accélérer la coopération entre les ministères et les autorités judiciaires ou équivalentes compétents des États membres, y compris, lorsque cela s'avère approprié, par l'intermédiaire d'Eurojust, pour ce qui est de la procédure et de l'exécution des décisions;*

- b) *faciliter l'extradition entre États membres;*
 - c) *assurer, dans la mesure nécessaire à l'amélioration de cette coopération, la compatibilité des règles applicables dans les États membres;*
 - d) *prévenir les conflits de compétences entre États membres;*
 - e) *adopter progressivement des mesures instaurant des règles minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et aux sanctions applicables dans les domaines de la criminalité organisée, du terrorisme et du trafic de drogue.*
2. *Le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Eurojust en:*
- a) *permettant à Eurojust de contribuer à une bonne coordination entre les autorités nationales des États membres chargées des poursuites;*
 - b) *favorisant le concours d'Eurojust dans les enquêtes relatives aux affaires de criminalité transfrontière grave, en particulier en cas de criminalité organisée, en tenant compte notamment des analyses effectuées par Europol;*
 - c) *facilitant une coopération étroite d'Eurojust avec le Réseau judiciaire européen afin, notamment, de faciliter l'exécution des commissions rogatoires et la mise en œuvre des demandes d'extradition.*

Article 32

Le Conseil fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes visées aux articles 30 et 31 peuvent intervenir sur le territoire d'un autre État membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci.

Article 33

Le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

Article 34

1. *Dans les domaines visés au présent titre, les États membres s'informent et se consultent mutuellement au sein du Conseil en vue de coordonner leur action. Ils instituent à cet effet une collaboration entre les services compétents de leurs administrations.*

2. *Le Conseil, sous la forme et selon les procédures appropriées indiquées dans le présent titre, prend des mesures et favorise la coopération en vue de contribuer à la poursuite des objectifs de l'Union. À cet effet, il peut, statuant à l'unanimité à l'initiative de tout État membre ou de la Commission:*

- a) arrêter des positions communes définissant l'approche de l'Union sur une question déterminée;*
- b) arrêter des décisions-cadres aux fins du rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Les décisions-cadres lient les États membres quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Elles ne peuvent entraîner d'effet direct;*
- c) arrêter des décisions à toute autre fin conforme aux objectifs du présent titre, à l'exclusion de tout rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Ces décisions sont obligatoires et ne peuvent entraîner d'effet direct; le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ces décisions au niveau de l'Union;*
- d) établir des conventions dont il recommande l'adoption par les États membres selon leurs règles constitutionnelles respectives. Les États membres engagent les procédures applicables dans le délai fixé par le Conseil.*

Sauf dispositions contraires y figurant, ces conventions, une fois qu'elles ont été adoptées par la moitié au moins des États membres, entrent en vigueur dans les États membres qui les ont adoptées. Les mesures d'application de ces conventions sont adoptées au sein du Conseil à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes.

3. *Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne; les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.*

4. *Pour les questions de procédure, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.*

Article 35

1. *La Cour de justice des Communautés européennes est compétente, sous réserve des conditions définies au présent article, pour statuer à titre préjudiciel sur la validité et l'interprétation des décisions-cadres et des décisions, sur l'interprétation des conventions établies en vertu du présent titre, ainsi que sur la validité et l'interprétation de leurs mesures d'application.*
2. *Tout État membre peut, par une déclaration faite au moment de la signature du traité d'Amsterdam, ou à tout autre moment postérieur à ladite signature, accepter la compétence de la Cour de justice pour statuer à titre préjudiciel dans les conditions définies au paragraphe 1.*
3. *Un État membre qui fait une déclaration au titre du paragraphe 2 indique que:*
 - a) *soit toute juridiction de cet État dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement,*
 - b) *soit toute juridiction de cet État a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement.*
4. *Tout État membre, qu'il ait ou non fait une déclaration au titre du paragraphe 2, a le droit de présenter à la Cour des mémoires ou observations écrites dans les affaires dont elle est saisie en vertu du paragraphe 1.*
5. *La Cour de justice n'est pas compétente pour vérifier la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.*
6. *La Cour de justice est compétente pour contrôler la légalité des décisions-cadres et des décisions lorsqu'un recours est formé par un État membre ou par la Commission pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir. Les recours prévus au présent paragraphe doivent être formés dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.*

7. *La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres concernant l'interprétation ou l'application des actes adoptés au titre de l'article 34, paragraphe 2, dès lors que ce différend n'a pu être réglé au sein du Conseil dans les six mois qui ont suivi la saisine de celui-ci par l'un de ses membres. La Cour est également compétente pour statuer sur tout différend entre États membres et la Commission concernant l'interprétation ou l'application des conventions établies en vertu de l'article 34, paragraphe 2, point d).*

Article 36

1. *Il est institué un comité de coordination composé de hauts fonctionnaires. En plus de son rôle de coordination, ce comité a pour mission:*

- de formuler des avis à l'intention du Conseil, soit à la requête de celui-ci, soit de sa propre initiative;*
- de contribuer, sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, à la préparation des travaux du Conseil dans les domaines visés à l'article 29.*

2. *La Commission est pleinement associée aux travaux dans les domaines visés au présent titre.*

Article 37

Les États membres défendent les positions communes arrêtées conformément au présent titre dans les organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles ils participent.

Les articles 18 et 19 s'appliquent, le cas échéant, aux questions relevant du présent titre.

Article 38

Les accords visés à l'article 24 peuvent couvrir des matières relevant du présent titre.

Article 39

1. *Avant d'adopter toute mesure visée à l'article 34, paragraphe 2, points b), c) et d), le Conseil consulte le Parlement européen. Celui-ci rend son avis dans un délai que le Conseil peut déterminer et qui ne peut être inférieur à trois mois. À défaut d'avis rendu dans ce délai, le Conseil peut statuer.*

2. *La présidence et la Commission informent régulièrement le Parlement européen des travaux menés dans les domaines relevant du présent titre.*
3. *Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans les domaines visés au présent titre.*

Article 40

1. *Les coopérations renforcées dans l'un des domaines visés dans le présent titre ont pour but de permettre à l'Union de devenir plus rapidement un espace de liberté, de sécurité et de justice tout en respectant les compétences de la Communauté européenne ainsi que les objectifs fixés par le présent titre.*
2. *Les articles 29 à 39 et les articles 40 A, 40 B et 41 s'appliquent aux coopérations renforcées prévues par le présent article, sauf dispositions contraires de l'article 40 A et des articles 43 à 45.*
3. *Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne qui concernent la compétence de la Cour de justice et l'exercice de cette compétence s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 40 A et 40 B.*

Article 40 A

1. *Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée en vertu de l'article 40 adressent une demande à la Commission, qui peut soumettre au Conseil une proposition dans ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés. Ceux-ci peuvent alors soumettre au Conseil une initiative visant à obtenir l'autorisation pour la coopération renforcée en question.*
2. *L'autorisation visée au paragraphe 1 est accordée, dans le respect des articles 43 à 45, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'au moins huit États membres et après consultation du Parlement européen. Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.*

Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après cette évocation, le Conseil peut statuer conformément au premier alinéa du présent paragraphe.

Article 40 B

Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée instaurée en vertu de l'article 40 A notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet au Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification, un avis éventuellement assorti d'une recommandation relative à des dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires pour que l'État membre concerné participe à la coopération en question. Le Conseil statue sur la demande dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification. La décision est réputée approuvée, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée dans ce même délai, ne décide de la tenir en suspens; dans ce cas, le Conseil indique les motifs de sa décision et fixe un délai pour son réexamen.

Aux fins du présent article, le Conseil statue dans les conditions prévues à l'article 44, paragraphe 1.

Article 41

- 1. Les articles 189, 190, 195, 196 à 199, 203 et 204, l'article 205, paragraphe 3, et les articles 206 à 209, 213 à 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines visés au présent titre.*
- 2. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions relatives aux domaines visés au présent titre sont à la charge du budget des Communautés européennes.*
- 3. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en œuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, sauf si le Conseil, statuant à l'unanimité, en décide autrement. Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement.*
- 4. La procédure budgétaire fixée dans le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.*

Article 42

Le Conseil, statuant à l'unanimité à l'initiative de la Commission ou d'un État membre, et après consultation du Parlement européen, peut décider que des actions dans les domaines visés à l'article 29 relèveront du titre IV du traité instituant la Communauté européenne et, en même temps, déterminer les conditions de vote qui s'y rattachent. Il recommande l'adoption de cette décision par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

TITRE VII¹

DISPOSITIONS SUR LA COOPÉRATION RENFORCÉE

Article 43

Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par le présent traité et le traité instituant la Communauté européenne, à condition que la coopération envisagée:

- a) tende à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union et de la Communauté, à préserver et servir leurs intérêts et à renforcer leur processus d'intégration;*
- b) respecte lesdits traités ainsi que le cadre institutionnel unique de l'Union;*
- c) respecte l'acquis communautaire et les mesures prises au titre des autres dispositions desdits traités;*
- f) reste dans les limites des compétences de l'Union ou de la Communauté et ne porte pas sur les domaines relevant de la compétence exclusive de la Communauté;*
- g) ne porte pas atteinte au marché intérieur tel que défini à l'article 14, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, ni à la cohésion économique et sociale établie conformément au titre XVII du même traité;*
- f) ne constitue ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres et ne provoque pas de distorsions de concurrence entre ceux-ci;*
- g) réunisse au minimum huit États membres;*
- h) respecte les compétences, droits et obligations des États membres qui n'y participent pas;*
- i) n'affecte pas les dispositions du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne;*
- j) soit ouverte à tous les États membres, conformément à l'article 43 B.*

¹ Ce titre sera couvert par la partie I.

Article 43 A

Les coopérations renforcées ne peuvent être engagées qu'en dernier ressort, lorsqu'il a été établi au sein du Conseil que les objectifs qui leur sont assignés ne peuvent être atteints, dans un délai raisonnable, en appliquant les dispositions pertinentes des traités.

Article 43 B

Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres. Elles le sont également à tout moment, conformément aux articles 27 E et 40 B du présent traité et à l'article 11 A du traité instituant la Communauté européenne, sous réserve de respecter la décision initiale ainsi que les décisions prises dans ce cadre. La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à encourager la participation du plus grand nombre possible d'États membres.

Article 44

1. Aux fins de l'adoption des actes et décisions nécessaires à la mise en œuvre d'une coopération renforcée visée à l'article 43, les dispositions institutionnelles pertinentes du présent traité et du traité instituant la Communauté européenne s'appliquent. Toutefois, alors que tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, seuls ceux qui représentent des États membres participant à la coopération renforcée prennent part à l'adoption des décisions. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées et la même proportion du nombre des membres concernés du Conseil que celles fixées à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne et à l'article 23, paragraphe 2, deuxième et troisième alinéas, du présent traité pour ce qui est d'une coopération renforcée établie sur la base de l'article 27 C. L'unanimité est constituée par les voix des seuls membres concernés du Conseil.

De tels actes et décisions ne font pas partie de l'acquis de l'Union.

2. Les États membres appliquent, dans la mesure où ils sont concernés, les actes et décisions pris pour la mise en œuvre de la coopération renforcée à laquelle ils participent. De tels actes et décisions ne lient que les États membres qui y participent et ne sont, le cas échéant, directement applicables que dans ces États. Les États membres ne participant pas à la coopération renforcée n'entravent pas sa mise en œuvre par les États membres qui y participent.

Article 44 A

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

Article 45

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises sur la base du présent titre, ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union et de la Communauté, et coopèrent à cet effet.

TITRE VIII¹

DISPOSITIONS FINALES

Article 46

Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique qui sont relatives à la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes et à l'exercice de cette compétence ne sont applicables qu'aux dispositions suivantes du présent traité:

- a) les dispositions portant modification du traité instituant la Communauté économique européenne en vue d'établir la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique;*
- b) les dispositions du titre VI, dans les conditions prévues à l'article 35;*
- c) les dispositions du titre VII, dans les conditions prévues aux articles 11 et 11 A du traité instituant la Communauté européenne et à l'article 40 du présent traité;*
- d) l'article 6, paragraphe 2, en ce qui concerne l'action des institutions, dans la mesure où la Cour est compétente en vertu des traités instituant les Communautés européennes et du présent traité;*

¹ Ce titre sera repris dans les dispositions générales et finales (la partie III).

- 4) e) *les seules prescriptions de procédure contenues dans l'article 7, la Cour statuant à la demande de l'État membre concerné et dans un délai d'un mois à compter de la date de la constatation du Conseil prévue par ledit article;*
- f) *les articles 46 à 53.*

Article 47

Sous réserve des dispositions portant modification du traité instituant la Communauté économique européenne en vue d'établir la Communauté européenne, du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et des présentes dispositions finales, aucune disposition du présent traité n'affecte les traités instituant les Communautés européennes ni les traités et actes subséquents qui les ont modifiés ou complétés.

Article 48

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des traités sur lesquels est fondée l'Union.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter auxdits traités. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 49

Tout État européen qui respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent.

Les conditions de l'admission et les adaptations que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Ledit accord est soumis à la ratification par tous les États contractants, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 50

- 1. Sont abrogés les articles 2 à 7 et 10 à 19 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé à Bruxelles le 8 avril 1965.*
- 2. Sont abrogés l'article 2, l'article 3 paragraphe 2 et le titre III de l'Acte unique européen, signé à Luxembourg le 17 février 1986 et à La Haye le 28 février 1986.*

Article 51

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

Article 52

- 1. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.*
- 2. Le présent traité entrera en vigueur le 1er janvier 1993, à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.*

Article 53

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise et portugaise, les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

En vertu du traité d'adhésion de 1994, font également foi les versions du présent traité en langues finnoise et suédoise.